

SOUTENIR

Le magazine du Commissariat des armées / N° 18 / Juillet-Sept. / 2021



FOCUS
DICOM NG
LES ANTILLES OUVRENT LA VOIE !

GRAND ANGLE
LA RESTAURATION ET LES LOISIRS
POUMONS DE LA CONDIPERS

Nous
sommes là
pour agir



Santé, vie quotidienne,
pouvoir d'achat

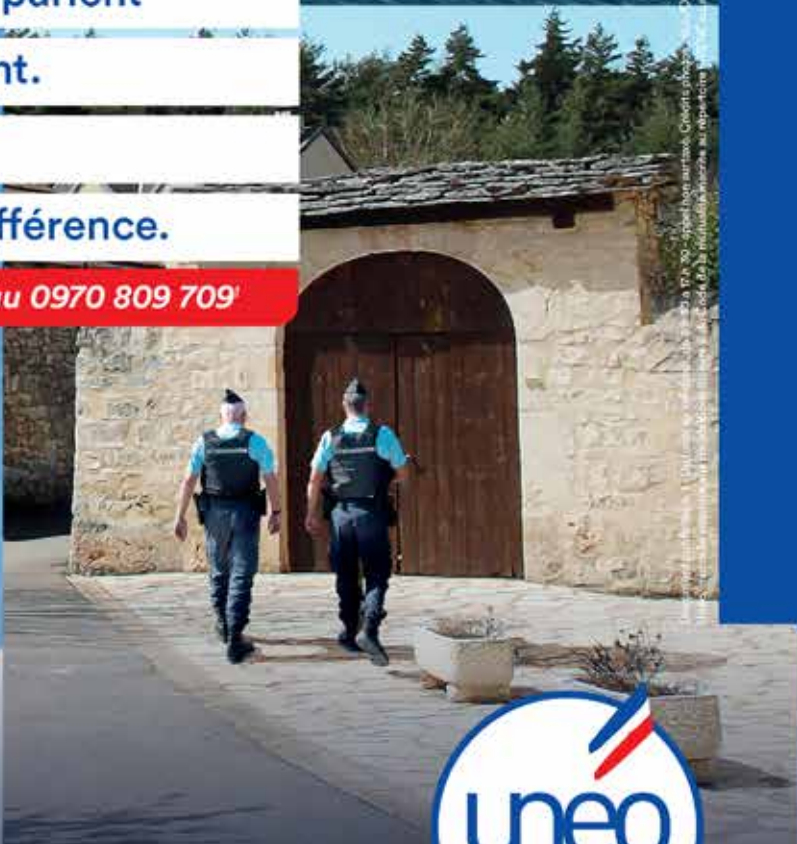
Il y a ceux qui parlent

et ceux qui font.

Sur le terrain,

Unéo fait la différence.

À vous d'en juger au 0970 809 709



Unéo, MGP et GMF
sont membres d'**UNEOPOLE**
la communauté
sécurité défense

Unéo, la mutuelle
des forces armées
TERRE - MER - AIR - GENDARMERIE
DIRECTIONS & SERVICES
Référéncée
Ministère des Armées



Santé – Prévoyance
Prévention – Action sociale
Solutions du quotidien



Votre force mutuelle

édito



Accessibilité, agilité, proximité, simplicité, confiance. Ces cinq qualités doivent nous inspirer en permanence et constituer le fil rouge de notre action.

On dit souvent que la première impression est la bonne.

Trois mois après ma nomination à la tête du Service du commissariat des armées, je mesure l'honneur qui m'est fait. À l'issue de ces premières semaines passées à redécouvrir le SCA avec l'œil d'un directeur central, je fais le constat d'un Service bien lancé dans la transformation, concentré sur ses missions et qui produit.

Je retiens de mes premiers échanges avec le personnel l'implication et l'application pour fournir un soutien AGSC de qualité. Ce n'est pas un long fleuve tranquille et chacun, à son niveau, fournit des efforts.

Cet engagement au quotidien du Service est reconnu et souligné par nos chefs militaires et l'ensemble des soutenus. La force morale du Service lui a permis de surmonter les difficultés liées à la crise sanitaire. De cette épreuve, nous sortons renforcés et prêts à relever les défis qui nous attendent, avec confiance et humilité.

Confiance dans notre capacité à tenir la mission. Humilité devant nos marges de progrès.

Grâce à l'important travail de réorganisation conduit dans le cadre de SCA22, nous disposons d'une base solide pour adapter le Service à l'ambition 2030 de nos armées.

Dans les mois qui viennent, nous allons travailler en priorité au renforcement de l'aptitude opéra-

tionnelle du Service et à la modernisation du soutien de proximité, grâce notamment au développement du numérique.

Sur la base d'une vision stratégique du CEMA pour le SCA, construite en lien avec les armées, une feuille de route détaillera les actions à entreprendre dans la perspective 2030.

Accessibilité, agilité, proximité, simplicité, confiance. Ces cinq qualités doivent nous inspirer en permanence et constituer le fil rouge de notre action. Elles sont la base de notre action collective pour assurer un soutien efficace, moderne et de qualité.

C'est grâce à vous, à vos qualités, vos compétences et vos initiatives, grâce à l'engagement qui est le vôtre, jour après jour, souvent dans l'ombre, que nous progresserons, ensemble, dans le soutien que nous apportons à la communauté de défense et à nos forces, quel que soit l'environnement dans lequel elles sont déployées.

Sachez que vous êtes, chacun à votre poste, un maillon indispensable de la grande chaîne du soutien que nous constituons.

Je profite de cet édito pour vous souhaiter, ainsi qu'à vos proches, une très reposante pause estivale.

Le commissaire général hors classe Philippe JACOB
Directeur central du Service du commissariat des armées

sommaire



p06

RETOUR SUR L'INFO
PAM 2021 : LES NOUVEAUTÉS
POUR VOTRE DÉMÉNAGEMENT
CLAUSE DU BLESSÉ :
UNE PREMIÈRE POUR LE SCA

p14

SCA 22
LES PLATES-FORMES
COMMISSARIAT

p22

SCA OPS
ALERTE LOUTRE
LA RÉPONSE DU SCA
AUX SOLLICITATIONS
OPÉRATIONNELLES D'URGENCE



p35

FOCUS

LA DICOM ANTILLES :
BASCOULE DES DICOM EN NG
LA SOUS-DIRECTION PERFORMANCE
SYNTHÈSE, UNE ENTITÉ QUI VA DE L'AVANT

p42

GRAND ANGLE

LA FILIÈRE RESTAURATION LOISIRS
À L'ÉCOUTE DES CHANGEMENTS

p53

ÉVÈNEMENT

EXERCICE DEFNET 2021
LE SCA AU CŒUR DE L'EXERCICE
INTERARMÉES DE CYBERDÉFENSE

p28

FIL ROUGE

UNE VISION MILITAIRE
ET CITOYENNE
POUR LE SERVICE
À L'HORIZON 2025

p32

VOTRE QUOTIDIEN

COUP DE PROJECTEUR SUR
LES PÔLES DE FORMATION
DU COMMISSARIAT !

p56

RENCONTRES

LE CRG2 ALEXIS WILLER
LOÏC, APPRENTI AU SCA

Solidarité

La DIRCOM de Niamey soutient un orphelinat du centre-ville



Le 9 mai dernier, l'antenne de la Direction du Commissariat (DIRCOM) de Niamey a apporté son soutien à un orphelinat du centre-ville de la capitale du Niger.

La crise sanitaire ayant considérablement réduit les aides extérieures et les dons, l'avenir de l'orphelinat devenait incertain. L'équipe de la DIRCOM, sur l'initiative des sergents Aurélien et Enzo, a souhaité apporter un soutien aux 19 orphelins en organisant une collecte de dons auprès des militaires de la base aérienne projetée de Niamey. Grâce à la générosité de tous, 300 kg de riz, 150 kg de farine, 100 litres d'huile, 150 kg de fruits et légumes ainsi que du matériel d'hygiène ont été apportés à l'orphelinat afin d'assurer les besoins de la petite communauté jusqu'à la fin de l'année.

La DIRCOM de Niamey a également procuré un matelas à chaque enfant et à chaque adulte, de nombreux jouets, ainsi que des fournitures de bureau.

L'éducation constitue un des axes d'effort de l'orphelinat qui accompagne les enfants dans la poursuite de leurs études : « L'éducation, c'est la base de la vie », témoigne la responsable de l'orphelinat. Cette action reflète les liens d'amitié que les militaires de la force Barkhane entretiennent avec la population nigérienne.

LE CIAO, NOUVEAU RESPONSABLE DES CARTES ACHATS POUR L'ÉTRANGER

Centre expert du soutien des opérations extérieures et des activités militaires à l'étranger, le CIAO met en place de nombreuses solutions de paiement au profit d'unités et de militaires déployés hors du territoire national : avances de trésorerie en zones OPEX et à l'étranger, paiements centralisés depuis le CIAO ou décentralisés via les ambassades, etc.

Travaillant en permanence en lien avec l'état-major des armées (EMA), avec le centre de planification et de conduite des opérations (CPCO), avec les états-majors d'armée (EMAT, EMM et EMAAE) ainsi qu'avec la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS), le CIAO continue en 2021 d'élargir la palette des outils financiers mis à disposition des détachements et des militaires à l'étranger en devenant responsable des cartes achats pour l'étranger.

Avec cette nouvelle capacité à créer et à administrer ces cartes, le CIAO se dote ainsi d'un outil réactif et agile permettant à des militaires affectés à l'étranger ou déployés à l'étranger dans le cadre d'un exercice interallié de régler directement chez des commerçants ou sur Internet des dépenses professionnelles.



Base arrière de soutien des opérations extérieures et de l'étranger, le CIAO s'est également doté de sa propre carte achat internationale afin d'être en mesure de répondre, sous très faible préavis et en l'absence de soutien français local, à une demande d'achat urgente d'un détachement ou d'un soutenu déployé hors du territoire national.

Les conseillers « personnel militaire » du directeur central en visite dans les organismes du Service



Dans le cadre du dispositif de concertation mis en place par la DCSCA, les conseillers « personnel militaire » du directeur central effectuent des visites d'information dans les organismes du Service afin de mieux appréhender les préoccupations et difficultés éventuelles des militaires affectés au sein du SCA dans leur environnement de travail.

Après des déplacements au sein des GSBdD Draguignan et Île-de-France en début d'année, les conseillers officier, sous-officier/officier marinier et militaire du rang placés auprès du directeur central reprennent les visites pour aller à la rencontre des militaires servant au sein des organismes du Commissariat des armées. Priorité aux formations qui n'ont pas reçu la visite des conseillers depuis au moins trois ans.

Une attention particulière est portée à la mise en œuvre locale de la transformation et au moral du personnel militaire.

Les comptes rendus de visite rédigés à l'issue permettront ainsi au nouveau directeur central de bénéficier d'une remontée directe des problématiques rencontrées sur place et du moral des militaires œuvrant quotidiennement au soutien de nos armées. Le programme pourra faire l'objet de modifications en fonction de l'évolution des conditions sanitaires sur le territoire.

DURCISSEMENT MILITAIRE



Début avril, suivant l'objectif de durcissement militaire du Service, le GS Socle SMP (GSBdD Poitiers-Saint Maixent) a réceptionné du matériel de soutien de l'homme au titre de la vie en campagne (VEC) destiné à la préparation opérationnelle de l'armée de Terre.

[Retour sur cette opération...](#)

La mise en place de matériels de soutien de l'homme sur le territoire national au titre de la vie en campagne (VEC) et de la préparation opérationnelle des forces fait partie des projets qui se concrétisent dans ce cadre. Afin de répondre aux enjeux logistiques du Service, le GSBdD de Poitiers-Saint Maixent, GS Socle, a été désigné par le CIMCI (Centre Interarmées du Soutien Métiers et Contrôle Interne) pour conduire une expérimentation.

L'OBJECTIF ?

Être en capacité d'assurer un appui réactif aux unités de son périmètre afin de répondre à un besoin de l'armée de Terre : préserver la capacité opérationnelle du combattant sur le terrain. Pour réaliser la mission, le GSBdD a réceptionné les premiers matériels de campagne transférés d'un ELoCA (établissement logistique du Commissariat des armées) pour soutenir le volume d'une unité élémentaire. Il s'agit d'une première étape au soutien de la préparation opérationnelle de l'armée de Terre, issue de travaux menés par la direction centrale du SCA et l'armée de Terre, comprenant :

- Le développement du plot camp de Mourmelon par la mise en place de matériels de VEC afin d'être en mesure de soutenir jusqu'à 1500 hommes.
- Le positionnement de matériels VEC sur les GS Socle de Poitiers-Saint Maixent (SMP) et de Lyon-Valence-La Valbonne (LVV), pour pouvoir soutenir 150 hommes.

Le Service du commissariat des armées en soutien de la mission eFP Lynx 9



et de matériel de campagne (tentes, douches, lits picots, groupe air chaud, cuves à eaux, etc.). Il soutient les combattants au plus près du terrain. Grâce à son trésorier militaire et son acheteur, le DMC apporte un maximum de flexibilité aux détachements en opérations dans les phases de *sourcing*, d'acquisition et de paiement des matériels ou des prestations de service nécessaires à l'atteinte des objectifs de la mission. Enfin, le DMC contribue directement au soutien du moral des troupes, en lien avec la nation hôte et la nation cadre : alimentation variée et équilibrée sur le théâtre, soutien postal efficace, remplacement des pièces usagées, etc.

Gérer une pluralité de missions, qui plus est dans un environnement international, est un défi conséquent pour cette petite équipe de quatre personnels : des contraintes estoniennes locales à la coordination avec nos alliés britanniques, les interlocuteurs sont nombreux. Défi qu'il est d'autant plus passionnant de relever, puisqu'il s'agit d'établir des procédures valables pour les quatre mandats successifs.

Depuis 2017, l'armée de Terre contribue à hauteur d'un sous-groupe tactique interarmes (SGTIA) à la présence avancée renforcée (*Enhance Forward Presence*) de l'OTAN dans les pays baltes et en Pologne¹. À ce titre, l'Estonie accueille l'armée française pour un mandat d'un an. Afin de soutenir les 300 hommes et femmes composant l'élément de soutien national (logisticiens, maintenanciers, transmetteurs) et le sous-groupe tactique interarmes (deux pelotons de chars Leclerc, un peloton de reconnaissance et d'intervention, une section d'infanterie et une du génie ainsi qu'un élément d'observation et de coordination (EOC) d'artillerie), le Service du commissariat des armées déploie un dispositif unique en son genre.

Il s'agit du « DMC » : le Détachement Mixte du Commissariat. Il est armé par quatre experts dans les domaines de la logistique, de la gestion du matériel, de la finance, des achats ou encore du « soutien vie » (alimentaire), juridique et administratif.

Originaires des trois armées et affectés dans différentes unités en métropole, ces militaires sont actuellement déployés au sein du DMC, rattaché à l'Élément de Soutien National (ESN), en charge de la planification et de la conduite du soutien des opérations du SGTIA.

Le DMC supervise la gestion de 22 containers d'effets militaires et de protections balistiques (casques, gilets pare-balles, etc.)



Déchargement des 22 containers de matériels SCA acheminés par voie ferroviaire sur le théâtre estonien : effets balistiques, matériel de campagne, remorque douches, etc. Mars 2021.

¹ Lors du sommet de Varsovie réunissant les chefs d'État et de gouvernement des nations alliées au sommet en 2016, la France décide de « renforcer encore la posture de dissuasion et de défense de l'Alliance face au nouvel environnement de sécurité ».

Renouvellement des accréditations COFRAC pour le LABOCA !



Le Laboratoire du Commissariat des armées a reçu l'attestation du Comité français d'accréditation, renouvelant ses accréditations pour 3 ans à compter du 31 mars 2021.

Ce renouvellement d'accréditation est une preuve tangible de la reconnaissance du professionnalisme du LABOCA. En effet, cette accréditation suivant la norme internationale homologuée NF EN ISO/IEC 17025,

établissant les exigences de compétence, d'impartialité et de cohérence de fonctionnement des laboratoires, prouve la compétence technique du laboratoire pour ses domaines d'activités d'essais et le bon fonctionnement d'un système de management adapté.

Les points évalués par le COFRAC concernaient l'ensemble du spectre des activités du LABOCA dont, par exemple, les essais liés à la sécurité avec les équipements de protection individuelle du corps et leur comportement au feu, à la performance et aptitude à la fonction des produits textiles et d'habillement et cuirs ; les essais liés à la qualité des aliments (détermination de la composition nutritionnelle, des critères de qualité et sanitaires) et à la qualité de l'eau de consommation et des eaux chaudes sanitaires.

Pour ce faire, les experts du COFRAC ont eu accès aux départements de chimie, de microbiologie, de physique et de chimie industrielle. Les audits réalisés ont permis d'apporter la garantie que les résultats sont obtenus selon des méthodes validées et des procédures conformes à des référentiels précis. Par ailleurs, entre chaque évaluation COFRAC, le LABOCA participe à des programmes d'essais de performance réguliers, à titre de démonstration permanente de sa compétence technique.

HACKATHON : LES ÉLÈVES COMMISSAIRES À L'HEURE DE L'INNOVATION !



Parce que l'innovation est au cœur de la transformation du Commissariat des armées, les élèves de la promotion Croix de Lorraine ont participé à un Hackathon sur le site exceptionnel de The camp à Aix-en-Provence.

Objectif : cultiver un esprit entrepreneurial et innovant pour remettre le client au cœur des processus de soutien. Plus qu'un changement de décor, c'est un véritable changement de mentalité qui a été demandé à nos élèves pendant 24h.

Pour s'approprier cet esprit créateur, ils ont été encadrés par les équipes de professionnels de The Camp.

Répartis en neuf groupes, les élèves ont lancé un projet lié à une problématique du soutien, dans le but d'améliorer les services délivrés aux soutenus.

FabLab, ateliers de prototypage, de vidéo, pitch training, numérisation sans code avec Sikiwis... Les élèves ont été coachés depuis la conception de leur produit jusqu'à sa présentation au jury.

C'est finalement le projet e-office qui a gagné les faveurs du jury ! Il s'agit d'un outil de gestion de l'espace du travail (outil d'interfaçage et de pilotage en métropole et en outre-mer). Grâce à lui, les utilisateurs pourront contacter et rejoindre leurs collègues. Surtout, les usagers pourront exprimer leurs requêtes en termes de salle et moyens matériels mis à disposition.

Le projet va à présent être étudié, pour une mise en œuvre très concrète. Les élèves pourraient être associés à ce projet en fonction de leur disponibilité scolaire.



Le 18^{ème} concours national d'affiches de prévention et sécurité routières est lancé !

Ouvert à l'ensemble du personnel civil et militaire du ministère des Armées, ce concours se déroule entre le 1^{er} mars 2021 et le 28 février 2022. Il est organisé par le bureau mission prévention et sécurité routières du ministère de la Défense (MPSRMD) et constitue un des volets mis en œuvre pour susciter l'engagement individuel et collectif en matière de prévention routière.

Il contribue, en outre, aux actions du ministère qui a signé le 12 février 2018 la charte des 7 engagements pour une route plus sûre, avec le délégué interministériel à la sécurité routière (DSR).

La qualité de la production issue des concours précédents a permis au ministère de renouveler, dans les unités, les affiches de prévention routière et d'en récompenser les auteurs, au cours d'une cérémonie en présence des autorités du ministère et de leurs partenaires.

La cérémonie de remise des prix de cette 18^{ème} édition est prévue en juin 2022.

De nombreux lots sont à gagner :
Tablettes, téléphones, séjours IGESA, stages de conduite préventive, etc.

CLAUDE DU BLESSÉ, UNE PREMIÈRE POUR LE COMMISSARIAT DES ARMÉES

Pour sa première mise en œuvre au sein du Service, la clause du blessé a bénéficié à un militaire, ancien marin, recruté par l'entreprise Charlemagne dont le PDG, M. Jacques ROUARD, est le mandataire du groupement de PME¹ DÉFENSE BUREAU.

En application de la clause du blessé, le groupement de PME s'engageait à proposer des stages professionnels à des militaires blessés et à les accueillir pendant une période de 1 à 6 mois.

Près de 40 propositions de stage ont été proposées par l'ensemble des cotraitants du groupement, grâce à un maillage du territoire métropolitain, dans des métiers aussi divers que magasinier, gestionnaire de commandes, chauffeur-livreur, aide-comptable, etc.

Au terme d'un travail approfondi à partir du vivier des militaires blessés, l'antenne toulonnaise de l'agence Défense Mobilité a rapidement identifié un ancien marin de 27 ans pour occuper l'un des 4 postes proposés par la société Charlemagne à Toulon. La convention de stage liant l'entreprise à Défense Mobilité a été signée le 4 mai 2021, permettant à M. Christopher de découvrir les fonctions de préparateur de commande. Immédiatement intégré dans sa nouvelle équipe, il sera suivi durant toute la durée de son stage par deux référents, l'un rele-



vant de Défense Mobilité, l'autre de l'entreprise d'accueil, chargés de l'accompagnement. Un bel exemple de solidarité entre les mondes civil et militaire !

¹ Ces 15 PME, rassemblées dans un groupement momentané d'entreprises solidaires, ont remporté en décembre dernier l'accord-cadre national relatif aux fournitures de bureau pour le ministère des Armées notifié par la Plate-forme Commissariat Sud.

Le Commissariat des armées facilite votre déménagement



Pour le plan annuel de mutation 2021 et dans le cadre du plan Famille, le Commissariat des armées poursuit son engagement pour vous accompagner et

vous faciliter les démarches de déménagement. Toutes les informations utiles et nécessaires sont désormais regroupées dans l'espace « déménagement » du portail Eurêka, accessible 24/7 sur Intradef comme sur Internet.

Le dispositif plate-forme multi-déménageurs (PFMD) vous permet toujours d'organiser votre déménagement en quelques clics depuis chez vous et en toute sécurité. La procédure est entièrement dématérialisée et vous n'avancez plus d'argent : le ministère procède au règlement direct de la prestation auprès de la PFMD.

NOUVEAUTÉS 2021

- Les dossiers de transport de bagages sont entièrement dématérialisés. Vous n'avez plus à fournir votre ordre de mutation (ou équivalent).
- Pour votre déménagement en métropole, vous pouvez choisir de n'adresser qu'un seul devis de déménagement au centre interarmées du soutien à la mobilité (CIMob), mais sans pouvoir prétendre dans ce cas à l'allocation d'accompagnement à la mobilité géographique dans les armées (ACMOBGEO).

AGENDA

Journal de la Défense « Nourrir le combattant »
À retrouver sur La Chaîne Parlementaire LCP à partir du 27 juin à 19h30.

Journée Européennes du Patrimoine (JEP)
Les 18 et 19 septembre - Paris École militaire.

SAVE THE DATE : du 31 août au 15 octobre
Exposition sur la passerelle à Balard :
« Au service d'un combattant opérationnel, un habillement moderne »

MAG TV

En avril, le MAGTV s'est intéressé à deux entités techniques du Commissariat des Armées.



- Rencontre avec des agents du CIMob, ex-CAMID, qui œuvrent chaque jour pour faciliter la mobilité des personnels civils et militaires du ministère des Armées.
- Découverte de l'activité minutieuse et stratégique, opérée par les techniciens du Pôle National d'Expertise Balistique (PNEB) à Marseille, en charge du contrôle qualité des gilets pare-balles.



20 KILOMÈTRES DE PARIS

LA TEAM SCA FÊTE SES 10 ANS

Cette année, la TEAM SCA fait son retour et compte bien vous réunir afin de participer aux 20km de Paris le 10 octobre prochain !

Deux possibilités s'offrent à vous : course connectée ou en présentiel.

Toutes les informations sont disponibles sur le portail du Commissariat :
COMM/SCA > Pôle événementiel > Évènements SCA



E-HABILLEMENT

La Marine bascule sur le nouvel outil de commande

Le logiciel E-Habillement est désormais accessible pour tous les marins de métropole !

Une réalisation ambitieuse et nécessaire du Service du commissariat des armées, qui s'inscrit dans le chantier global de modernisation, de simplification et d'amélioration de la fonction habillement.

Le déploiement d'E-Habillement se fait par « vagues » successives.

Pour rappel, le portail a été inauguré par l'armée de l'Air et de l'Espace en juillet 2020.

Après la Marine nationale ce mois-ci, suivront l'armée de Terre et les services interarmées en 2022.

ADIEU AUX ARMES DU CRGHC STÉPHANE PIAT



Le jeudi 3 juin 2021, dans la cour d'honneur de l'Hôtel national des Invalides, le général d'armée François LECOINTRE, chef d'état-major des armées, a présidé la cérémonie d'adieu aux armes du commissaire général hors classe Stéphane PIAT, directeur central du Service du commissariat des armées jusqu'au mois de mars 2021.

E-CHAUFFEUR AU PRIX DE L'AUDACE 2020



L'innovation au Commissariat des armées a été mise à l'honneur ce 19 mai lors de la présentation des projets en lice pour recevoir le prix de l'Audace 2020, avec e-Chauffeur développé par le CRP Fabrice (DCSCA/SDNum) et le CR2 Siham (SCA/CIM). Il s'agit d'une application permettant à tout personnel du ministère des Armées d'obtenir un moyen de transport avec chauffeur. Ce nouvel outil permet à l'utilisateur de réaliser ses déplacements professionnels au sein des bases de défense, tout en optimisant l'utilisation des vecteurs de l'État.

RÉFORME DE LA PROTECTION DU SECRET DE LA DÉFENSE NATIONALE : LES ARMÉES EN PREMIÈRE LIGNE

Fin 2015, la France a entrepris de rédiger une nouvelle édition de l'instruction générale interministérielle sur la protection du secret de la défense et de la sécurité nationale n° 1300 (IGI 1300). Celle-ci entrera en vigueur le 1er juillet 2021. Les points clés de cette réforme sont, notamment, la simplification des niveaux des classifications, passant de trois à deux, le contingentement du secret « au plus juste besoin » pour le protéger plus strictement, et le renforcement de la protection des systèmes d'information.

Le secret est un sujet que tous, civils et militaires, doivent s'approprier pour que chacun, à son niveau, soit un « acteur de la protection du secret ».

L'IM 900 est disponible sur la page DPID sur Intradef : <http://portail.intradef.gouv.fr/content/dpid>

Innovation I Le CIEC vous accompagne pour développer vos projets !



Le Service du commissariat des armées poursuit un objectif constant d'innovation dans son périmètre de compétence.

Dans ce cadre, le Centre Interarmées du soutien Équipements Commissariat (CIEC) propose d'accompagner vos idées de développement d'un équipement pour le soutien du combattant !

Vous avez une idée de développement d'un équipement pour le soutien du combattant ?

- Vous pouvez choisir de développer votre projet seul ou avec le soutien d'une entreprise.
- Un projet prometteur peut entrer dans le champ d'action du Défense Lab (AID) et bénéficier d'un accompagnement spécifique jusqu'à la prise en charge complète du projet.
- Un processus à sécuriser avec le Défense Lab (AID) et le CIEC.

Un seul point de contact : envoyez un e-mail à : ciec-innovation.fct@intradef.gouv.fr



CHIFFRES-CLÉS 2020 DU COMMISSARIAT DES ARMÉES

Le bilan d'activités 2020 du SCA est disponible.

Il présente les principales données d'activité du Service dans une année marquée par le contexte de crise sanitaire. Il offre également un aperçu de la mise en œuvre des actions du plan de transformation SCA 22.



TOP TWEET

Le Commissariat des armées félicite le commissaire aspirant Hugo de l'École des commissaires des armées, finaliste du Prix Clemenceau 2021.



INSTAGRAM

LE LANCEMENT !



Le Commissariat des armées est désormais sur Instagram !

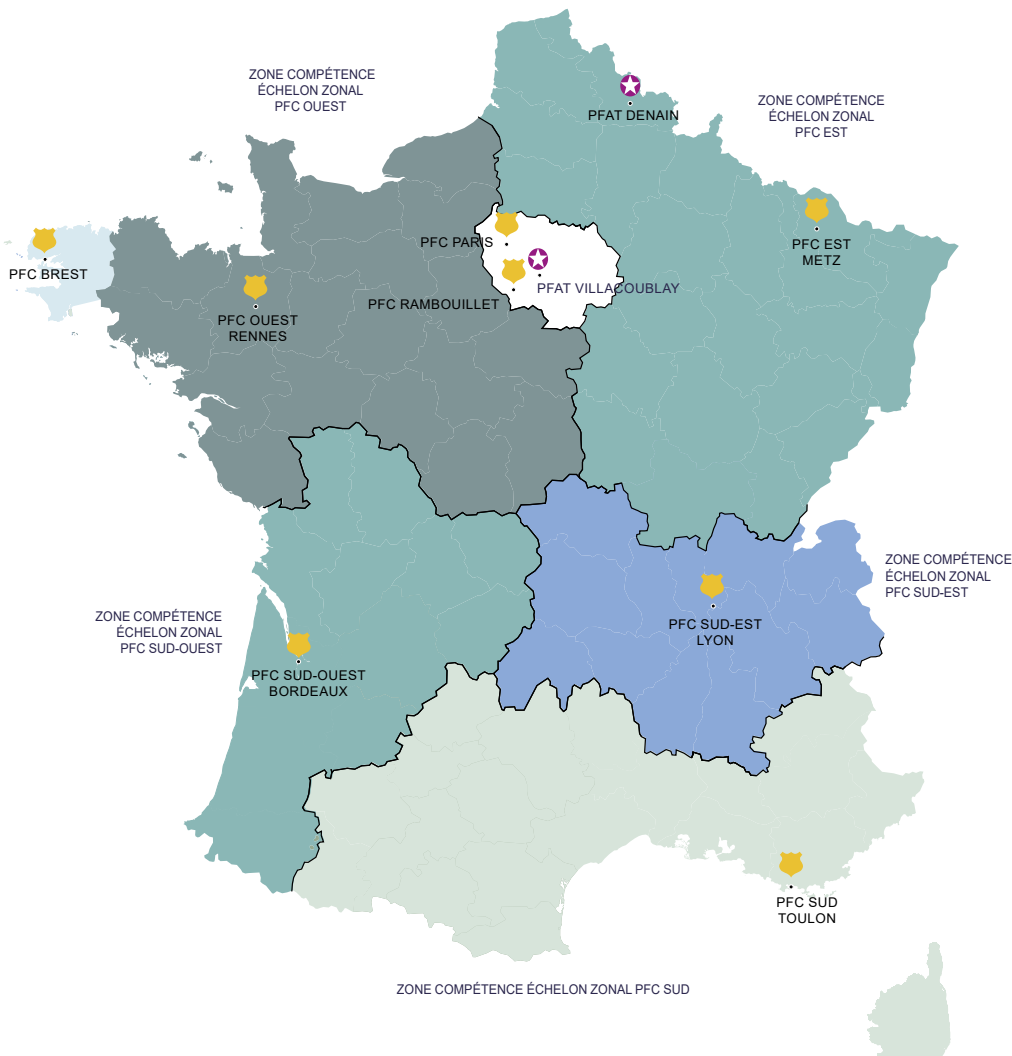
C'est le moment de suivre le compte :

[commissariatdesarmees](https://www.instagram.com/commissariatdesarmees)

LES PLATES-FORMES COMMISSARIAT AU CŒUR DES POLITIQUES PUBLIQUES EN MATIÈRE D'ACHAT ET DE LA MODERNISATION DE LA FONCTION FINANCIÈRE DE L'ÉTAT

Sept Plates-formes Commissariat (PFC) à compétence zonale, deux Plates-formes Commissariat spécialisées « métiers », autant d'entités réparties sur le territoire national, dont le rôle est à la fois complexe et indispensable en matière d'achats et de finances. Issues des anciennes Plates-formes achats-finances (PFAF), ces entités ont vu leurs périmètres respectifs élargis dans le cadre du projet de transformation SCA22. En effet, de la PFAF centrée sur les métiers historiques de l'achat et de l'exécution financière, l'organisme déconcentré du SCA s'est transformé en PFC (Plate-forme Commissariat), véritable bras armé et échelon zonal des centres interarmées du soutien (CIMCI, CIRL, CIM).

SOUTENIR vous propose un tour d'horizon de chacun de ces organismes pour en comprendre les principes généraux et les spécificités.



Pour mener à bien leurs missions, elles s'appuient sur des acheteurs professionnels dont les compétences requises sont nombreuses : sourcing, ingénierie contractuelle, maîtrise de la réglementation, programmation/planification, relations clients et fournisseurs, pilotage et reporting (indicateurs).

En matière d'exécution financière, les PFC procèdent aux actes liés aux fonctions d'ordonnateurs secondaires (engagements juridiques des actes d'achats, certifications du service fait, demandes de paiements). Elles reconstituent les régies et les trésoreries militaires rattachées et émettent des ordres d'acceptation en vue du recouvrement des recettes. Enfin, elles sont responsables de programmes des cartes d'achat et intègrent également une régie.

Après 16 mois d'efforts intensifs, les PFC ont désormais presque achevé de déployer les outils et procédures prévus par « ORGAFI 3 », troisième programme de modernisation de la fonction financière depuis 2010, dont le « service fait présumé » est l'outil le plus emblématique. Ce déploiement, réalisé dans le contexte de la crise COVID, alors que les PFC étaient particulièrement mobilisées par ailleurs pour le soutien des formations et afin d'assurer aux entreprises – notamment les PME/TPE – le règlement rapide de leurs factures, atteste de la capacité d'adaptation et de résilience de leurs divisions finances.

Effectuons un plongeon au cœur de chacune d'entre elles. Certaines sont zonales, d'autres ont une vocation « métiers ». Entre points communs et différences, voici un tour de France de ces entités.

L'organisation de la fonction achat du SCA est fondée sur deux principes majeurs : être au plus proche des soutenus et des opérateurs économiques, à travers un maillage territorial dense ; être en capacité d'offrir un soutien performant par une spécialisation des acheteurs, notamment sur des segments à haute technicité. Les sept

PFC à compétence zonale et les deux PFC spécialisées « métiers » contribuent, par la conduite des procédures d'achats et le suivi d'exécution des prestations, au soutien des forces armées en tout temps et en tout lieu, et à la bonne mise en œuvre des politiques publiques : accès des PME, Innovation, développement durable, achats socialement responsables, achats au plus près des territoires, etc.

1 | LES PLATES-FORMES ZONALES

LA PFC OUEST (RENNES)

L'ACHETEUR RÉFÉRENT DU SEGMENT FORMATION POUR LE MINISTÈRE DES ARMÉES



Le directeur de la PFC O
© Jean-Paul PERROT

Implantée à Rennes et sous la direction du CRC1 Pierre MAGNARD, la Plate-forme Commissariat Ouest (PFC O) exerce ses missions au profit des unités de 7 bases de défense¹. Outre les achats-finances, la PFC O a achevé la prise en compte de l'activité restauration-hôtellerie-loisirs. L'action des référents d'exploitation et la présence de trois antennes réparties sur la zone de défense Ouest (ZDS O) permettent un appui au plus près du soutenu. **Dans le domaine des achats, elle est le pilote et porteur du segment national des marchés de formation pour le ministère (414 marchés actifs à ce jour).**

À ce titre, elle a été désignée pour passer :

- **Certains accords-cadres interministériels** : depuis 2018, a été renforcée l'approche interministérielle du domaine de la formation. « *Tout ce qui est commun* » se traduira par un déploiement d'accords-cadres interministériels, portés notamment par le ministère des Armées. La PFC O compte ainsi désormais dans son portefeuille des contrats et projets d'achat de périmètre interministériel : formations SIC, formations en bureautique, ainsi que les formations aux gestes qui sauvent. Par ailleurs, la PFC O, en tant que référent ministériel, assure la passation des marchés subséquents des procédures d'achats portées par les autres ministères (recrutement-digitalisation-achat public-finances-métiers de la formation-fonction immobilière).
- **Des marchés d'externalisation sensibles** : par exemple, le dossier « ARIANE » a particulièrement animé le bureau achats formation de la PFC O, en raison de ses enjeux stratégiques pour le ministère : projet novateur d'externalisation partielle de la formation des élèves pilotes et navigateurs des écoles de l'armée de l'Air et de l'Espace, il est porté conjointement par la PFC O et l'EMAAE. Il a vocation à confier à des opérateurs privés la formation initiale dispensée sur aéronef civil ou simulateur aux écoles de Salon-de-Provence, Cognac et Avord.

¹ Angers-Le Mans-Saumur, Bourges-Avord, Cherbourg, Evreux, Orléans-Bricy, Rennes-Vannes-Coëtquidan, Tours.



Modélisation d'un radar © CEFP EFSOAA BA721

LA PFC SUD (TOULON)

DU RÂTEAU À LA ROUE !

En dotant le Service d'un échelon zonal par zone de défense et de sécurité, le plan de transformation SCA22 a non seulement élargi le périmètre géographique de la PFC Sud de trois nouvelles bases de défense et d'une quatrième antenne de la DGA, mais a également bouleversé l'appréhension des relations de travail en plate-forme.



Le directeur de la PFC Sud, le CRC1 Xavier PRACHE

La PFC Sud couvre désormais les organismes du SCA et ceux non embasés de la ZDS Sud (Occitanie, PACA et Corse). Ce sont principalement 12 GSBdD couvrant toutes les composantes interarmées, 4 antennes de la DGA et 2 hôpitaux d'instruction des armées. **La PFC Sud continue de disposer par ailleurs d'une compétence nationale sur les segments achat de l'accueil-filtrage-gardiennage, du blanchissage et des fournitures de bureau.** Enfin, en raison de sa colocalisation avec la plus importante base de défense portuaire, elle dispose d'une section « affaires navales » plus spécialement dédiée à la satisfaction des besoins spécifiques de la Marine nationale, notamment dans le domaine de l'innovation.

L'ajout de cinq nouvelles fonctions aux deux historiques des anciennes PFAF a amené la PFC Sud à repenser son fonctionnement : l'organigramme jusque là dessiné en râteau devient une roue, désormais fondée sur la combinaison d'une action transverse et d'une mise en œuvre de réseaux de compétences qui irriguent l'ensemble de l'activité. Chaque fonction se doit de participer naturellement aux travaux pilotés par une autre, dans la limite de ses responsabilités et compétences.



Réunion de travail à la PFC Sud

LA PFC SUD-EST (LYON)

UN SOUTIEN DE HAUTE INTENSITÉ



Le directeur de la PFC Sud-Est

Acteur du projet SCA22, la PFC SE dirigée par le CRC1 Pierre SCHOTT apporte quotidiennement son expertise zonale grâce aux savoir-faire de ses 150 personnels unis dans leur mission de satisfaction des besoins opérationnels et logistiques des armées, directions et services.

Si vous utilisez le Pass Sentinelle pour vous restaurer lors des patrouilles, si vous avez déjà chaussé des skis de combat ou utilisé la salle de sport de votre unité, si vous vous êtes rendus de retour d'OPEX dans un sas de décompression, vous bénéficiez sans le savoir d'un



Personnels civil et militaire de la PFC SE

équipement ou d'une prestation achetée ou coordonnée par la Plate-forme Commissariat Sud-Est (PFC SE) pour l'ensemble du ministère.

Les domaines où la PFC SE dispose d'une compétence nationale sont en effet nombreux et variés. Possédant une expertise technique montagne au profit de la 27^{ème} BIM² et du CIEC, sa proximité avec le CIRL lui permet d'être pilote dans les expérimentations innovantes comme le « Meal Canteen » au cercle de Clermont-Ferrand ou dans le passage des restaurants en concession. **Grâce à la formalisation des process de contractualisation financière et à sa qualité de RPA pour les conventions passées avec l'Économat des Armées, la PFC SE est au cœur des enjeux pour le mouvement de concession des restaurants et le soutien des Forces françaises.**

Sa proximité avec l'EDIACA de Saint-Étienne a favorisé le développement d'une compétence dans le domaine de l'imprimerie. Par ailleurs, elle accompagne l'ELoCA de Roanne dans la maturité de ses grands projets industriels, afin d'assurer la maintenance des équipements lourds de soutien de l'homme sur les théâtres d'opérations.

² BIM : brigade d'infanterie de montagne.

LA PFC SUD-OUEST (BORDEAUX)

UNE TRANSFORMATION RÉUSSIE AU CŒUR DES OPÉRATIONS

Implantée dans la caserne Xaintrailles, au cœur de Bordeaux, et forte de 184 personnels civils et militaires, la PFC SO, aux ordres du CRC1 Nicolas FOURCADE, s'est profondément transformée ces deux dernières années. En outre, dans un contexte de transformation majeure et afin d'accompagner la



Le directeur de la PFC SO © ADJ ESTEVE

manœuvre vers l'avant des GS, le directeur de la PFC SO est maintenant l'interlocuteur zonal du SCA auprès de l'officier général de la zone de défense Sud-Ouest. Résolument tournée vers le soutien des forces, la PFC SO est en appui d'une communauté d'environ 35 000 personnes servant dans les 8 bases de défense de Nouvelle-Aquitaine.

Plus particulièrement spécialisée dans le soutien de grands comptes tels que le Commandement des forces aériennes (CFA), les Forces spéciales Terre (FST) mais aussi certaines entités de la Direction générale de l'armement (Essais en Vol, Essais de Missiles) pour lesquels elle passe de plus en plus de marchés de défense et de sécurité, la PFC SO opère bien évidemment les achats AGSC et l'exécution financière des 8 GS de la zone Sud-Ouest. **Elle exerce aussi des compétences nationales en matière d'intérim ou de conciergerie, offrant ainsi une prestation pour l'ensemble du ministère.**



Réunion de travail à la PFC SO © ADJ ESTEVE

En outre, et sans se départir du soutien apporté aux forces, la PFC SO a connu une double évolution en deux ans. Elle a, d'une part, finalisé la modification de son périmètre géographique en accompagnant le transfert des bases de défense de Toulouse et Montauban vers la ZDS Sud (avec un rattachement à la PFC Sud). D'autre part, elle a accru ses compétences fonctionnelles, en créant la nouvelle division RHL (restauration-hébergement-loisirs) à ce jour pleinement opérationnelle, le bureau de coordination zonal (synthèse SCA au profit de l'OG-ZDS, coordination transport, échelon organique zonal du SCA en matière de SECDEF et d'INFRA) et le bureau PMRIE (cf. point 2 de cet article).

LA PFC EST (METZ)

ENTRE INNOVATION ET OPÉRATIONS !



Le directeur de la PFC Est, le CRC1 Philippe TROUVÉ

La PFC Est de Metz, forte de ses 215 agents postés, agit au profit de 13 bases de défense et les FFECSA³, sur une zone qui concentre 54 000 hommes, 53 régiments, 4 BA et 18 organismes du SCA.

Son activité est au service des enjeux et attentes de cette zone hors norme, qui obligent au quotidien les acteurs du soutien en termes de résultats.

En sus des segments d'achats classiques du SCA, **la division achats publics de la PFC Est est particulièrement mobilisée dans la passation et le suivi d'actes d'achats à forte connotation Innovation** (moyens de valorisation des déchets organiques, robots divers à destination de l'ELoCA de Châtres, boîtiers télématiques embarqués, etc) **ou opérationnelle**

(par exemple les chiens des armées, le Service postal international de la Défense ou le soutien des lycées militaires en habillement).

Portée par les attentes d'ORGAFI 3 ou des directives métiers reçues, la plateforme atteint aujourd'hui les résultats ou objectifs suivants :

- 60 000 factures/an traitées avec un délai moyen global de paiement de 13 jours,
- extension du flux 3 CHORUS à hauteur de 50 % des dépenses,
- service fait présumé en avance de phase,
- transformation des cartes Achats N1 en N1 bis achevée depuis fin décembre 2020,
- prise en compte proactive de la gestion rénovée des charges domaniales en zone Est,
- extension du contrôle interne formalisé depuis avril 2021.

LA PFC DE BREST

UN SOUTIEN MARQUÉ AU PROFIT DE LA MARINE NATIONALE ET DE L'INNOVATION



La directrice de la PFC Brest, Madame Sylvie ROUMIER

Avec plus de 500 marchés vivants et près de 180 M€ de dépenses annuelles, la PFC Brest assure en premier lieu le soutien courant des 21 000 personnels répartis au sein des 230 formations et organismes rattachés à la base de défense de Brest/Lorient. Le soutien général représente le quart des marchés passés en 2020.

La PFC assure également la passation et l'exécution de marchés nationaux : solutions d'impression, pièces auto, arts de la table, effets de sport, etc. (14% des marchés).

Un tiers des marchés est passé au profit de la Marine nationale, à l'image de l'affrètement de moyens maritimes ou aériens

pour l'entraînement des forces (plastrons) et l'AEM⁴. L'innovation représente également une part importante des marchés réalisés (8%), notamment grâce l'antenne basée à Lorient qui travaille essentiellement au profit des forces spéciales (24% des marchés en 2020). Cela conduit à des achats dans des domaines tout à fait disruptifs.

La PFC de Brest assure également la gestion des droits à alimentation des marins isolés, ainsi que l'approvisionnement, à titre de première dotation, des matériels de compétence Commissariat pour les programmes d'armement conduits par la DGA. Cela concerne tous les navires de surface et sous-marins de la Marine nationale en construction.



Réunion de travail à la PFC Brest



Le CIMCI en visite à la division finances de la PFC SE le 2 juin 2021

³ Forces françaises et éléments civils stationnés en Allemagne.

⁴ AEM : action de l'État en mer.

LA PFC PARIS

AU CŒUR DE LA TRANSFORMATION EN 2021



Le directeur de la PFC Paris, Monsieur Arnaud BOMPAS

Résolument engagée dans les transformations du soutien en Île-de-France, le visage de la PFC Paris de 2021 a profondément changé depuis 2019 : passage du soutien de 10 GSBdD, 3 centres DGA et 3 DRH d'armées à une coopération avec un interlocuteur unique pour le soutien des services embasés (le GSBdD IdF), de 2 centres DGA, et de certains secteurs de l'administration centrale du ministère.

Depuis mars 2021, elle assume également les responsabilités de pouvoir adjudicateur et de service exécutant pour le partenariat public-privé du Centre national des sports de la Défense.

La particularité de l'organisation zonale et géographique de l'Île-de-France implique désormais d'optimiser les interactions entre le « *front-office* » (le GSBdD IdF) et le « *back-office* » (la PFC Paris) qui, tous deux localisés à Saint-Germain-en-Laye, travaillent ensemble à l'amélioration de l'efficacité du soutien. Aussi, dans une logique de rationalisation, la majorité des fonctions RHL et zonales dévolues normalement aux PFC est peu à peu transférée vers le GSBdD IdF, alors que les métiers « historiques » de la PFC, les achats et l'exécution financière, sont renforcés et s'adaptent aux particularités des entités soutenues.

2 DE NOUVELLES COMPÉTENCES FONCTIONNELLES POUR LES PFC ZONALES

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet SCA 22, il a été décidé d'intégrer aux PFC des missions nouvelles, qui dépassent le spectre traditionnel des achats et des finances.

Ainsi, créées en 2019, les sections infra, DEF-SEC et transport du BCZ (bureau de coordination zonale) supervisent le soutien des entités du SCA au profit des acteurs locaux : il s'agit par exemple de trouver un bus quand la ressource interne est absente, d'accompagner la rédaction des PPA⁵ ou de suivre le déroulement des opérations d'infrastructure.



© CNPID : Perspective d'esquisse architecturale réalisée par le CNPID dans le cadre du projet de construction d'un entrepôt de stockage au profit de plusieurs GS Sodex.



L'exécution financière au travail à la PFC Paris

CRÉATION D'UNE SECTION INFRASTRUCTURE AU SEIN DES PFC

La création d'une section infrastructure au sein des PFC représente un véritable levier pour permettre au SCA d'améliorer le pilotage fonctionnel du patrimoine immobilier qu'il occupe.

Avec la création d'une section infrastructure au sein des PFC, le SCA dispose dorénavant d'un échelon zonal permettant de renforcer ce domaine, caractérisé par un vaste patrimoine immobilier contribuant directement à la réalisation de sa mission et par un grand nombre d'opérations d'infrastructure programmées à son profit. Cette section est notamment chargée d'entretenir un dialogue avec les EMZD⁶ et les ESID⁷, acteurs majeurs dans la conduite des opérations d'infrastructure. Au sein du Service, opérant sous la tutelle fonctionnelle du bureau infrastructure de la DCSCA et en lien avec les CIS,

elle est l'interlocuteur privilégié des organismes du SCA qu'elle est chargée de conseiller et d'appuyer dans le cadre de leurs attributions. Elle constitue ainsi un niveau de coordination et de synthèse, d'expertise et de contrôle indispensables au fonctionnement de la chaîne infrastructure.

Intervenant dans les différentes étapes du processus visant à disposer d'infrastructures de qualité et répondant pleinement aux besoins du SCA, elles jouent un rôle particulièrement important dans l'instruction de dossiers majeurs tels que la cartographie du patrimoine immobilier, les travaux d'A2PM 2021 et le suivi physico-financier des opérations d'infrastructure liées à la transformation du Service. La création de ces sections infrastructure représente pour le SCA une réelle opportunité de lever certaines contraintes structurelles, de faciliter l'atteinte des objectifs assignés à la fonction et de répondre aux enjeux actuels.

LA SECTION TRANSPORT, UNE VIGIE POUR LES PFC

Relais zonal récent du SCA positionné au sein des PFC, le bureau de coordination zonale (BCZ) permet de relayer l'action de la direction centrale du SCA et des centres experts auprès des commandements et des services partagés des différentes zones, grâce à sa section transport. Il constitue un partenaire fonctionnel de premier plan auprès des GSBdD dans les domaines du transport, infrastructure et la sécurité protection des biens et des personnes.



Le bureau de coordination zonale-BCZ de la PFC SE

Malgré la crise sanitaire, le BCZ a atteint les principaux objectifs fixés de montée en puissance et de consolidation des procédures existantes notamment par la mise en œuvre du contrôle interne, l'animation de réseaux collaboratifs des acteurs. Véritable « vigie » pour la direction des PFC, ce bureau prouve au quotidien sa pertinence par l'aide à la décision qu'il génère.

L'OS2, UNE SUBORDINATION BICÉPHALE

En application de la note n°1687/ARM/DCSCA/SDPS/NP du 7 mai 2019 relative aux attributions des PFC en tant qu'échelon de synthèse et de décon-

tration zonale, les officiers de sécurité de niveau 2 (OS2) sont pleinement intégrés aux bureaux de coordination zonaux.

On trouve les OS 2 au sein des PFC Est (Metz), Sud-Est (Lyon), Sud (Toulon), Sud-Ouest (Bordeaux) et Ouest (Rennes). Administrativement subordonnés à la direction des PFC, ils sont rattachés hiérarchiquement à l'OS1 de la chaîne SCA à l'EMO/SCA.

L'OS2 diffuse aux OS3 de sa zone de compétence les directives qu'il reçoit du bureau DEF SEC de l'EMO, et il est chargé d'en contrôler la bonne application. Cela s'effectue notamment dans le cadre du contrôle interne de niveau 2 qu'il exerce auprès des organismes de son ressort. Il rend compte au bureau DEF SEC de la situation concernant la protection du secret et la défense sécurité des organismes du SCA et de leurs personnels relevant de son périmètre. Il contribue à la formation des OS3, et il entretient des relations privilégiées avec le bureau protection de l'EMZD, avec la section infrastructure de la PFC, ainsi qu'avec l'échelon zonal de la DRSD.

Enfin, il est, dans son domaine de compétences, le conseiller privilégié des chefs d'organisme et de la direction de la PFC.

LE BPMRIE⁵ AU SEIN DES PFC : ÉCHELON COHÉRENT ET INDISPENSABLE AU DIALOGUE

Avec la création d'un bureau PMRIE au sein des PFC, le SCA dispose dorénavant d'un échelon intermédiaire de synthèse zonal.

Le BPMRIE de la PFC apporte conseil et expertise dans les domaines de la santé, sécurité au travail, de la prévention et protection contre l'incendie, du transport de marchandises dangereuses et de l'environnement à l'égard de toutes les formations du SCA présentes dans sa zone de responsabilité. Il est en charge de la mise en œuvre, au travers d'un plan d'actions, des directives qui lui sont adressées par la DCSCA et du contrôle à l'échelon zonal.

Le BPMRIE de la PFC, opérant sous la tutelle fonctionnelle du bureau PMRIE de la DCSCA, est ainsi l'interlocuteur privilégié des organismes du SCA qu'il est chargé de conseiller et d'appuyer dans le cadre de ses attributions.

Par ailleurs, par le contrôle de niveau 2 réalisé à travers les visites de conseil et de surveillance, outre la vérification du respect de la réglementation, le BPMRIE joue un rôle d'anticipation et de vigilance pour une meilleure maîtrise des risques.

Enfin, le positionnement territorial lui permet d'établir un dialogue indispensable et constructif avec les interlocuteurs zonaux tels que les OGZDS, ESID, COMBdD, acteurs incontournables dans la conduite des activités.

La création de cet échelon intermédiaire, disposant d'un niveau de synthèse pertinent, permet ainsi à la direction centrale de se concentrer sur son niveau de conception et de décision.

⁵ PPA : plan de protection adapté.

⁶ État-major de zone de Défense.

⁷ Établissement du Service d'infrastructure de la Défense.

⁸ Bureau prévention, maîtrise des risques, incendie, environnement.

DES DIVISIONS RHL AU SEIN DES PFC : UNE TRANSFORMATION MAÎTRISÉE !

Le déploiement des divisions « restauration-hôtellerie-loisirs » au sein des PFC (ou des GSBdD en Île-de-France et à Brest), initié à Lyon en 2018, arrivera à son terme au premier trimestre 2022. Si les divisions RHL de Lyon, Bordeaux, Rennes et Brest sont déjà pleinement opérationnelles, celles de Metz, d'Île-de-France et de Toulon poursuivent leur montée en compétence et conduisent, en relation avec les cercles concernés, les opérations complexes et sensibles de reprise des fonctions comptable et approvisionnement.

Les missions confiées aux divisions RHL relèvent du centre de service partagé (approvisionnement, comptabilité, matériel de restauration collective) et de la supervision et du contrôle en liaison et selon les directives fonctionnelles du CIRL et du CIM (contrôle interne et contrôle de gestion).

La progressivité du déploiement, qui s'est accéléré depuis un an, a favorisé l'ajustement du modèle aux besoins des cercles. L'implication et la mobilisation de tous les acteurs (nouvelles divisions RHL, direction des cercles et gérants de succursales), ont permis de réaliser cette transformation ambitieuse et emblématique de la capacité du Commissariat à améliorer sa performance.

3 | LES PLATES-FORMES COMMISSARIAT « MÉTIERS »

Les PFC « métiers » assurent des fonctions d'expertise dans certains domaines.

La PFC de Rambouillet et la PFAT de Villacoublay/Denain ont une place bien spécifique en tant qu'opérateurs spécialisés du Commissariat des armées, aux côtés des PFC zonales dont nous venons de décrire les missions.

LA PFC DE RAMBOUILLET POUR LE SOUTIEN DU COMBATTANT



Le directeur de la PFC Rambouillet,
le CRC1 Régis RENARD

Créée en 2018, la PFC de Rambouillet est un opérateur spécialisé du SCA dont la mission exclusive est le soutien du combattant et des forces, dans les domaines de l'habillement, des équipements du combattant, des matériels de soutien de l'homme et des vivres opérationnels.

La PFC de Rambouillet exerce une double mission : acheteur opérationnel unique du ministère des Armées sur les domaines précités et ordonnateur secondaire pour l'exécution financière de ces marchés.

Acteur majeur dans la résolution de la crise de l'habillement, la PFC a repensé, dès sa création, la fonction achats dans ce domaine, par l'optimisation de l'ingé-



Forum des fournisseurs « habillement » 2020

nerie contractuelle, la réorganisation du management achat et des mesures financières propres à l'activité économique du secteur textile ainsi que par un fort développement des relations avec les fournisseurs. Cette adaptation organique et fonctionnelle a permis l'atteinte d'un taux de couverture contractuelle performant et permettant au SCA de sortir de la crise « habillement » et d'honorer son contrat opérationnel.

LA PLATE-FORME AFFRÈTEMENT ET TRANSPORT (PFAT)

L'EXTERNALISATION DES VECTEURS LOGISTIQUES DES ARMÉES

La PFAT, héritière du Service spécialisé de la logistique et du transport (SSLT), a été créée le 10 mars 2019. Comptant environ 150 personnes, elle est implantée sur deux sites, la base aérienne 107 de Vélizy-Villacoublay (78) et la ville de DENAIN (59).



Le directeur de la PFAT, le CRC1 Jean-Paul DUFFAUD

Sa mission principale est de mettre à la disposition des armées, par la voie de marchés publics, la liquidation et la mise en paiement des factures associées, des moyens logistiques privés venant en complément des vecteurs étatiques, partout à travers le monde. Sa mission se décline sur tous les modes de transports. Ainsi, pour la voie aérienne, la PFAT met à disposition des armées des marchés permettant l'affrètement d'avions cargo

ou passagers, le transport de fret par voie aérienne civile, ou encore, par le marché agence de voyage, le déplacement individuel ou collectif pour des missions, des relèves ou des mises en place lors du PAM. Elle met aussi à disposition des forces une dizaine d'avions petits porteurs pour les sauts en ouverture retardée. Pour la voie terrestre, la PFAT a passé une série de marchés permettant en France, en Europe et en Afrique, les déplacements routiers de fret de toute na-



Chargement d'un chasseur de mine tripartite à la base navale de Brest sur le navire transporteur de colis lourds le « REGINE » en vue de sa mise en place dans le Golfe Persique

ture (par exemple conteneurs ou transport hors gabarit, et ce en mode normal, urgent ou régime course). La voie ferrée n'est pas en reste, avec une convention avec la SNCF qui gère les dispositifs « quart de place » et « cartes famille de militaire », mais aussi des marchés permettant de faire circuler en moyenne un train militaire par jour.

Pour la voie maritime, grâce à la PFAT, les armées affrètent à temps plein deux navires rouliers tout en disposant d'une capacité d'affrètement complémentaire sur court préavis et ont la capacité à expédier du fret sur des lignes régulières maritimes dans le monde entier.

Autres aspects de sa mission, la PFAT assure, par un marché, l'assistance en escale de tous les avions étatiques, dont les vols présidentiels. Elle loue des wagons, des camions pour l'armée de Terre et l'armée de l'Air et de l'Espace, achète et répare des conteneurs maritimes. Dans un tout autre registre, elle assure la maîtrise d'ouvrage de systèmes d'informations logistiques dématérialisant le suivi de la commande de transport de fret. Via sa régie, elle recouvre

les recettes émanant de l'utilisation privée, entre autres, des aéronefs militaires. Enfin, la PFAT produit l'ensemble des cartes SNCF militaires et des cartes SNCF familles.

La transformation des Plates-formes achats-finances en Plates-formes Commissariat a conduit à la mise en place d'une nouvelle organisation instaurant un dialogue indispensable avec les zones de défense où sont implantées ces organismes. Avec leurs compétences élargies, les Plates-formes Commissariat zonales sont devenues un précieux relais d'information vers la direction centrale du Service, tandis que les Plates-formes métiers ont renforcé leurs domaines de compétences propres. Aujourd'hui, à l'heure de la finalisation du projet SCA22, le modèle fonctionne et donne satisfaction tant aux souteneurs qu'aux soutenus.



Le GSBdD de Toulouse-Tarbes-Castrés est entré en action dans l'exercice « Vent d'Autan » 2021, déclenché sans préavis en janvier afin de soutenir la 11^e BP mobilisée dans le cadre de la QRF TAP (alerte GUÉPARD)

ALERTE LOUTRE LA RÉPONSE DU COMMISSARIAT DES ARMÉES AUX SOLLICITATIONS OPÉRATIONNELLES D'URGENCE

« Guépard », « Rapace », « Loutre »... Loin d'être l'amorce d'une encyclopédie des animaux, ces trois dénominations correspondent à des dispositifs d'alerte interarmées, déclenchés en cas de crises inopinées nécessitant la projection d'une force en urgence. Respectivement, ceux de l'armée de Terre et de l'armée de l'Air et de l'Espace dans le cadre de l'échelon national d'urgence (ENU), et celui du Service du commissariat des armées, rénové en mars 2021¹.

L'engagement opérationnel des armées impose d'assurer simultanément la préparation des forces dans un cadre organique cohérent ainsi que le traitement sans préavis des situations de crise. Face aux menaces, il faut pouvoir intervenir rapidement en tout lieu, et être en mesure de se coordonner avec les autres acteurs du territoire national. Un constat établi depuis 2013, année particulièrement marquée par l'engagement dans l'urgence. Les opérations SERVAL² et SANGARIS³ notamment avaient alors montré l'importance de disposer d'une capacité autonome de réaction aux crises.



Armé en permanence, l'échelon national d'urgence (ENU) garantit une capacité de réaction autonome aux crises inopinées

Comme dans le cadre de la précédente programmation, la LPM 2019-2025⁴ prévoit que la France dispose d'un échelon national d'urgence (ENU) de 5 000 hommes en alerte permanente afin de garantir sa capacité de réaction autonome aux crises. Doté

de « tout l'éventail des capacités des armées », l'ENU a vocation à constituer une « réserve d'intervention immédiate apte, entre autres, à saisir un point d'entrée, à renforcer en urgence un dispositif ou à évacuer des ressortissants⁵ ».

L'ENU est composé de trois niveaux majeurs distincts déployables sur le territoire national (TN) ou en opération extérieure. Ainsi, les niveaux de *readiness*⁶ OTAN, de niveaux 1 à 3, inférieurs à 10 jours comprennent : un module en alerte à 48 heures, la *Quick Reaction Force* (QRF⁷) ; un module en alerte

à cinq jours, la Force interarmées de réaction immédiate (FIRI) et un module en alerte à dix jours, la Force interarmées (FIA). L'échelon de QRF à 48h se compose essentiellement d'un groupement tactique interarmes (GTIA) parachutistes et d'un état-major tactique parachutiste de niveau opératif (11° BP).

Le dispositif LOUTRE s'insère au sein de l'ENU pour que le soutien spécialisé relevant du Service du commissariat des armées soit assuré en tout lieu et en toutes circonstances au profit et au plus près des forces et du combattant.



© 11° BP

LOUTRE est le nom donné au dispositif d'alerte rénové mis en œuvre par le Service du commissariat des armées afin de répondre, au profit de la chaîne des opérations, à un engagement opérationnel inopiné et exigeant une réponse immédiate, adaptée et performante des armées.

Dans le cadre de l'ENU, l'EMO-SCA doit mettre en place :

SCA : 2 DMC en alerte 48H (mandat DC)
→ 1 DMC hors ENU
→ 1 DMC de la QRF TERRE (MEP 1^{er} avril 2021)

AAE : ENU RAPACE
→ 1 DMC (base aérienne projetée - BAP)

AdT : ENU-R (ENU rénové) (GUÉPARD)
→ Outre le DMC de la QRF TERRE (48H),
1 dispositif au profit de la FIRI et de la FIA



Le soutien SCA à la QRF TAP de la 11° BP

¹ Voir Note n°12/ARM/DCSCA/EMO-SCA/NP du 23/03/2021.

² Opération militaire lancée en janvier 2013 au Mali précurseuse de l'opération BARKHANE.

³ Opération militaire menée en République centrafricaine par l'armée française du 5 décembre 2013 au 31 octobre 2016.

⁴ Voir Loi n° 2018-607 du 13 juillet 2018 relative à la programmation militaire pour les années 2019 à 2025.

⁵ PIA-7.0.1 « mise sur pied de l'Échelon National d'Urgence (ENU) » est la référence de base des armées pour participer au dispositif d'alerte national, rendu cohérent au niveau interarmées.

⁶ *Readiness* : « disponibilité ».

⁷ Cependant, certains modules pourront être placés en alerte à 12 ou 24 heures sur ordre du CPCO.

Le SCA et l'ENU

Le soutien spécialisé relevant du Service du commissariat des armées doit s'exercer sur l'ensemble de son domaine de responsabilité et sur la totalité du spectre du soutien des engagements, tout en assurant en permanence la continuité du soutien des postures permanentes et du soutien de la vie courante.

À ce titre, le SCA recourt à un **dispositif d'alerte inséré au sein de l'échelon national d'urgence (ENU)**. À l'aune des engagements opérationnels des dernières années, il s'avère que ce dispositif, pour ce qui relève notamment des alertes à brève échéance (inférieure à 48 heures), devait être consolidé et plus lisible par les composantes soutenues.

En conséquence, le SCA a décidé de mettre en œuvre **un nouveau dispositif d'alerte robuste, cohérent et équilibré, nommé « alerte LOUTRE » et constitué par un ensemble de détachements, de modules et de spécialistes du Commissariat**. Ce dispositif est adapté à chaque niveau de réactivité (48 heures, 5 jours, 10 jours) et à chaque grande unité soutenue, au profit de l'ENU ou de toute autre sollicitation opérationnelle d'urgence.

« LOUTRE est le dispositif d'alerte rénové du SCA adapté au volet ENU du contrat opérationnel des armées... Mais pas que ! Si LOUTRE permet le soutien SCA de GUÉPARD et de RAPACE, la création d'un DMC multi-rôles, mobilisable en cas d'événement quelconque, fait de LOUTRE une alerte qui ne se limite pas au périmètre ENU ».

CRP David Officier traitant S5/EMO SCA



Au regard du contrat opérationnel du SCA et de ceux des armées, l'emploi privilégié du dispositif LOUTRE couvre les missions suivantes :

Concours SCA à l'alerte de l'échelon national d'urgence (ENU) et à la contribution française aux alertes de l'UE et des alertes OTAN (NRF⁸).

Renforcement à très courte échéance d'un théâtre déjà ouvert.

Réalisation d'une opération nationale inopinée.

Constitution d'un harpon de force nationale ou multinationale pour assurer l'entrée en premier sur un théâtre.

Participation à une mission intérieure (MISSINT) en complément du dispositif déjà déployé ou à l'occasion d'un besoin urgent.

NB : Pour le moment, le dispositif LOUTRE, qui vient d'être créé, n'a pas été déclenché hors du cadre de l'ENU. C'est le CPCO⁹ qui décide de l'engagement ou non du dispositif ENU. Il s'agit donc bien d'une décision de commandement. Ensuite, dans le cas de l'emploi du DMC-MR¹⁰ hors ENU, la décision émanera de l'EMO SCA¹¹ (décision de commandement SCA).

Le dispositif d'alerte LOUTRE a vocation à être rapidement étendu au-delà du socle formé par les modules d'alerte 48 heures. Des DMC et des modules supplémentaires seront dédiés aux niveaux d'alerte à 5 jours et à 10 jours de l'ENU.

⁸ NRF, pour NATO Response Force (Force de réaction de l'OTAN) : est la force de réaction rapide de l'OTAN, annoncée lors du sommet de l'OTAN à Prague en 2002 et opérationnelle depuis 2004.

⁹ CPCO : le Centre de planification et de conduite des opérations est l'organe central permettant au chef de l'État d'exercer le commandement opérationnel de l'ensemble des forces militaires françaises engagées en opérations, que ce soit à l'extérieur ou à l'intérieur du territoire national.



De même, des alertes spécifiques DIRCOM ou harpon de DIRCOM, de noyau-clé de DET-SH¹² et d'un vivier de LEGAD seront mises en œuvre, ce qui permettra à la chaîne SCA de disposer d'un dispositif d'alerte cohérent, complet, modulable et efficace.



FOCUS SUR...

LE DÉTACHEMENT MIXTE DU COMMISSARIAT - DMC

Le détachement mixte du Commissariat (DMC) a pour mission d'assurer le soutien logistique, administratif, financier et juridique d'une ou plusieurs unités dans le cadre d'un engagement opérationnel ou d'un exercice, à l'étranger comme sur le territoire national. Il peut assurer ce soutien au profit de contingents étrangers ou d'organisations multinationales. C'est la plus petite unité tactique logistique qui puisse répondre à l'ensemble des capacités clés du SCA.

Un DMC est créé et dissous par décision du directeur central du SCA, sur proposition de l'EMO-SCA. Lors de son déploiement, le DMC est mis pour emploi auprès de l'unité tactique qu'il soutient.

Le chef du DMC est représentant du pouvoir adjudicateur.



¹⁰ DMC-MR : détachement mixte du commissariat « multi-rôle » plus spécifiquement destiné aux gestions de crises de tout ordre dans le cadre de l'ENU ou non (voir développement dans la suite de l'article).

¹¹ EMO SCA : état-major opérationnel du SCA.

¹² DET-SH : détachement soutien de l'homme.

L'ALERTE 48H

Afin de répondre, au profit de la chaîne des opérations et du chef d'état-major des armées (CEMA), à un engagement opérationnel inopiné et exigeant une réponse immédiate, adaptée et performante, le SCA constitue, au sein du dispositif LOUTRE, un échelon d'urgence en alerte 48 heures, sortie de quartier, composé :

- d'un détachement mixte du commissariat « multirôle » (DMC MR) plus spécifiquement destiné aux gestions de crises de tout ordre dans le cadre de l'ENU ou non.
- d'un détachement mixte du commissariat (DMC) dédié à la *Quick Reaction Force* (QRF) de l'ENU (DMC QRF).
- d'un sous-DMC (S-DMC) intégralement qualifié troupes aéroportées (TAP) intégré au sein de la QRF TAP ENU (S-DMC TAP QRF).

Ces trois modules constituent l'échelon d'alerte de 1^{er} niveau en alerte à 48h de LOUTRE.

Vent d'Autan 2021 Exercice de déclenchement de l'ENU QRF

Le 12 janvier 2021, l'état-major de la 11e brigade parachutiste (11e BP) a déclenché l'exercice « Vent d'Autan 2021 » pour contrôler la force de réaction rapide des troupes aéroportées (ENU QRF TAP, système d'alerte unique de l'armée de Terre). Ce module prévoit l'engagement de 650 parachutistes à 12H et 48H, projetables sur tout théâtre d'opération.

Objectif : contrôler, de façon inopinée, la totalité du module d'alerte de la brigade de l'urgence, premier niveau de l'échelon national d'urgence (ENU) de l'armée de Terre.



Le GSBdD de Toulouse-Tarbes-Castres est ainsi entré en action sans préavis, permettant la mise en situation réelle tant dans le domaine du soutien apporté aux unités projetées que dans la montée en puissance du DMC.

Avec le centre médical du SSA, le soutien Commissariat appuie, dans ce cadre, les unités dans l'acheminement, l'alimentation et le complément d'équipement et de fret spécifique qui sera perçu sur le PNOAP¹³.

Depuis 2015, cette alerte Guépard TAP a été déclenchée huit fois :

- Trois fois pour intervenir sur le territoire national à la suite des attentats de Paris en janvier et novembre 2015 et de Nice en juillet 2016.
- En décembre 2015 en République Centrafricaine.
- En septembre 2016 au Gabon.
- En mars et juillet 2017 en République de Côte d'Ivoire.
- En septembre 2017, après le passage de l'ouragan Irma.
- En mars 2021, en renfort sur l'opération BARKHANE.



¹³ PNOAP : pôle national des opérations aéroportées.

DÉSIGNATION DES MODULES D'ALERTE À 48H

- Le DMC MR est armé par un GS Socle (GSS), parmi les 9 figurants dans le tableau :

DMC MR	DMC QRF ENU	S-DMC TAP QRF ENU
Poitiers-Saint Maixent	Toulouse-Castres-Tarbes	Toulouse-Castres-Tarbes
Angers-Le Mans-Saumur		Calvi
Rennes-Vannes-Coëtquidan		Carcassonne
Metz		
Starsbourg-Hagueneau-Colmar		
Besançon		
Lyon-Valence-La Valbonne		
Marseille-Aubagne		
Bordeaux-Mérignac-Agen		

- Le DMC QRF ENU est armé en permanence par le GSS de Toulouse. Il peut s'appuyer en priorité sur les GSS de Marseille et de Lyon et sur leurs GS abonnés pour compléter son dispositif le cas échéant.
- Le S-DMC TAP QRF ENU est armé par un des trois GS soutenant le régiment désigné au sein de la 11^e BP pour armer le GTIA TAP de la QRF. Ce GS est désigné par l'EMO SCA en fonction de la programmation du CFT.

MODALITÉ DE PRISE D'ALERTE

L'alerte est normalement assurée pour une durée de quatre mois. Le début de la prise l'alerte est fixé au premier jour du mois considéré pour le DMC MR et, pour les détachements d'alerte QRF ENU, à la même date de relève que celle des unités de l'armée de Terre.

L'EMO SCA fixe le délai d'alerte de ces trois modules à 48 heures, sortie de quartier effectuée. En fonction de la situation et de son urgence, le délai fixé peut inclure le temps d'acheminement du personnel et des ressources vers la plateforme de départ (ZRA¹⁴ ou autre site).

Ce délai d'alerte peut être réduit si la situation l'impose. Il est alors précisé par l'EMO SCA qui en aura reçu l'ordre du CPCO.

DÉCLENCHEMENT DE L'ALERTE

L'EMA/CPCO ordonne tout engagement opérationnel ou toute projection des armées françaises. Dans ce cadre, à partir des éléments d'alerte concernés qui décrivent des capacités, il décide de la force à générer, précise les AIP¹⁵ et la DI¹⁶, les éventuelles capacités à mettre en œuvre, les

dotations particulières et indique les lieux et GDH¹⁷ prévus pour le regroupement et l'embarquement des modules projetés.

L'EMO SCA reçoit du CPCO le message décrivant les modules et les modalités particulières de la mise sur pied et du préacheminement stratégique des unités impliquées en tant que responsable, acteur ou contributeur de la projection ordonnée.

Dès réception, l'EMO SCA arme un centre opérationnel (CO) de crise et déclenche l'alerte du ou des modules d'alerte concernés auprès de l'organisme du SCA responsable. Ce processus s'effectue à la fois par messagerie sécurisée et par contact téléphonique auprès du service de permanence de l'unité du SCA concernée. La cellule de crise de l'EMO est l'interlocuteur privilégié du chef du module dès le déclenchement de l'alerte de son détachement.

La mise en place et la consolidation du dispositif LOUTRE, en plus de répondre au contrat opérationnel du SCA et de ceux des armées, s'inscrit en cohérence avec les intentions stratégiques évoquées par le directeur central. En effet, le soutien aux activités opérationnelles est la raison d'être du Service. Ainsi, le SCA poursuit-il sa politique de durcissement militaire afin de répondre aux besoins des armées, des soutenus, avec des concepts opérationnels de soutien à travailler et adapter sans cesse pour aboutir à une logistique opérationnelle toujours performante et réactive.



¹⁴ ZRA : zone de regroupement et d'attente.

¹⁵ AIP : autonomie initiale de projection.

¹⁶ DI : dotation initiale.

¹⁷ Format militaire pour indiquer l'heure : Groupe/Date/Heure.

UNE VISION MILITAIRE ET CITOYENNE POUR LE SERVICE À L'HORIZON 2025

« Cette vision militaire et citoyenne place le SCA en interaction permanente avec les armées, directions et services au sein du grand employeur EMA pour constituer l'un des éléments du modèle d'armée complet dont la France a besoin. Elle l'intègre également dans les réseaux métiers et les politiques publiques pilotés par les directions fonctionnelles du SGA. Elle assume ainsi la double singularité militaire et fonctionnelle du service en charge de l'administration générale et du soutien commun des armées ». (CRGHC Philippe JACOB)



Depuis sa nomination au poste de directeur central du Service du commissariat des armées, le commissaire général hors classe Philippe JACOB, s'il inscrit son mandat dans la continuité de l'ambitieuse transformation menée par son prédécesseur, affiche ses ambitions pour le Commissariat des armées à l'horizon 2025.

Ces quelques pages sont l'occasion de s'imprégner des premières grandes orientations du nouveau directeur central, qu'il décline depuis le 31 mars vers chacun de ses interlocuteurs ou lors de ses premiers déplacements sur le terrain.

UN SERVICE INTERARMÉES OPÉRATIONNEL DANS LE DOMAINE DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE ET DU SOUTIEN COMMUN (AGSC) AU PROFIT DES ARMÉES

C'est la « raison sociale » du Service qui repose sur :

- **la militarité**, qui se cultive à travers l'ancrage, le terrain, la formation, la préparation opérationnelle. La militarité, c'est aussi la prise en compte des enjeux de souveraineté dans les choix de nos fournisseurs, c'est avoir des stocks bien disposés géographiquement, c'est servir rapidement une solde juste,

- **l'agilité**, qui se traduit par notre capacité à nous adapter aux besoins des soutenus et aux circonstances, à déployer des outils numériques permettant une prise en charge globale, le développement de « bouquets », la simplification des démarches et des processus,
- **la modernisation des équipements de soutien de l'Homme**, avec un effort porté sur les équipements collectifs.



Je veux d'abord soutenir efficacement les armées, en tout temps, tout lieu et toutes circonstances. Cette volonté première marque la singularité militaire du Service et correspond à ce que les armées attendent d'abord de nous.

Notre ancrage dans les armées n'a de sens qu'à la condition de renforcer la relation construite avec elles durant ces dix années : j'entends à ce titre faire d'un soutien efficace, proche et résilient l'objectif majeur du Service pour les années à venir.

UN ACTEUR RH DE PREMIER PLAN

Le SCA est un acteur RH de premier plan. Cette situation de responsabilité porte deux types d'enjeux :

- **un enjeu quantitatif** de maîtrise des effectifs,
- **un enjeu qualitatif** de maintien et de développement des compétences, de cohésion entre le personnel militaire et civil. Un effort sera porté notamment sur la formation d'adaptation à l'emploi.

La politique menée dans les domaines de l'égalité, de la diversité et du handicap continuera d'être développée par l'inspecteur du Commissariat des armées (ICA), certains métiers exercés au sein du SCA s'y prêtant bien.

La diversité des statuts du personnel militaire et civil employé au sein du Commissariat contribue à sa richesse : premier employeur de personnels civils au sein du ministère, 4ème employeur de personnels militaires.

La cohésion de l'ensemble du personnel militaire et du personnel civil est pour moi l'enjeu RH majeur du service.

Le directeur central insiste sur l'importance des liens du Service avec les armées, avec les hommes et les femmes du ministère, mais également au sein du Service :

Entre les cultures d'armées qui composent le Commissariat et en font la richesse, entre le personnel militaire d'active et de réserve et le personnel civil, qui participent tous de manière complémentaire à notre finalité opérationnelle et à nos missions. Je veux fédérer ces énergies.

UN SERVICE DE PROXIMITÉ ANCRÉ DANS LES TERRITOIRES ET QUI CONTRIBUE AU RENFORCEMENT DE L'ACTION TERRITORIALE DE L'ÉTAT

Le Service affiche une double singularité, militaire et fonctionnelle. Le SCA dispose du maillage territorial et de la capacité à agir en période de crise, atouts pour relayer les politiques publiques, dans les domaines :

- **économique** : de nombreuses petites et très petites entreprises interviennent dans le périmètre de responsabilité du Service,
- **service public** : les 206 espaces ATLAS seront, à terme, autant de petites maisons de service public,
- **emploi** : le SCA est un acteur local de l'emploi, notamment de celui des apprentis (environ 300 aujourd'hui avec un objectif plus ambitieux pour l'avenir) et des contractuels.

Ces trois piliers soutiennent une vision équilibrée du Service.

Ils sont complétés par cinq ambitions destinées à impulser une nouvelle étape de la transformation du Service.

ACCESSIBILITÉ
AGILITÉ
PROXIMITÉ
SIMPLICITÉ
CONFIANCE



DES VISITES DE COMMANDEMENT AU PLUS PRÈS DU TERRAIN

Sur la zone de transit Sentinelle à Brétigny

Le 7 avril, pour sa première visite de commandement et comme il l'avait annoncé dès son arrivée le 31 mars, le CRGHC Philippe JACOB s'est rendu sur les sites de Brétigny, au sein de la zone de transit Sentinelle (ZT Sentinelle) puis de l'ELoCA.

Accompagné du CRC1 Denis SCHMIT, chef de l'EMO/SCA, le directeur central a débuté cette visite sur la zone de transit à l'occasion d'une relève majeure de l'opération Sentinelle, puis s'est vu présenter la chaîne complète mise en œuvre au sein de la ZT, et notamment le centre opérations, qui pilote l'ensemble des opérations nécessaires à l'équipement des unités Sentinelle de la zone Île-de-France.



> Le directeur central et le chef de l'EMO/SCA visitent le showroom mis en place par l'ELoCA de Brétigny

Une seconde séquence a été consacrée à la présentation des missions de l'ELoCA de Brétigny, mais également des dossiers en cours (durcissement militaire ou aspects ICPE¹).

Le directeur central a ainsi mesuré, au cours de cette journée, l'implication du Commissariat des armées dans le soutien apporté aux forces.



Dans les GS : à Saint-Germain-en-Laye et Istres-Orange-Salon de Provence

Le 14 avril, le directeur central s'est rendu au GSBdD Île-de-France dans le cadre d'une visite de commandement.

Puis, le 11 mai, il était dans le Sud de la France pour une visite de commandement du GSBdD d'Istres-Orange-Salon de Provence.



Le directeur a pu admirer une récente œuvre murale du dessinateur Sébastien PHILIPPE, l'un des dessinateurs de la célèbre BD « Tanguy et Laverdure » (voir page 28), représentant le personnel du GSBdD et les formations qu'il soutient : la base aérienne 125 d'Istres et ses missions nucléaires et de transport stratégique, la base aérienne 701 de Salon-de-Provence et ses missions de rayonnement et de formation (École de l'Air, École des commissaires des armées, Patrouille de France), la base aérienne 115 d'Orange et ses missions de défense aérienne et commandos, le 25^{ème} régiment du génie de l'air, la DGA, etc. Lors de sa visite, le directeur central s'est entretenu avec les cadres, les représentants du personnel ainsi que les présidents de catégorie du GSBdD.

Les échanges ont été particulièrement fructueux et ont permis de confirmer que la nouvelle organisation du GSBdD avec une portion centrale, des pôles armés d'espaces ATLAS, donne satisfaction.

¹ Installation classée pour la protection de l'environnement. Après un entretien avec le COMBdD ISP / COM BA 125, le colonel David MARTY, le directeur central a visité un Airbus A330 « multi rôles de ravitaillement en vol et de transport » (MRTT).

Au sein des Plates-formes Commissariat

Le 22 avril, le CRGHC Philippe JACOB s'est rendu à Villacoublay, accompagné du CRG1 Jean-François HIAUX (sous-directeur Métiers), pour une visite à la plate-forme affrètement et transport (PFAT), organisme opérateur du SCA.

Ce déplacement a notamment permis au directeur central de s'entretenir avec le personnel de la PFAT, en particulier avec l'équipe qui s'est vu confier le renouvellement du marché de prestations de conseil, d'assistance et de sauvetage en mer. Le directeur central a exprimé sa satisfaction quant à ce beau succès, reflet des efforts réalisés par l'organisme et ses agents dans le domaine des marchés d'affrètement et de transport.



La veille, le directeur central s'était déplacé sur le site de la PFC de Paris à Saint-Germain-en-Laye, pour rencontrer les personnels de l'une des sept plates-formes territoriales (cf. notre article dédié aux PFC dans la rubrique SCA22).

En école : ECA le 12 mai

Le 12 mai, l'école des commissaires des armées (ECA) a à son tour eu l'honneur de recevoir le directeur central. Il a rappelé que le travail de formation accompli dans cette enceinte devait conduire les élèves à devenir à la fois des chefs militaires respectés, des managers publics modernes, et des administrateurs efficaces. Il a évoqué les valeurs du corps des commissaires devant les jeunes officiers : engagement, sens du service, recherche de la performance et éthique.

Le directeur central a souligné la singularité du corps des commissaires, interface unique entre les forces, la haute fonction publique et le secteur privé. Les jeunes devront aussi penser l'administration militaire de demain à travers des sujets comme la numérisation, la simplification et la performance, tout en étant des ambassadeurs stratégiques.



© Laurent Anguy/Armée de l'Air et de l'Espace

Enfin, le directeur central a donné les grandes perspectives d'évolutions pour les commissaires, qu'ils soient de carrière ou sous contrat. La poursuite de la politique RH permettra de rendre les parcours des commissaires plus attractifs, de renforcer la lisibilité des parcours, et d'accéder à des postes à très haute responsabilité, notamment au sein du SGA et de l'EMA.

Dans des Centres interarmées du soutien (CIS)

Le 19 mai, le CRGHC Philippe JACOB, directeur central du SCA, s'est déplacé à Lyon pour une présentation du Centre Interarmées du soutien « Restauration et Loisirs » et de la filière dont le CIRL assure la conduite. Il a profité d'une journée d'échanges autour de l'actualité de la filière « Restauration et Loisirs » (RL) et des enjeux qu'elle porte (loi EGalim ou concessions des restaurants par exemple). Ce fut aussi l'occasion de mettre en lumière les actions



@ David BAIN/GSBdD Lyon-Valence-La Valbonne

conduites durant toute la crise sanitaire pour assurer la résilience de la filière, tant sous l'angle sanitaire que logistique.

En parallèle de ces dossiers structurants, le directeur central s'est montré très intéressé par les projets d'innovation, comme solutions alternatives ou complémentaires à la restauration traditionnelle.

Dans le cadre de ses déplacements au sein des organismes du Service et afin de rencontrer des acteurs clés du soutien œuvrant au sein de la filière des droits financiers individuels (DFI), le directeur central du SCA, s'est rendu à Nancy le 2 juin dernier. L'occasion de rappeler le rôle majeur exercé par l'Établissement national de la solde (ENS) et le Centre interarmées de la solde (CIAS).

Respectivement ordonnateur secondaire et trésorier de la solde, ces deux organismes, opérateurs rattachés au Centre Interarmées du Soutien Solde et Administration du Personnel (CISAP), exercent une activité dont le périmètre d'action s'étend désormais à 250 000 administrés rattachés à l'application Source solde. Le directeur central s'est ainsi rendu à la division qualité liquidation « Terre » de l'ENS en charge de la sécurisation, du contrôle et de l'ajustement de la solde des administrés de l'armée de Terre. À travers des ateliers dynamiques et une table ronde, il a apprécié l'action réalisée au quotidien par ce détachement fort de 100 personnes et mesuré les travaux engagés par l'établissement pour optimiser son fonctionnement et assurer pleinement sa mission, malgré le contexte sanitaire.

Puis le directeur central s'est fait présenter l'action du CIAS en matière de liquidation et de paiement de la solde mais aussi dans le domaine très sensible de la lutte contre la fraude. Enfin, le DCSCA a profité de son déplacement pour visiter le futur guichet ATLAS du quartier Verneau et échanger avec le personnel du Cercle du GSBdD de Nancy.

Dès le 12 avril, le CRGHC s'était rendu sur le site de Rambouillet, occasion notamment pour lui de rencontrer les personnels du CIEC et d'évoquer le sujet de l'habillement.



D'ici la fin de l'été, le directeur central continuera de sillonner le territoire, lors de nouveaux déplacements ou de passations de commandement liées au PAM 2021 :

- GS Grenoble-Annecy-Chambéry le 8 juillet
- ECA le 26 août
- GS Toulon et PFC Sud le 27 août.

L'ensemble de ces déplacements et rencontres doivent permettre au CRGHC Philippe JACOB de prendre le pouls de son Service et de son environnement.

Retrouvez son premier Ordre du jour, diffusé le 31 mars 2021, ainsi que la vidéo qui présente les grands axes de son action à la tête du Service, sur le portail du Intra'SCA.



COUP DE PROJECTEUR SUR LES PÔLES DE FORMATION DU COMMISSARIAT !



Si nos deux écoles – l'École des commissaires des armées (ECA) et l'École des fourriers de Querqueville (EFQ) – ont bénéficié d'une excellente visibilité ces dernières années, notamment en raison de leur participation au défilé du 14 juillet, le centre de formation de l'ELoCA de Roanne n'est pas en reste. Récemment mis à l'honneur à l'occasion de la diffusion d'un reportage de la chaîne Télévision Loire 7 (TL7)¹ le 6 mai 2021, cette structure héberge en effet l'un des trois pôles de formation du Service du commissariat des armées.

L'occasion de rappeler que la formation, initiale ou continue, est au cœur de la réussite du projet de service du Commissariat des armées, qui compte trois pôles de formation pour un seul objectif : œuvrer avec efficacité pour le soutien de nos armées.

Ceci aussi bien à Salon-de-Provence où sont formés les commissaires des armées de demain, qu'à Querqueville où sont dispensées des formations métier pour un public militaire et civil, ou encore à Roanne, qui complète le dispositif en formant les techniciens des armées et du Commissariat dans des domaines spécifiques.

« AU CŒUR DE L'ELoCA DE ROANNE »

Rarement mis en lumière et pourtant indispensable, l'Établissement logistique du Commissariat des armées (ELoCA) de Roanne héberge l'un des trois pôles de formation du Service du commissariat des armées, aux côtés de l'École des commissaires des armées (ECA) et de l'École des fourriers de Querqueville (EFQ).

Le 6 mai 2021, la diffusion d'un reportage de la chaîne Télévision Loire 7 (TL7) fut l'occasion de rappeler le rôle crucial de cet organisme du SCA dans le soutien des forces. Initialement dédiée à la maintenance et à la logistique des équipements militaires, cette structure unique en son genre au sein du ministère des Armées assure une triple mission.

La première mission est conduite par la division « formation technique² ». L'objectif est de donner les connaissances et les savoir-faire nécessaires aux personnels civils et militaires des armées dans les domaines du chaud, du froid, de la climatisation, de l'électrotechnique, des moteurs thermiques et des groupes électrogènes.

Le reportage débute d'ailleurs par la présentation aux stagiaires d'un module 150 par l'adjutant-chef Jean-Marc, formateur à l'ELoCA de Roanne. Un des modèles phares du

Commissariat permettant de soutenir nos armées en opération. Le formateur leur enseigne le métier d'électromécanicien frigoriste (EMF). Une fonction qu'ils exerceront en opération extérieure.

Un peu plus loin dans le reportage, nous retrouvons les élèves dans une remorque, apprenant comment faire fonctionner de façon autonome une machine pour laver le linge des militaires en intervention. Une formation qui a séduit Dylan, jeune militaire qui souhaite partir en OPEX pour « *soutenir les soldats d'infanterie et leur permettre d'être à l'aise sur le terrain* ».

Pendant six mois, les stagiaires acquièrent une expertise. Des cours théoriques sont également enseignés aux apprenants. Plus de 4 000 m² d'atelier sont dédiés aux stagiaires qui s'entraînent aux conditions du réel, en s'exerçant par exemple au sein de chambres froides dans lesquelles on leur fait tout démonter et remonter. Ou encore à l'aide de matériels pédagogiques sur lesquels des pannes sont simulées.

Replay : Reportage TL7

replay de l'émission

AU COEUR DE L'ELoCA DE ROANNE

6 Mai 2021



¹ TL7 : chaîne de télévision généraliste locale privée, diffusée dans le département de la Loire, notamment à Saint-Étienne.

² Depuis 2006, la division formation technique est implantée au sein de l'ELoCA de Roanne, anciennement ESCAT (Établissement spécialisé du Commissariat de l'armée de Terre).



La deuxième mission de l'ELoCA est de remettre en condition opérationnelle le matériel à leur retour des théâtres opérationnels. Par exemple, un élément lourd de cuisson (ELC) utilisé à Gao (Mali) ayant subi plusieurs dommages, notamment sur son armoire électrique, est en cours de rénovation. Chaque année, environ 120 équipements passent entre les mains des techniciens de l'ELoCA.



La troisième mission de l'ELoCA est de fournir les pièces de rechange nécessaires aux matériels de soutien de l'homme (SH) déployés sur les théâtres d'opération pour permettre aux états-majors de forces-EMF projetés de les maintenir en état de fonctionnement.

L'ICDD³ Pascal LAMBERT est à la tête de l'ELoCA de Roanne. Pas une intervention des forces armées françaises projetées ne se déroule sans le concours de son établissement. « C'est une fierté. L'ELoCA de Roanne est connu de l'ensemble des théâtres opérationnels : les matériels que nous réparons ici en proviennent et nous assurons la livraison de toutes les pièces de rechange destinées à l'entretien sur place de ces matériels ».

151 personnes, civils, militaires, réservistes, travaillent chaque jour sur ce site pour épauler les militaires français déployés dans le monde entier.



ÉCOLE DES COMMISSAIRES
DES ARMÉES

L'ÉCOLE DES COMMISSAIRES DES ARMÉES, « FORMER POUR TRANSFORMER »

Héritière des écoles des commissariats de l'armée de Terre, de la Marine et de l'Air, la jeune École des commissaires des armées (ECA) a naturellement vu le jour en 2013, à la suite des décisions stratégiques d'interarmement des services et des différents corps de commissaires.

Implantée sur le site de Salon-de-Provence (base aérienne 701), elle côtoie quotidiennement les cadres et élèves de l'École de l'Air.

Régulièrement citée dans la presse spécialisée (*Armées d'aujourd'hui* n°420 et 425, SOUTENIR n°3, 4, 6, 7, hors-série sur les cinq ans du corps des commissaires) mais aussi généraliste (presse quotidienne régionale comme *La Provence*), l'ECA est une mine d'innovation, de modernité et un modèle alliant sagement militarité et expertise.

L'article publié dans *La Provence* le 26 février 2020, « Des élèves de la base vont étudier le management à Aix », illustre par exemple la volonté de l'école de

fournir aux jeunes officiers une formation à la fois militaire, institutionnelle, allée aux atouts du secteur privé et aux bonnes pratiques des grandes entreprises.

Les élèves qui arrivent à l'ECA ne sont pas forcément aguerris au management et à la gestion. Au sein de l'école militaire, ils développent leur sens du leadership et leur capacité à prendre la bonne décision. Pour rendre les futurs cadres polyvalents, l'ECA s'est donc tournée vers l'IAE⁴ d'Aix-en-Provence. Proximité géographique oblige, mais aussi parce que l'IAE est aujourd'hui une école prestigieuse reconnue à travers le monde. Le *Financial Times* l'a classée l'an dernier 33^{ème} meilleure école de management mondiale. Les deux écoles s'accordent en outre sur des valeurs communes de performance et de diversité.

Pour l'ECA, il s'agit également de lutter contre l'image de l'armée vue comme un univers fermé. Les étudiants de l'IAE, qui partagent des cours communs avec les élèves-commissaires, sont souvent surpris. Ils découvrent que l'armée possède finalement de nombreuses ressemblances avec le monde de l'entreprise.

Les élèves de l'ECA prennent également part à des « hackatons de l'innovation », comme celui organisé depuis trois ans sur le site de « The Camp » à Aix. L'occasion de développer leur esprit « start-up » et de proposer au SCA des solutions pour moderniser le soutien.

³ ICDD : grade d'ingénieur civil divisionnaire de la défense.

⁴ Institut d'administration des entreprises.



Enfin, l'ECA a toute sa place parmi les grandes écoles militaires. Preuve en est –s'il en était besoin- la prestation du commissaire aspirant Hugo le 31 mai lors de la finale du « Prix Clemenceau », concours d'éloquence du ministère des Armées qui réunit l'ensemble de ces grandes écoles.



L'ÉCOLE DES FOURRIERS DE QUERQUEVILLE À L'HONNEUR SUR LA CHAÎNE PARLEMENTAIRE



L'École des fourriers est implantée à Querqueville (EFQ), juste à côté de Cherbourg. Il y a 15 ans, elle quittait Rochefort, où elle était installée depuis 1964, pour rejoindre la Normandie. Ce transfert concrétisait le mouvement de regroupement en un lieu unique, sous la direction de la Marine nationale, de la formation initiale et continue des sous-officiers et officiers mariniers, ainsi que des militaires du rang œuvrant dans les différents domaines de l'AGSC⁵. En janvier 2015, la tutelle de l'EFQ a été confiée au Commissariat des armées.

En 2018, 2019 et 2020, le détachement « école » du SCA présent au défilé lors de la fête nationale comptait dans ses rangs des personnels, élèves et formateurs, de l'EFQ. Aujourd'hui, l'actualité médiatique de

l'École des fourriers nous donne rendez-vous le 27 juin sur La Chaîne Parlementaire (LCP) pour la diffusion du « Journal de la Défense » (JDEF) dont le sujet est « Nourrir le combattant ».

En effet, chaque année, 600 stagiaires sont formés aux exigences de la cuisine des armées à l'EFQ. Entre cours théoriques et mises en pratique, les élèves acquièrent un bagage solide. 98% d'entre eux décrochent leur CAP, un diplôme reconnu dans le civil.

À l'issue de leur stage, certains élèves retournent dans leurs unités pour mettre en pratique leur nouveau savoir-faire. D'autres se préparent à partir en opération extérieure. Pour s'y préparer, ils doivent revoir tous les rudiments de la cuisine en milieu opérationnel. Durant 15 jours, ils s'entraînent en conditions réelles sur des cuisines de campagne qu'ils retrouveront sur le terrain...

⁵ AGSC : administration générale et des soutiens communs.





© Olivier NICOLAS / Marine nationale / Armées

BASCULE DES DICOM EN NG LES ANTILLES OUVRENT LA VOIE !

À 8 heures de vols et plus de 6 000 kilomètres de l'Hexagone, le territoire national français s'étend jusqu'au Antilles en Martinique, sur l'archipel de Guadeloupe (Guadeloupe, Marie-Galante, La Désirade, Les Saintes, Petite-Terre), et à Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

LES FORCES ARMÉES AUX ANTILLES (FAA) ET LA DICOM ANTILLES

Les 1 000 militaires des FAA garantissent la protection du territoire national et animent la coopération régionale depuis les départements de la Martinique et de la Guadeloupe. Ils constituent un dispositif interarmées de premier plan sur le théâtre Caraïbe, en coordination avec les forces armées en Guyane.

Les FAA assurent un éventail varié de missions qui sollicitent les capacités de l'armée de Terre, de la Marine nationale et de l'armée de l'Air et de l'Espace :

- Secourir la population en cas de catastrophes naturelles ou de situations humanitaires graves dans la zone.
- Surveillance maritime et participation à des missions de service public dans une zone équivalente à deux fois la surface de la Méditerranée : lutte contre le narcotraffic en haute mer, police des pêches, lutte contre la pollution maritime, sauvetage en mer, etc.
- Conduire ou participer à une opération militaire dans un environnement national ou multinational dans la zone et donc préserver la coopération régionale et internationale.

La direction du Commissariat outre-mer (DICOM) des Antilles est un organisme rassemblant plus de 200 personnels, militaires et civils du Commissariat des armées, dont la vocation est d'assurer l'administration générale et le soutien commun (AGSC) des FAA. Répartie sur les emprises du Morné Desaix, du Fort Saint Louis, du quartier Gerbault et du pôle aéronautique étatique (PAE) en Martinique, et du camp Dugommier en Guadeloupe, la DICOM administre une trentaine de formations comprenant des unités opérationnelles et services de soutien spécifique de l'armée de Terre et de la Marine nationale, ainsi que de nombreux organismes interarmées. Organisme opérationnel, la DICOM est intégrée au dispositif permanent des FAA pour tenir l'alerte opérationnelle dans le cadre notamment du « plan cyclone ».

LA BASCULE EN DICOM NG

En juillet 2019, le directeur central a demandé aux DICOM¹ d'indiquer leurs intentions en matière d'expérimentation d'un modèle de déclinaison partielle du modèle GS NG² par les DICOM - GSBdD outre-mer et à l'étranger. La DICOM des FAA, en accord avec le commandant supérieur des forces armées (COM-SUP), s'est naturellement portée volontaire et s'est engagée dans un processus expérimental de trans-

formation de son organisation tel que prévu dans le projet SCA22, suivi tout au long par les autorités de coordination locale (COM BdD et AIA)³. Par la suite, les différents arbitrages de ces autorités en matière d'infrastructure et de crédit, notamment, ont permis la réalisation des espaces ATLAS, vecteurs hautement visibles de cette réforme, et qui constituent la ligne la plus avancée du soutien au cœur des FAA. Ce projet a nécessité une nouvelle structure organisationnelle et une réingénierie des processus métiers au profit des soutenus. Cette réforme, qui concrétise le soutien vers l'avant, doit permettre d'améliorer la qualité du soutien en le rendant à la fois plus accessible et plus visible grâce à sa proximité.

La DICOM Antilles fait partie des précurseurs du Service du commissariat des armées dans le projet de transformation du soutien dans les territoires hors France hexagonale. Lancés dès 2019, les travaux entrepris par la direction de projet mise en place au sein de la DICOM ont permis d'ajuster le rapport de la nouvelle structure organisationnelle au contexte et aux particularités locales, tout en veillant à construire une organisation commune avec les autres DICOM expérimentatrices.

¹ DICOM : directions des commissariats outre-mer.

² GS NG : groupement de soutien de nouvelle génération.

³ COM BdD : commandant de la base de défense.

AIA : adjoint interarmées.

Mission : soutenir les forces et les familles**29 unités**

33^e RIMa³, 2 RSMA⁴, 1 base navale, 4 bâtiments, Marine nationale, Direction d'infrastructure de la Défense (DID), Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI), Direction interarmées du Service de Santé, état-major interarmées (DIASS).

Soutien opérationnel et renfort PC EMIA

J1⁵, J4S H⁶, J8⁷, LEGAD⁸, transit.

Soutien AGSC (administration générale et soutiens communs)

Missions GSBdD + Plate-forme Commissariat (PFC) + Établissement logistique du Commissariat des armées (ELoCA) + service local du contentieux (SLC).

Missions propres à l'outre-mer et étranger (OME)

Bureau interarmées du logement - BIL
Pré-liquidation salaires personnel civil Antilles/Guyane.

Organisation

Portion centrale en Martinique + 1 pôle en Guadeloupe.

Synthèse carte d'identité**REO (référentiel en organisation) 2019**

209 ETP- équivalent temps plein (dont 6 mission courte durée - MCD)
55 % PM ; 45 % PC.
- 43% en 6 ans.

Effectifs soutenus

1 300 personnels civils et militaires (REO + MCD).

³ Régiment d'infanterie de marine.

⁴ Régiment du service militaire adapté.

⁵ J1 : chef administration du personnel dans un PC OPS de niveau opératif.

PARTICULARITÉS DE LA NOUVELLE ORGANISATION DE LA DICOM DES ANTILLES⁹

Le modèle finalement retenu à la DICOM des Antilles, bien que conforme en tous points au modèle générique, a fait l'objet d'adaptations mineures :

- Le bureau C3J reste rattaché directement au directeur.
- Le bureau « Douanes et Transit » ne fait pas l'objet d'une scission entre « Douanes » et « Transit » comme préconisé.
- Les fonctions supports directes du cercle (bureau « Restauration-hôtellerie-loisirs), conceptuellement positionnées dans la division « Métiers », sont intégrées à la division conduite du soutien - DCS .
- La gestion logistique des biens - GLB reste intégrée à la supply chain de la DICOM (DCSS).
- Il est érigé une DCS/Pôle dont la direction sera confiée à un seul officier.

La flexibilité du REO a été mobilisée chaque fois que nécessaire pour coupler des fonctions permanentes (PER) ou opérationnelles (OPS).

LA DIVISION ORGANIQUE

L'organisation de la DO est conforme au modèle décliné, en application des différentes directives, avec une adaptation pour la RH de commandement. En effet, le bureau RH de commandement personnel militaire (PM) est décrit au REO 2021 en « OPS » au sein de la DO et en « PER » au sein de la DAP. La RH de commandement PM n'est donc pas exercée au sein de la DO. Ce choix résulte d'une mutualisation des fonctions RH au sein de la DAP, et du soutien apporté en matière de chancellerie au COMSUP et aux formations d'emplois dépourvues de chancellerie.

Préparation opérationnelle

Le bureau PSAO est armé par un officier Terre cumulant ses fonctions avec celles d'officier supérieur adjoint et de chef de la cellule contentieux et conseil juridique, ainsi que par deux sous-officiers supérieurs.

Le BPSAO est chargé de l'animation du durcissement militaire par

**LE MOT DU CRC1 PHILIPPE PENTHER, DIRECTEUR DU COMMISSARIAT DES FAA ET CHEF DU GSBdD DES ANTILLES**

« J'ai pris mes fonctions de DICOM en juillet dernier, douze ans après y avoir occupé le poste de directeur adjoint. J'ai retrouvé avec grand plaisir « Madinina », l'île aux fleurs, surnommée également « l'île des revenants », qualificatif à point nommé pour moi. Ce retour a également été l'occasion de retrouver bon nombre de personnels civils antillais, toujours aussi chaleureux et investis dans leurs missions de soutien. Le sens de la mission ici est élevé et les résultats se mesurent chaque jour par des actions face aux catastrophes naturelles et aux pandémies, sans parler de la fierté de contribuer, à notre niveau, aux missions « haut du spectre » comme la lutte contre le narcotrafic. Ce sens de la mission génère un fort engagement de tous les acteurs civils et militaires du soutien, et l'intégration aux FAA apporte la réactivité indispensable en cas de crise. »

⁶ J4 SH : chef logistique spécialisé dans le Soutien de l'Homme dans un PC OPS de niveau opératif.

⁷ J8 : chef des finances dans un PC OPS de niveau opératif.

⁸ LEGAD : contraction de legal advisor, conseiller juridique en opération.

⁹ Note d'organisation provisoire n°5001100/ARM/SCA/DICOMANT/DIR/NP du 29 janvier 2021 portant sur l'organisation expérimentale de la DICOM NG desFAA.



activités opérationnelles (séances de tirs et marches d'aguerrissement). Pour l'organisation de la préparation OPS, il s'appuie sur les moyens humains et matériels du 33^{ème} RIMa, sur la base d'un protocole d'adossement.

LA DIVISION ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Outre les missions classiques d'une DAP (gestion RH et des droits financiers individuels des PM et réserves des FE soutenues), la DAP de la DICOM des Antilles assure également :

- Les opérations de pré-liquidation de la paie des PC3.
- Les fonctions de J1 et d'adjoint J1 au sein du centre d'opération en cas de crise.
- La RH PM de commandement de la DICOM.
- La chancellerie du COMSUP et des FE non pourvues de chancellerie.
- Les fonctions de correspondant MCD des FAA.

Cette organisation donne satisfaction et permet d'assurer l'ensemble des missions de soutien dévolues à la DICOM, malgré les nombreuses fonctions tenues en double casquette, avec la particularité d'avoir placé la suppléance TACITE (billetterie) au sein de la DCS/bureau douane et transit.

LA DIVISION CONDUITE DU SOUTIEN

L'organisation de la DCS a elle aussi été adaptée aux particularités de la DICOM :

- Cumul de fonction pour le chef DCS, également chef de pôle Martinique.
- Bureau unique « Douane et Transit ».
- Fonctions support du BR2HL positionnées au sein de la DCS (initialement prévue au sein de la Div. Métiers).
- GLB centralisée en DCS (uniquement pour le pôle Martinique).

Portion centrale et pôles

En Martinique, et notamment dans la zone que constitue le Morne Desaix (lieu de stationnement de la DICOM), soutenus et soutenus sont implantés dans un périmètre très concentré, neutralisant le bénéfice que procure la création d'un pôle distinct de la DCS. Du fait de sa proximité avec la portion centrale, le champ des compétences du pôle Martinique a été restreint dans certains domaines. Le pôle se réduit à une direction commune avec la DCS, deux espaces ATLAS et deux restaurants. Les magasins d'habillement, mobilier et

électroménagers des familles, le pool auto central et la cellule GET sont rattachés à la DCS. En revanche, le pôle Guadeloupe dispose d'une direction unique, d'un échelon de coordination et de production et d'un espace ATLAS.



Explication du choix du cumul : chef de pôle Martinique et chef DCS

À l'instar de plusieurs GSBdD métropolitains, la DICOM ANTILLES a fait le choix de fusionner sa DCS (théoriquement en *back office*) et l'un de ses pôles, le pôle Martinique (théoriquement en *front office*), afin d'éviter l'atomisation de ses moyens et une trop forte dispersion entre le back et le front office, avec un risque sur la qualité du service rendu aux soutenus des FAA. Le modèle NG a été respecté, autant que faire se peut, en séparant en organisation



les entités du pôle (ATLAS, organismes nourriciers, etc...) et ceux de la DCS (BRHL, BCP, BRS...), tout en maintenant une unicité de commandement (un même chef pour la DCS et le pôle Martinique), de façon à préserver la cohérence d'ensemble du soutien logistique dédié aux FAA et le sacrosaint principe de concentration des efforts.

Les premiers résultats de la DICOM ANTILLES NG expérimentale sont très encourageants et confortent les choix ambitieux qui ont émergé des différents groupes de travail préparatoires à cette nouvelle organisation :

- Mise en cohérence des divisions avec les centres interarmés du soutien du SCA assurant la tutelle fonctionnelle.
- Fonction de tour de contrôle du BRS en ce qui concerne toute les délivrances de prestations, afin de traiter en amont tout point du soutien, sans attendre la QSR ou les réunions soutenus/soutenus.

LES ESPACES ATLAS

ATLAS Fort Saint Louis base navale en Martinique

Cet espace ATLAS ouvrira à la fin du mois de juin 2021. Il est parfaitement situé au sein de la base navale, au cœur de la zone d'activité des soutenus et colocalisé avec la boutique du cercle. Le chef ATLAS est affecté sur un poste permanent dans le REO et porte des activités administratives et loisirs. La permanence RH/Solde/Frais de déplacement avait été mise en place en 2019, comme élément préfigurant de la bascule vers l'avant. La date de fin de travaux de l'ATLAS dédié aux marins de la base navale vient d'être fixée au 2 juillet. Ouverture prévue le 12 juillet, avant le gros du PAM IN des marins et leur famille !

ATLAS Morne Desaix en Martinique

Implanté au sein du bâtiment des familles, à proximité de la portion centrale de la DICOM, cet espace ATLAS ouvrira à la mi-juillet 2021. Ses atouts sont sa proximité avec les soutenus et les synergies permises avec d'autres services (action sociale, cinéma, bibliothèque et point d'accueil des familles). Son périmètre d'activité sera complet : accueillir, orienter, informer, gérer les activités administratives ainsi que la boutique de la succursale du Cercle, et répondre aux demandes ayant trait à l'hébergement et à l'hôtellerie.

ATLAS Camp Dugommier en Guadeloupe

Compte tenu d'un nouveau schéma directeur infrastructure, un déménagement de l'antenne DICOM et de son espace ATLAS dans un bâtiment rénové est



PORTRAIT DU CRC2 JEAN-CHARLES CARTEL, DIRECTEUR ADJOINT DE LA DICOM DES ANTILLES

La DICOM des FAA s'est naturellement portée volontaire en septembre 2019 et s'est d'emblée mise en mode projet. Le directeur m'en a alors confié la direction, lui-même assurant le rôle de sponsor du projet.

En venant en Martinique, j'avais bien intégré qu'une affectation comme directeur adjoint dans une DICOM était l'occasion d'élargir mes compétences managériales et en administration générale, après avoir essentiellement servi dans les domaines de la finance, et en particulier dans la gestion de pro-

jets d'envergure.

Ayant commencé ma carrière d'officier en qualité de chef du projet fonctionnel du SIGMESS « historique » chargé du volet comptabilité générale, j'ai été désigné plus tard, à la SIMMT, comme directeur du premier projet de comptabilité analytique de l'État : cela m'a permis, en travaillant dans un environnement ministériel (DAF, EMAT) et interministériel (AIFE, DGFiP), de durcir mes compétences en matière de gestion de projets.

S'agissant plus précisément de la bascule en DICOM NG, il y a eu un projet dans le projet. Ce fut celui de l'infrastructure de nos espaces ATLAS. Mon passage par la direction centrale du SID a facilité les échanges avec la DID. Cela nous permettra de déployer, à l'été, deux espaces ATLAS en Martinique avec une infrastructure rénovée et fonctionnelle.

Notre travail a été facilité par la DP GSNG via les outils mis en place (la directive provisoire et les kits de déploiement) qui nous ont guidés tout au long de notre démarche et, bien sûr, par son soutien actif pour obtenir les financements nécessaires pour les mobiliers et l'informatique de nos espaces ATLAS. Un travail de benchmarking avec le Sénégal nous a également aidés à structurer notre modèle de DICOM NG. Ce dernier, lancé officiellement le 1er février 2021 et objet d'une évaluation positive lors de l'audit MAE de la DIVEX, est le résultat d'un travail collectif alliant pédagogie, souplesse et diplomatie pour fédérer des services ayant des agendas parfois non concomitants à celui de l'AGSC et qu'il a fallu convaincre de la pertinence de cette transformation aux FAA.

prévu. Son ouverture est prévue à la rentrée 2021. Par construction, l'effectif de l'antenne est restreint. Elle s'appuie donc sur les divisions pour toutes les tâches qui nécessitent un traitement en *back office*. En *front office*, il s'agira essentiellement de fonctions d'accueil et d'aiguillage des prestations qui peuvent faire l'objet d'un traitement sur place ou via un support des divisions.

GÉRALDINE (AGENT D'ACCUEIL À L'ESPACE ATLAS DU MORNE DESAIX) : LE LIEN HUMAIN COMME PRIORITÉ

« J'ai toujours travaillé dans le domaine de l'accueil et de la « relation client », que ce soit dans le secteur privé ou au ministère des Armées. Le but reste le même : satisfaire le soutenu en l'accueillant convenablement, en fournissant des réponses à ses questions et en lui apportant tout le soutien dont il a besoin. Je vois vraiment ATLAS comme un point unique où les personnes peuvent poser leurs questions et obtenir des réponses, sans être baladées de droite à gauche. À trois dans le futur espace (chef ATLAS, accueil et administratif), nous nous devons d'être complètement polyvalents et multitâches. L'enjeu d'ATLAS, c'est aussi qu'il soit adapté à la population qu'il soutient. Mon expérience précédente au service social va grandement me servir dans ce sens car j'y ai construit un réseau solide et j'ai eu l'occasion de rencontrer les soutenus de la base et leurs familles, notamment lors des réunions d'accueil des nouveaux arrivants. »



SECOND MAÎTRE MARGAUX, UNE DOUBLE CASQUETTE POUR SOUTENIR LES MARINS

« J'ai une « double casquette » : je suis à la fois déléguée administrative pour les petits bâtiments, c'est-à-dire leur référent RH, et j'œuvre à l'espace ATLAS de la base navale. Je suis la première à occuper ce poste puisque l'ATLAS va ouvrir mi-juillet, de façon à pouvoir accueillir une grande majorité du PAM 2021 des marins. Le fait d'être directe-

ment en contact avec les marins grâce à mon rôle de déléguée administrative va être un atout dans mes missions à l'ATLAS, étant donné que je garde le contact avec les marins embarqués. Je pense que les personnels affectés au Fort Saint Louis avaient vraiment besoin de ce lieu unique, qui va leur permettre d'éviter de se déplacer au Morne Desaix pour effectuer leurs démarches. On est vraiment dans un objectif de proximité et de simplification. La mise en place de cet espace a impliqué un important travail en amont car, en attendant que les bureaux soient livrés, j'ai pris l'initiative, avec l'accord de mon chef, de mettre en place un système de permanence une fois par semaine sur la base pour anticiper. La collaboration avec le délégué administratif de la base navale s'est très bien passée et nous avons par exemple pu diffuser les plannings des rendez-vous pour les remises de cartes CIMS aux seconds des bâtiments et à la déléguée administrative. J'espère que l'ouverture de cet ATLAS va être bénéfique à la Marine ! »



LA SOUS-DIRECTION PERFORMANCE SYNTHÈSE, UNE ENTITÉ QUI VA DE L'AVANT !

Mise en place en 2014, cette sous-direction est une entité stratégique au sein de la direction centrale. À quoi sert-elle ? Comment évolue-t-elle ? Quelles sont ses interactions avec les autres organismes ? Frédéric CRÉNICY, nouveau sous-directeur nommé le 31 mars dernier, répond à ces questions, et expose sa vision sur le poste et sur la place importante des personnels civils au sein du Service.



Vous venez d'être nommé sous-directeur performance synthèse et directeur de projet transformation. Dans ce cadre, la SDPS voit-elle ses missions évoluer ?

La SDPS intègre désormais la direction de projet, qui a conduit la transformation GSNG ces trois dernières années. Sa nature et ses modes opératoires évoluent.

Elle poursuit toujours des objectifs majeurs et régaliens comme le durcissement militaire du Service, au travers d'un plan d'action capacitaire visant une meilleure appropriation par les personnels.

Quelles sont les grandes priorités de la SDPS ?

Outre le durcissement militaire, la SDPS s'attache au pilotage financier des activités des différentes UO¹ du Service, au contact de l'EMA et des CIS concer-

nés. Il s'agit de gérer au mieux une ressource sous contrainte pour atteindre les objectifs du SCA.

Autre priorité, une gestion renforcée de l'infrastructure extrêmement vaste de nos emprises, au contact du SID, de la DPMA, des OGZD et du CICOS, mais aussi au contact quotidien de nos relais locaux dans les GSBdD et dans les PFC.

Transversalement à ces axes stratégiques, la SDPS pilote et contrôle les activités au sens « contrôle de gestion » et « qualité », recherchant sans cesse les voies d'une meilleure efficacité collective. Cette ambition s'appuie sur un objectif de refonte du système de management intégré (SMI) visant à le simplifier et à permettre sa meilleure appropriation à tous les niveaux du Service. Pour compléter cette révolution du pilotage, une approche par les données (datas)

¹ Unité opérationnelle, qui met en œuvre dans le cadre de la LOLF les activités à mener pour les politiques publiques, portées par le programme et déclinées dans le BOP.

permettra de rendre le suivi plus factuel et d'en faire un outil indispensable du terrain, au contact des formations soutenues. Dans ce cadre, le SI de pilotage ODeSCA sera remplacé par IDeSCA, marquant l'arrivée de cette nouvelle approche. En centrale, une démarche de consolidation de la comptabilité analytique, là aussi dans un nouvel outil, visera à mieux comprendre et maîtriser nos activités et les coûts associés.

Quid de la finalisation du projet SCA22 ?

C'est évidemment une autre priorité, en lien avec les entités responsables des projets. Point particulier, la SDPS est chargée de la finalisation du modèle GSNG au contact de la DIVEX² et de ses groupements de soutien. Dans cet

objectif, la SDPS mène des études pour fiabiliser les processus et les cartographies, ajuster et outiller le modèle et ses composantes. Une nouvelle phase plus fonctionnelle que structurelle de la transformation doit permettre de rendre nos modes opératoires plus homogènes et performants.

Au sein de ce modèle, le maillage d'espaces multiservices ATLAS évolue significativement, à la fois par son déploiement étendu à l'outre-mer et par une démarche d'élargissement fort de ses prestations. ATLAS devient ainsi une plateforme multi-opérateurs animée par le SCA, qui modernise considérablement les conditions d'accès au soutien au sein du ministère.

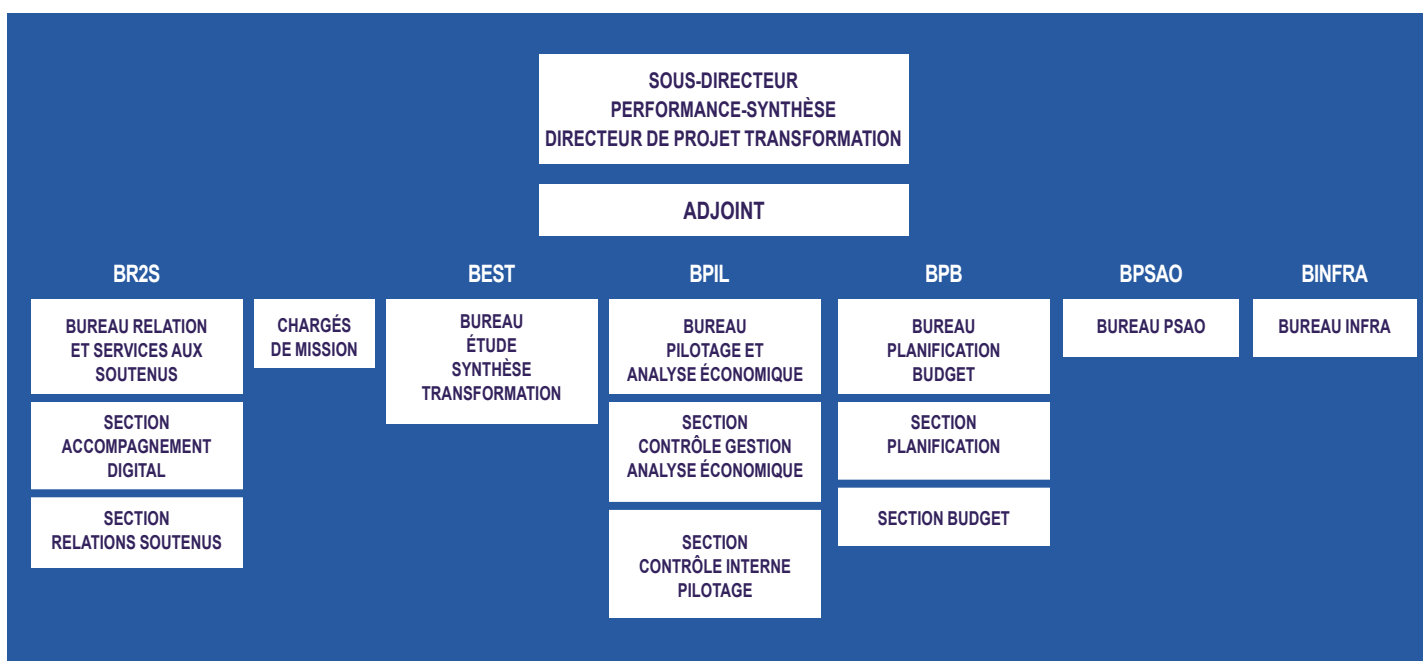
Peut-on affirmer que la sous-direction est porteuse d'une nouvelle dimension « conduite de projet » au sein du SCA ?



Oui, en effet, il s'agit d'ancrer dans la durée une culture matricielle qui fédère l'ensemble du Service sur les sujets les plus complexes.

Dans ce cadre, la SDPS conduit ses propres projets, et notamment le déploiement d'une nouvelle approche de la notion de soutenu individuel ou collectif, placé au cœur des processus. Il en va de même pour les familles. Il s'agit bien de conserver la qualité de nos produits, issue d'une organisation en bout-en-bout très professionnalisée, mais d'y ajouter une démarche d'amélioration des parcours utilisateurs, de la relation à nos soutenus. Cette dimension inclut la bascule dans le monde Internet, en particulier via la plateforme d'appel au soutien EURÉKA et son module de gestion de la relation à l'utilisateur. Une recherche de simplification maximale des modalités d'appel au soutien et des circuits de traitement est intégrée dans cette nouvelle relation.

² Division exploitation.



Quelles sont les autres missions de la SDPS ?

Pour appuyer les projets et préparer l'avenir, la SDPS est dotée d'une grande capacité d'étude et de prospective. Portée par un bureau dédié et par des chargés de mission, cette capacité analytique permet de mener de nombreuses études mais aussi de proposer un principe novateur d'AMOA³ interne : il s'agit de se doter des compétences idoines pour mener des accompagnements en interne en vue de réduire progressivement l'appel à des cabinets privés sous contrat.

De même, le SCA doit être synonyme d'innovation. La SDPS se veut la tête de pont de l'innovation, en lien étroit avec la SDNUM : au travers de méthodes agiles, il faut susciter, animer, financer, déployer des démarches innovantes permettant de franchir de nouveaux jalons de performance. Là aussi, il s'agit de s'appuyer sur le terrain où se multiplient les initiatives et les bonnes pratiques.

Enfin, la SDPS est en appui de la politique des territoires, à laquelle elle contribue au travers d'un partenariat ministériel avec la DAR⁴. Le but est notamment de générer des synergies locales entre nos structures, et notamment les espaces ATLAS avec des partenaires locaux comme le réseau France Services ou les municipalités.

Au sein du SCA, vous êtes le premier personnel civil positionné sur ce type de poste, est-ce une difficulté supplémentaire ? Une exception ?

Si ma nomination est une première, elle sera considérée comme un signal positif pour le personnel civil. En effet, le SCA est devenu le premier employeur de personnels civils au sein du ministère et se doit de proposer à cette population des postes à responsabilité atteignables via des parcours professionnels valorisants.

Le SCA, au travers de sa transformation et de sa modernisation, change d'image et devient de plus en plus attractif. Grâce à cette mutation, il doit capter des compétences et des potentiels, et fidéliser une population civile qui s'ancrera dans la durée et développera une véritable identité de service. Il bénéficiera d'atouts grâce à son maillage territorial et la diversité de ses activités, il faut désormais les consolider par des parcours. Je serais heureux que ma nomina-

tion, après plusieurs fonctions tenues au sein du Service, puisse servir d'exemple.

Le DCSCA est très attaché à la mise en œuvre d'un équilibre personnels civils/militaires au sein du Service, notamment sur les postes de haut niveau, et votre nomination, comme celles des chefs d'organismes ou de leurs adjoints, est un exemple concret de cette volonté !

À titre personnel, je considère que le tandem civils/militaires est une richesse. Le SCA est un service par essence militaire, au contact des armées et sous l'autorité du CEMA. Cette singularité militaire ne doit jamais être oubliée, mais son fondement n'est à mes yeux pas statutaire. Il s'agit avant tout de la singularité de la mission et des moyens pour la remplir.

Il s'agit aussi de respecter les déterminants culturels et les valeurs de l'institution. Cela n'est pas exclusif du personnel civil. Si les personnels civils et militaires ne sont pas miscibles et doivent garder leurs particularités, ils n'en restent pas moins complémentaires. L'hybridation est créatrice de valeur ajoutée. La diversité de statuts est une des composantes de la résilience, de la stabilité et, *in fine*, de la solidité du SCA. Il est donc nécessaire, sinon obligatoire, de l'amplifier et de la pérenniser afin que les missions du Service, y compris l'appui aux missions OPS, soit du niveau attendu par les forces. En tant que chef d'un GSBdD, j'ai constaté à quel point les personnels civils de tous statuts sont investis dans la mission opérationnelle, faisant preuve d'une disponibilité sans faille.

Quel est votre point de vue sur les postes d'encadrement aujourd'hui tenus par les civils ?

Je pense que l'encadrement civil doit s'adapter à cet univers et rapprocher ses modalités d'emploi de celles des officiers, notamment en termes de mobilité fonctionnelle et parfois géographique. Plus spécifiquement, le SCA doit pouvoir paralléliser sa gestion des cadres civils catégorie A et des commissaires, car il ne se pose pas vis-à-vis de ces catégories



comme un simple employeur mais bien comme un gestionnaire. C'est un défi RH d'ampleur qui doit rester équilibré.

Les petites difficultés rencontrées au début du projet GSNG, liées à mon statut civil et à mon ancrage terrain, ont totalement disparu. L'ambiance de travail au sein de la direction centrale est particulièrement amicale, cohésive et, très sincèrement, je ne ressens aucune forme de différenciation. Aujourd'hui, je me considère comme un personnel du SCA, profondément attaché au Service, et reconnu comme tel par mes collègues militaires.

Dans tous les cas, et au-delà de mon histoire personnelle, il me semble que servir aujourd'hui au sein du SCA est un choix pertinent pour un personnel civil : en effet, le Service offre une vraie richesse des cultures par son caractère interarmées, un panel de postes très diversifié souvent au contact direct des forces et enfin une vraie volonté d'accompagnement au travers de parcours valorisants, sur les plans professionnel et personnel.

³ Assistance à maîtrise d'ouvrage.

⁴ Délégation à l'accompagnement régional.

LA FILIÈRE RESTAURATION LOISIRS À L'ÉCOUTE DES CHANGEMENTS

La restauration et les loisirs sont des éléments essentiels au soutien opérationnel des forces, tout en étant des marqueurs particulièrement sensibles de la condition du personnel (CONDIPERS). Ces domaines font l'objet d'intentions stratégiques de la part du directeur central du Service du commissariat des armées, le CRGHC Philippe JACOB.



2

**OBJECTIFS
MAJEURS**

ASSURER LE SOUTIEN OPÉRATIONNEL
DES FORCES DANS LE DOMAINE DE LA
RESTAURATION ET DES LOISIRS.

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DU
PERSONNEL AU TRAVERS
NOTAMMENT DES MESURES
DU PLAN FAMILLE CONFIÉES AU SCA.

**EFFECTIF
RHL**

7000

10% ARMENT LA FONCTION LOISIRS
AVEC UNE FORTE IMBRICATION
DANS LA FONCTION RESTAURATION.

2

CENTRES INTERARMÉES DU SOUTIEN
ASSURENT LE PILOTAGE DE LA FONCTION

CIM

**CENTRE INTERARMÉES
DU SOUTIEN
MULTISERVICES**

CIRL

**CENTRE INTERARMÉES
DU SOUTIEN
RESTAURATION
ET LOISIRS**

RHL/RL... KÉSAKO ?

On parlait auparavant de la famille professionnelle « RHL ». Dans ce cas, le H entre le R de « restauration » et le L de « loisirs » désigne deux éléments :

L'HÉBERGEMENT

Il s'agit des bâtiments cadres célibataires (BCC) pour lesquels seules les dépenses d'entretien sont facturées. C'est-à-dire qu'aucun bénéfice n'est réalisé sur ce type d'hébergement. Cette notion ne couvre ni le casernement « troupe » ni le logement des élèves en école qui ressortent directement des armées.

L'HÔTELLERIE

Il s'agit des chambres d'hôtellerie des cercles. Exemples : Espace Océan à Brest ou l'immeuble Broglie du Cercle mixte militaire de Strasbourg.

Ces deux pans du soutien relèvent de la filière « gestion base vie ».

LA FILIÈRE RL, EN QUELQUES CHIFFRES...

FONCTION RESTAURATION

L'offre de restauration est organisée sur la base d'une offre de service permettant de garantir une restauration de qualité dans tous les restaurants opérés. Les restaurants mettent en œuvre cette offre, qui fait l'objet d'une labellisation annuelle connue sous la dénomination de TRIDENT.

60
CERCLES
INTERARMÉES
DE BASE DE
DÉFENSE
51 EN MÉTROPOLE
9 EN OME

300
MILLIONS
D'EUROS
DE CRÉDITS
BUDGÉTAIRES
PAR AN

40
MILLIONS
DE REPAS
PAR AN

FONCTION LOISIRS

L'offre de loisirs présente un intérêt majeur par son impact sur le moral du personnel et, partant, sur l'attractivité de l'Institution et la fidélisation des militaires. Le Commissariat des armées a engagé une profonde rénovation de son offre de loisirs, qui s'inscrit dans l'esprit du plan Famille, et poursuit l'objectif d'amélioration continue de la condition du personnel qui relève directement du chef d'état-major des armées et des chefs d'état-major d'armées.

La stratégie de renouvellement de l'offre RL, à laquelle les armées ont été associées, s'articule autour de six piliers, tour à tour abordés dans cet article : restauration diversifiée avec des offres alternatives en horaires non-ouvrables (HNO), foyers rénovés, installations sportives de loisir accessibles H24, mise à disposition de réductions sur des offres de loisir nationales comme locales, via l'application « Famille des armées », projets de conciergeries et de boutiques en ligne.

La filière RL est toujours en mouvement, curieuse d'innovations et en constante adaptation vis-à-vis des nouveaux modes de consommation, des attentes du personnel en matière d'amélioration des conditions de vie des militaires, de l'arrivée au sein des armées de générations connectées, ou encore de la nécessité de répondre à des situations de crise.

1 | UNE FILIÈRE SENSIBLE AUX NOUVEAUX MODES DE CONSOMMATION SOCIÉTAUX

Le développement des modes de restauration alternatifs vise à répondre à plusieurs problématiques. La première est l'évolution générale des modes de consommation, induite par une prise de conscience sociétale de l'importance de la qualité des repas et de la lutte contre le gaspillage alimentaire.

La loi EGalim (loi n°2018-938), adoptée par le Parlement le 2 octobre 2018 et promulguée le 1^{er} novembre 2018, constitue le cadre juridique de ces évolutions. Pour rappel, cette loi est issue des États Généraux de l'ALIMENTATION (EGalim) lancés en 2017 réunissant la société civile (consommateurs, industriels de l'agroalimentaire, commerces de la grande distribution) et les pouvoirs publics. Elle vise notamment à rendre accessible une alimentation saine et durable pour tous les consommateurs.



La loi EGalim, aussi appelée « loi alimentation », est devenue un paramètre de la filière et une vraie obligation, désormais actée au plan budgétaire. Elle fixe notamment pour objectif aux gérants des organismes de restauration collective de réduire de manière significative le gaspillage alimentaire.

En outre, elle impose un taux de 50% de produits durables, dont 20% de bio, avec une échéance attendue au 1^{er} juillet 2022 pour les restaurants du ministère des Armées¹.

Sous l'égide du CIRL, les restaurants du ministère sont donc tenus de mener une politique dans ce sens. Aujourd'hui, ils comptabilisent d'ores et déjà plus de 20% de label et 15% de bio. Le mouvement est donc lancé, en parallèle d'une série d'expérimentations pilotées par le CIRL visant à répondre à ces objectifs, tout en modernisant l'offre de service.

« MEALCANTEEN », UN SYSTÈME DE PRÉ-RÉSERVATION DE REPAS

La société MealCanteen, située à Saint-Étienne, propose une application digitale qui, via un système de réservation des repas, permet une meilleure maîtrise des effectifs, l'optimisation de l'activité en cuisine et la lutte contre le gaspillage alimentaire.

(suite de l'article page 46)



¹ Restauration collective dans tous les établissements chargés d'une mission de service public.

L'ÉCONOMAT DES ARMÉES (EDA)

Acteur majeur de la filière, EPIC de soutien spécialisé des armées, sous tutelle de l'EMA. Outre son rôle dans la mise en place de l'Internet de loisir en métropole, en outre-mer et à l'étranger (projet ILoSCA), dans le cadre du plan Famille, l'EdA contribue aux objectifs de la filière dans les domaines suivants :

PARTICIPATION À LA RÉSILIENCE DE LA FILIÈRE

L'EdA met à disposition des armées un dispositif d'approvisionnement en denrées complet s'appuyant sur un entrepôt centralisé, des flux de ravitaillement sur la métropole et l'outre-mer et des marchés locaux, et ce dans le respect des exigences de la sécurité alimentaire (« Food Defense »).

CONTRIBUTION À LA MODERNISATION DE LA FILIÈRE

Dans le cadre d'une concession de service portant sur 72 sites qui se déploie entre 2020 et 2025, l'EdA prend en charge, outre l'exploitation des restaurants, la remise à niveau accélérée de l'infrastructure et des matériels, grâce à la souplesse de ses procédures et la mobilisation de ses ressources propres. Dans la même logique, le projet vise à redynamiser les activités de loisirs dont le fonctionnement en régie est pénalisé par l'insuffisance de RH.

PARTICIPATION À L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE LA LOI EGALIM

L'EdA a pour mission de mettre à disposition des restaurants du SCA une gamme de produits leur permettant d'atteindre les objectifs de la loi. Aussi, la gamme de denrées distribuées par l'EdA est-elle en phase de profonde mutation : augmentation des articles bio ou labellisés voire, lorsque c'est pertinent, remplacement de références traditionnelles par des références bio/SIQO. Dans ce domaine existent également de forts enjeux de disponibilité des produits. La stratégie de l'EdA est de renforcer son dispositif actuel et de sourcer de nouveaux acteurs, nationaux ou locaux, afin de proposer des produits de qualité à prix compétitifs. L'ensemble de ces actions s'inscrit dans le cadre d'un plan d'action conjoint CIRL/EdA.

ENTRETIEN

La CRC1 Lydie PISLOR, chef du bureau Restauration-Loisirs



À droite, la CRC1 PISLOR, à l'espace conférence du Salon Restau'Co 2019

POURRIEZ-VOUS NOUS PRÉCISER LES PÉRIMÈTRES DE COMPÉTENCES DU CIRL ET DE LA FILIÈRE RL ?

Le bureau RL de la DC SCA doit promouvoir une vision stratégique. Il n'en demeure pas moins que le haut niveau d'expertise technique que tous reconnaissent au CIRL identifie aussi ce dernier pour la projection de la filière à moyen et long termes. Le bureau RL réalise des synthèses au niveau central et arrête les orientations du soutien en fonction des demandes des trois états-majors d'armées. Si le bureau RL est un « *missi dominici*¹ », le cœur du réacteur demeure sans conteste au CIRL.

QUELLES SONT LES INTERACTIONS ENTRE LE CIRL ET LA FILIÈRE RL ?

Elles sont permanentes et impliquent tous les niveaux opérationnels. Cela se traduit par un échange nourri entre les attentes exprimées par le niveau central (DC SCA, EMA et états-majors d'armées, le cabinet de la ministre et le directeur du projet plan Famille, tout particulièrement attentifs aux évolutions de la filière) et la connaissance des solutions et orientations préconisées et/ou mises en œuvre par le CIRL et les 60 cercles interarmées de bases de défense (51 en métropole et 9 OME).

VOUS QUITTEZ VOTRE POSTE CET ÉTÉ : QUEL FUT LE PROJET/LA RÉALISATION LE/LA PLUS MARQUANT(E) DE VOTRE MANDAT ACTUEL ?

J'éprouve une grande satisfaction d'avoir convaincu de la nécessité de remplacer progressivement le numéraire (le « zéro cash ») afin de moderniser la gestion de nos bars, boutiques, foyers, restaurants, et des distributeurs de snacking. Il sera désormais plus facile de régler

ses achats « sans contact », avec sa carte bleue, son téléphone, ou même sa montre, que de rassembler des pièces de monnaie. Cette nouvelle pratique simplifie et améliore aussi les processus de contrôle interne.

Par ailleurs, la coordination réussie des projets d'amélioration de la condition du personnel civil et militaire, et de leurs familles, via deux mesures emblématiques du plan Famille m'a particulièrement tenu à cœur : je veux parler du Wi-Fi gratuit en garnison et des rénovations de foyers, des achats de kiosques à pizzas et des installations sportives. Tout ceci a pu voir le jour grâce au travail conjoint des deux centres interarmées du soutien (CIM et CIRL), mais aussi de l'EdA, et de nos GSBdD. L'aide du CICoS a également été particulièrement précieuse pour l'aboutissement de ces projets, qui nécessitent une coordination locale des soutiens.

VOUS AVEZ SUGGÉRÉ DEUX PROJETS D'INNOVATION ACCESSIBLES AUX SOUTENUS 24/7, AUJOURD'HUI OBJETS D'ÉTUDES AU SEIN DU CIRL. POUVEZ-VOUS NOUS EN PARLER ?

Oui, il s'agit d'une supérette connectée sans RH, sur le modèle de la « Boxy » créée par une start-up francilienne, et qui a fait l'objet de nombreux reportages dans la presse. L'autre projet touche à la restauration collective connectée (ou « cantine connectée »), à la suite du projet présenté avec les élèves de l'école des commissaires des armées lors de la 2^{ème} nuit de l'innovation du SCA².

À terme, de nombreuses autres innovations de la restauration civile pourront inspirer la restauration dans les armées, par exemple l'application « Too Good To Go » qui permet de lutter contre les invendus et le gaspillage alimentaire, tout en favorisant la CONDIPERS.

¹ Terme latin signifiant littéralement « envoyés du maître ».

² 2^{ème} nuit de l'innovation, 16 et 17 septembre 2020.



Avec MealCanteen, le convive est assuré de trouver le plat réservé sur l'application, quelle que soit son heure de passage à la chaîne, midi et soir en semaine et les week-ends. L'objectif est aussi de mesurer et d'améliorer le niveau de satisfaction des convives, en permettant au client de profiter d'une information directement accessible sur les plats proposés.

Après un premier essai au GSBdD de Valence, cette expérimentation est aujourd'hui prolongée sur la BA113 de Nancy-Ochey et le 92^e RI de Clermont-Ferrand. Pour le SCA, le but est de répondre à un double enjeu : valorisation des métiers de la restauration et maîtrise des coûts. La ministre déléguée auprès de la ministre des Armées, Madame Geneviève DARRIEUSSECQ, s'est d'ailleurs rendue le 4 mars sur le site de Valence pour assister à la mise en place du projet.

DES RÉFLEXIONS TOUS AZIMUTS POUR MODERNISER L'OFFRE DE SERVICE

Lors de la deuxième nuit de l'innovation, tenue les 16 et 17 septembre 2020 sur le site de « The Camp » à Aix-en-Provence, l'équipe de l'élève commissaire Angélique a remporté le second prix. Son projet d'application, baptisé « LIVE'EATS » plein de promesses, repose sur un double constat : en heures non ouvrables (HNO), l'offre de restauration dans les emprises militaires est souvent inexistante. De plus, il est souvent difficile de connaître les heures d'affluence ou d'obtenir des informations qualitatives sur les plats offerts.

2 | UNE FILIÈRE ATTENTIVE AUX CONDITIONS DE VIE DU MILITAIRE

Du statut particulier du militaire découlent plusieurs impératifs, dont le principe de disponibilité. Il peut être mobilisé à chaque instant et ses horaires de service sont évolutifs. Autre impératif, celui de la mobilité : départs en mission, plans annuels de mutation... le militaire est parfois placé en situation de « célibat géographique », et amené à passer beaucoup de

DES TABLES DE TRI CONNECTÉES INSTALLÉES AU SEIN DE RESTAURANTS-PILOTES



Des tables de tri ont été installées au sein de six restaurants-pilotes du ministère des Armées (Pau-Uzein, Avord, Epinal, Issoire, Suresnes, Clermont-Ferrand) pour mesurer les quantités jetées en fin de service et sensibiliser les convives sur cette source de gaspillage. Ces équipements sont dotés d'une balance permettant à la fois d'informer le convive du poids des déchets alimentaires jetés et de mesurer l'ensemble de ces déchets jetés chaque jour par le restaurant. Ce projet, porté par le bureau recherche et développement du CIRL, vise à lutter contre le gaspillage alimentaire en sensibilisant l'ensemble de la filière et les soutenus sur cette question, mais aussi à réaliser des gains et à améliorer la prestation alimentaire. Il permettra également de répondre à l'obligation EGalim visant à réduire à 70 grammes par convive le poids de ces déchets.

Financées par le fonds d'intervention pour l'environnement (SGA/DPMA¹), ce projet permet une remontée des données en temps réel auprès des gérants de restauration, des divisions RHL des PFC² et du CIRL, pour un pilotage global de l'expérimentation. Grâce à ces nouveaux outils, un diagnostic est établi afin de déterminer les solutions les plus adaptées pour limiter les pertes. L'interface est conviviale et facile d'emploi. Les opérateurs de terrain ont été formés à l'outil.

¹ DPMA : Direction des patrimoines, de la mémoire et des archives.

² PFC : Plate-forme Commissariat (cf. notre rubrique « Grand Angle »).

LIVE'EATS



L'application mobile « Live'Eats » propose un nouveau service de restauration « Pick and Eat » disponible 24/7, sous forme de réfrigérateurs connectés où les commandes pourraient être réservées à l'avance.

Outre ce service, l'application permettrait de visualiser les zones d'affluence et d'obtenir des informations précises sur la qualité nutritionnelle des produits (allergènes, calories, etc.).

temps sur base, loin de son domicile (soirs, week-ends et jours fériés). Partant, l'amélioration de l'offre de service en unités et garnisons constitue une priorité et fait partie des dix mesures du plan Famille pilotées par le SCA². Cette mesure représente un effort budgétaire important (77 M€ entre 2019 et 2025), qui permet notamment l'achat de mobilier, la livraison de kiosques à pizzas et d'installations sportives, ainsi que la rénovation de foyers par le biais de marchés nationaux.

Le SCA (CIM, CIRL et PFC) s'emploie à la mise en œuvre de ces mesures, avec le concours de nombreux acteurs du ministère (notamment le CICoS, le SID³, l'EdA, le CNSD⁴, la FCD⁵).



« Les actions menées en matière de restauration et de loisirs sont au cœur du plan Famille, tout simplement parce qu'elles impactent le quotidien de chaque militaire. Les efforts sont portés sur l'amélioration des conditions de vie en garnison. Nous le ressentons avec d'autant plus d'acuité en ces périodes de restrictions sanitaires : il est important que chacun puisse bénéficier de lieux de vie plus confortables, d'un accès à Internet, de lieux de convivialité agréables, d'installations sportives performantes et d'une restauration répondant aux modes de consommation modernes. Et c'est ce que nous offrons à nos soldats. C'est une ambition formidable, qui se concrétise mois après mois, dans chaque territoire grâce au concours de nombreuses

entreprises françaises, locales et nationales. »

M. Jean-Charles COTTEZ, directeur du projet plan Famille.

² Mesure 6.1.4 du plan Famille « améliorer l'offre de services en unités et garnisons ».

³ SID : service d'infrastructure de la Défense.

⁴ CNSD : Centre National des Sports de la Défense.

⁵ FCD : Fédération des clubs de la Défense.

Le Commissariat des armées élargit son offre alimentaire en facilitant l'accès à une prestation de restauration les soirs et les week-ends. Dans ce cadre, cinq évolutions de l'offre sont explorées par le SCA.

Une solution de restauration rapide, dite de *snacking*, peut être proposée en complément de la restauration du cercle. Le personnel résidant sur site bénéficie ainsi d'une offre diversifiée, notamment le soir et le week-end. Un tel dispositif donne pleinement satisfaction à Rochefort et va être mis en œuvre à Istres, d'ici fin 2021 (voir encadré ci-dessous, « La Caravelle »).

DES KIOSQUES À PIZZAS ACCESSIBLES SUR BASE 24/7

Les 41 kiosques à pizzas installés sur diverses bases depuis 2019 ont été particulièrement bien accueillis par le personnel. Une trentaine de kiosques supplémentaires devrait être installée en 2021.



À ROCHEFORT, DEPUIS JUIN 2019, « LA CARAVELLE » FAIT PARTIE DES BELLES HISTOIRES DE LA DÉFENSE...

Grâce à un contrat *Win-Win*, passé entre une petite entreprise familiale et la PFC de Bordeaux, les soutenus peuvent consommer une offre de *snacking* de qualité sur place ou commander des plats à emporter directement au comptoir. Se délecter de hamburgers, paninis, galettes salées, pâtes, crêpes, glaces pour un prix moyen de 10€ TTC sur base ?

C'est possible ! Un véritable succès, confirmé par les taux de fréquentation enregistrés : 200 convives en moyenne par jour, 350 en pic d'activité. Une offre alternative à la restauration régaliennne qui, en plus de faire revivre le site, permet de répondre à une réelle demande des célibataires géographiques. Preuve en est que 150 repas environ sont servis chaque soir. Afin d'être au plus proche de ses clients, « La Caravelle » exploite une infrastructure du Cercle (dans le cadre d'une AOT) située au centre récréatif et culturel. Cette zone assez étendue (environ 300 m²) permet de mettre en place trois lieux de service. Bref. Si l'équipe de « La Caravelle » détenait auparavant un food truck, sans lien avec le ministère des Armées, le fait d'avoir répondu à cet appel d'offre leur garantit désormais, jusqu'en avril 2023, une clientèle fidèle et contente de pouvoir bénéficier d'une offre de restauration originale, préparée par une équipe dynamique et motivée.



Au GSBdD de Besançon, depuis novembre 2019, le distributeur automatique de pizzas du camp du Valdahon propose aux soutenus sept variétés de pizzas fraîches, prêtes en trois minutes. Le plus ? Elles sont préparées par un artisan local, capable de réapprovisionner rapidement les kiosques par véhicule frigorifique. Cet artisan offre la possibilité de les commander non cuites ainsi qu'un programme de fidélité (une pizza offerte pour neuf achetées) et un tarif réduit le mardi. Des recettes classiques aux compositions régionales (la « Morteau », la « Savoyarde »), en passant par une revisite très contemporaine de la traditionnelle « Margherita » (goûts « Kebab » et « Burger »), ces pizzas sont particulièrement populaires auprès des jeunes engagés. Depuis sa mise en service, plus de 18 000 pizzas ont été vendues. À noter : le distributeur s'intègre parfaitement à son environnement, placé à côté de l'espace ATLAS, de la laverie, de l'espace de convivialité et de l'espace multimédia.



Le GSBdD de Creil a aussi fait le choix d'implanter son kiosque à pizzas sur un lieu stratégique : depuis octobre 2020, le distributeur se situe à proximité du centre récréatif et culturel de la BA 110. Il propose huit variétés de pizzas dont les prix varient de 6 à 8€. Plus d'une quarantaine de pizzas sont consommées quotidiennement (un tiers le midi/deux tiers le soir), soit 1 200 pizzas par mois. Pour M. Sébastien, responsable restauration travaillant sur la base : « S'il existe un plat apprécié de tous, c'est bien la pizza ! Chacun peut, sur une base commune qu'est la pâte, choisir la garniture de son choix ! ».

DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES DE PLATEAUX-REPAS

Dans le cadre d'un projet pilote, le bureau recherche et développement du CIRL, accompagné par la PFC Sud-Est, s'est rendu sur la base pétrolière interarmées de Chalon-sur-Saône. Depuis le 1^{er} janvier, son restaurant dispose d'un distributeur automatique de plateaux-repas installé à titre expérimental. Il permet au personnel ciblé (personnel de per-



manence, célibataires géographiques, retours tardifs de missions) de profiter d'un repas chaud à toute heure. Le SCA prévoit à terme un déploiement de ce modèle sur environ 35 sites métropolitains.

De multiples autres projets ont été lancés à titre expérimental ou sont en passe de l'être : restauration connectée au SMV de Brest, conteneur connecté offrant les services d'une supérette accessible à toute heure au GSBdD de Villacoublay... Tant les initiatives locales, comme « La Caravelle » ou l'artisan pizzaiolo de Valdahon, que les expérimentations conduites par le CIRL sont des sources d'innovation, de modernisation et d'amélioration des services offerts en termes de restauration. Ils permettent en outre d'animer les gamisons, tout en respectant les contraintes de la *Food Defense* (via l'insertion de clauses spécifiques dans le dossier de consultation des prestataires) et en concurrençant l'appel aux services « ubérisés », à l'entrée des enceintes militaires.

Par ailleurs, comme pour la restauration « traditionnelle », ces activités doivent être déclarées par leur responsable aux vétérinaires des armées (SSA), responsables du contrôle officiel de la sécurité sanitaire des aliments au sein du ministère.

Outre les offres de restauration alternatives, plusieurs GSBdD ont développé des initiatives pour améliorer le quotidien de leurs soutenus. À Évreux par exemple, une conciergerie a été mise en place afin de faciliter la vie quotidienne des agents, notamment ceux travaillant sur un site isolé.

RÉNOVER LES FOYERS POUR AMÉLIORER LA VIE DES MILITAIRES EN QUARTIER

Second pilier de la rénovation de la fonction loisirs, la rénovation et la connexion des foyers, grâce aux crédits du plan Famille, poursuit toujours l'objectif d'amélioration des conditions de vie du personnel sur base. Deux mesures emblématiques du plan Famille permettent le financement de ces opérations de grande ampleur...



LES CONCIERGERIES, UNE SOLUTION AUX IRRITANTS DU QUOTIDIEN



Le point de vue du chef du GSBdD d'Évreux, le LCL Guillaume LAGARDE : « La conciergerie est située au cœur de l'espace ATLAS dans le temps professionnel et elle agit chez l'administré dans le temps privé. Elle représente donc une véritable continuité du soutien et l'adaptation de celui-ci aux nouveaux modes de consommation sociétaux. Au quotidien, c'est une brique utile pour les familles, mais elle a plus de valeur encore lorsque le conjoint est en OPEX. Sur un site comme une base aérienne, tout le monde y trouve son compte. Par exemple, les militaires du rang et sergent hébergés sur site l'apprécient aussi pour sa prestation directe de colis en « point relais » parce que c'est gratuit. Les avantages sont nombreux : gain de temps, prix des prestations inférieur au marché, garantie du résultat. Ici, on constate que le succès ne se dément pas, avec une évolution constante depuis bientôt deux ans et près de 850 prestations mensuelles. »

Le point de vue d'une utilisatrice : « Je suis débarrassée de nombreuses tâches que je faisais le samedi matin. Au début, je venais pour le pressing, le cordonnier et pour trouver un prestataire pour le jardinage. Mais petit à petit, j'ai demandé plus : ma liste de fournitures scolaires, le contrôle technique de la voiture, la préparation et les devis de la communion de mon fils. Les prix sont vraiment compétitifs et l'équipe est très réactive. Pour moi, la grande force du concierge, c'est qu'il vous libère l'esprit : vous avez un problème, il trouve la solution ! »

Depuis fin 2019, trois expérimentations financées par crédits budgétaires (Évreux, Bordeaux et Arcueil) démontrent que ce concept est particulièrement attractif, mais difficilement généralisable sans dépense publique associée. À ce stade, l'armée de l'Air et de l'Espace (AAE) a décidé d'étendre ces marchés à trois nouveaux sites : les bases aériennes de Mont-de-Marsan, Orléans et Saint-Dizier. Ces marchés seront financés sur les crédits CONDIPERS de l'AAE.

Tout en poursuivant les expérimentations déjà lancées, le SCA a parallèlement engagé une réflexion avec les armées pour définir un niveau d'offre de « conciergerie socle », sans coût budgétaire pour le ministère, et pouvant servir de base à une généralisation. Ce socle se composerait des prestations minimales suivantes : pressing, laverie, retrait de colis, coiffeur, retoucherie.



LA MESURE 6.1.4 relative à la rénovation des foyers permet d'offrir des espaces de convivialité plus attractifs, en privilégiant d'abord les sites les plus isolés et les écoles. Une centaine d'opérations a été conduite par le CIRL ces deux dernières années et 40 nouvelles rénovations sont prévues en 2021, selon une programmation associant le CICoS et le SID.

La rénovation du foyer « La Cordée » du GSBdD et de l'hôtellerie sociale de Varcès concrétise l'esprit du plan Famille, en contribuant à l'amélioration des conditions de vie des militaires. Intérieur « chalet », isolations thermique et acoustique, mobilier type scandinave, Wi-Fi gratuit, tout est fait pour favoriser le confort des soutenus !



LA MESURE 6.1.1 a favorisé le déploiement du projet ILoSCA (par connexion Wi-Fi), via un marché passé par l'EdA avec l'opérateur privé WiFirst. ILoSCA est aujourd'hui déployé en métropole dans plus de 2.300 bâtiments d'hébergement et lieux de convivialité, soit plus de 100% de la cible initiale.



Le marché actuel prendra fin en mai 2023. Des études sont en cours avec les armées et l'EdA pour définir le périmètre et les options techniques du marché qui lui succèdera.

Parallèlement, le Wi-Fi outre-mer et étranger (« OME », ILoSCA Monde) est actuellement en cours de déploiement, second volet du Wi-Fi gratuit en garnison.

Enfin, le troisième et dernier volet concerne le Wi-Fi à quai, au port base pour 45 bâtiments de la Marine nationale, à Brest et Toulon. La DCSCA a confié à l'EdA la conduite d'une étude, en lien avec l'état-major de la Marine (EMM), afin de proposer les solutions techniques permettant de connecter les points de vie de ces bâtiments. Les choix seront opérés à l'été, en vue d'un déploiement en 2022.

Le service fourni par ILoSCA est perçu comme une avancée majeure au profit de la condition du personnel et améliore significativement la vie courante des célibataires et célibataires géographiques dans les garnisons. C'est un investissement important du ministère, pour un montant de 85 M€ de 2018 à 2023 pour la seule partie métropolitaine.

TROISIÈME PILIER DE LA RÉNOVATION DE L'OFFRE DE LOISIRS DU SCA : COUP D'ACCÉLÉRATEUR SUR LA MISE EN PLACE DES INSTALLATIONS SPORTIVES !

Un effort soutenu est porté sur ces installations sportives, également financées par le plan Famille. Elles sont flexibles et en libre accès, pendant ou en dehors des heures de service : développement des « City stades », des « Mouv' Roc » et, à compter du second semestre 2021, des petites installations sportives du type Box PPO⁶ et MOPS⁷. Autant d'exemples témoignant de la dynamique actuelle pour



améliorer les conditions de vie et de travail des militaires et des civils. En 2019 et 2020, 61 équipements ont ainsi été livrés et 40 sont prévus en 2021.

Cette offre est proposée aux armées par le CIM, avec l'appui technique du centre national des sports de la défense (CNSD). Elle fait également l'objet de la convention de partenariat signée le 12 octobre 2020 par le SCA avec la fédération des clubs sportifs de la défense (FCD) pour mutualiser et optimiser les installations sportives.

Tous les projets de la filière viennent du terrain (les formations militaires, puis le GSBdD, avec validation du COMBdD) que la filière fait valider par les états-majors d'armées, notamment les 3 bureaux CONDIPERS des DRH respectives (DRHAT, DPMM et DRHAAE).

⁶ Préparation physique opérationnelle.

⁷ Module d'optimisation de la pratique sportive : le MOPS a été présenté au Forum innovation défense en novembre 2018, par l'adjudant-chef Raphaël VASSALO.

3 | L'ARRIVÉE DES NOUVELLES GÉNÉRATIONS CONNECTÉES : UN CHALLENGE SUPPLÉMENTAIRE

Les attentes et comportements des consommateurs évoluent : avec les *Millennials*, la restauration collective doit s'ouvrir au snacking et aux prestations individualisées de qualité, accessibles à toute heure.

À FOND LA FORME À CARCASSONNE !



Une initiative originale du Cercle mixte interarmées de Carcassonne permet aux soutenus du 3^{ème} RPIMa de bénéficier désormais *in situ*, au sein du foyer, des services d'une grande marque bien connue d'articles de sport. Le CR2 Adrian et son équipe sont à l'origine de ce projet.

Dans le cadre de la rénovation de la boutique du foyer du soldat, un constat s'est imposé à eux : le concept de vitrine fermée est obsolète. Aujourd'hui, le client veut toucher et essayer avant d'acheter, comme dans les magasins et souhaite une offre renouvelée et conforme aux nouvelles tendances. Après avoir pris contact avec le directeur du magasin local, qui connaît bien la population militaire à laquelle il propose déjà depuis de nombreuses années des réductions spéciales, les termes de cette collaboration ont été contractualisés.

La boutique a été montée intégralement aux frais du magasin, tandis que le Cercle achète une sélection de produits à tarif préférentiel (fitness, randonnée-montagne, chaussures TAP, running, nutrition et natation). Une clause spéciale assure la reprise intégrale du stock d'éventuels invendus au prix d'achat initial.

Le soutenu, lui, bénéficie de la proximité immédiate de la boutique à un tarif privilégié. Chaque achat génère un bénéfice pour le Cercle, entièrement reversé au profit de la CONDIPERS, qui profitera donc à tous.

Très prochainement, deux bornes interactives viendront compléter le dispositif (à Carcassonne et à Bram) et donneront accès à l'ensemble des produits de l'enseigne, avec l'assurance d'une livraison gratuite sur le lieu de travail. Il s'agit bien de dynamiser l'offre au profit des soutenus soumis aux aléas du commerce en ligne, notamment ceux des garnisons isolées.



Des projets de boutiques militaires en ligne (notamment en lien avec l'armée de Terre et l'armée de l'Air et de l'Espace⁸) sont en gestation, pour diversifier les prestations et garantir la distribution de produits de qualité, en droite ligne avec l'image que les armées souhaitent véhiculer.

EN PROJET... L'APPLICATION « FAMILLE DES ARMÉES »



L'application numérique « FAMILLES des ARMÉES », disponible à terme sur Internet, permettra la convergence des différentes offres de loisirs du SCA, de l'IGESA, des bureaux et cellules en charge localement de la condition du personnel et des nombreuses associations locales.

L'ambition du SCA et de l'IGESA est de déployer un nouvel outil accessible via Internet et EURÉKA, à compter du second semestre 2022.

⁸ La boutique en ligne de la Gendarmerie est en fonction depuis le 16 juillet 2020 et celle de la Marine nationale a récemment été créée par le SIRPA marine.



Témoignage de Mme Isabelle DANESI, Directrice Générale adjointe de l'IGESA

« Le SCA et l'IGESA, conscients de la nécessité d'améliorer le besoin d'informations des ressortissants et des familles, ont initié ensemble le projet complexe d'élaboration d'une plateforme numérique appelée « Familles des armées ». Après avoir œuvré conjointement à l'amélioration du dispositif « Pass avantages » de l'IGESA utilisé temporairement comme support technologique, le SCA et l'IGESA ont engagé une expérimentation depuis le 26 septembre 2020 avec quatre GSBdD (Brest, Cazaux, Mourmelon et Nîmes). Les retours et enquêtes ont permis d'envisager des travaux de plus grande ampleur, conduisant à y associer les ADS, le directeur du projet du Plan Famille, la FCD, Défense mobilité et des associations de conjoints de militaires (Association nationale des familles de militaires - ANFEM et Women Forces).

Cette plateforme, qui évoluera prochainement vers le futur réseau social des armées, a pour objectif de donner de la cohérence à l'accompagnement social dans les armées, aujourd'hui trop éclaté.

Les travaux engagés collectivement par les différentes parties associées ont pour objectif la réalisation d'une nouvelle application sur Internet, en mai 2022.

À en juger par la mobilisation des différents acteurs, nul doute que cette ambition devrait se concrétiser ! »

UNE FILIÈRE QUI A PROUVÉ SA RÉSILIENCE EN PÉRIODE DE CRISE

En janvier 2020, le précédent directeur central du SCA, le CRGHC Stéphane PIAT, avait exprimé sa volonté d'intensifier le durcissement militaire du Service. Moins de deux mois après, le déclenchement de la pandémie COVID-19 a fait office de test grandeur nature, notamment pour la filière RL. Depuis mars 2020, le personnel et les matériels du SCA ont assuré sans faille le soutien des unités et des services du ministère aux quatre coins de la France. Afin que l'ensemble des services et le personnel puisse poursuivre les activités au profit des soutenus, de nombreuses adaptations ont été rendues nécessaires.

Au moment du déclenchement de la pandémie, des stocks de crise de denrées alimentaires non périssables ont été mis en place sur six sites maillant le territoire métropolitain. Chaque cercle fut ainsi rattaché à un Hub. Après identification des lieux de stockage opérationnels sur les bases, en lien avec les COMBdD, le personnel du cercle¹ s'est mobilisé afin de garantir les conditions de sécurité optimales liées aux opérations de livraison. Les palettes ont ensuite été reconditionnées dans l'éventualité d'une distribution à grande échelle.

Pendant la crise sanitaire, les restaurants du Commissariat des armées ont maintenu le soutien des sites du ministère restés actifs. Un défi à la fois logistique et humain.

- Sur le plan logistique, le fonctionnement des restaurants a été permis par le maintien de leur approvisionnement en denrées par l'EdA.
- Sur le plan humain, le personnel de la restauration a dû adopter des mesures drastiques afin de permettre la production et la distribution de repas dans des conditions sanitaires optimales : fonctionnement par bordées ; continuité dans le règlement des factures ; application stricte des gestes barrières entre équipiers et vis-à-vis des convives par l'aménagement des modes de production, de présentation et de distribution des repas, ainsi que des salles de restauration ; adaptation continue de l'offre en fonction de la diversité des situations rencontrées² ; appui au personnel des CPA³ pour augmenter le nombre de repas produits.

La filière RL, par son adaptabilité permanente, témoigne de la capacité du Commissariat des armées à assurer ses missions de soutien en tout temps, tout lieu, toutes circonstances. La crise COVID-19 en a apporté, si besoin en était, une preuve supplémentaire.

¹ SSV : service soutien vie.

² Au-delà du personnel à restaurer de manière conventionnelle dans les restaurants, les GSBdD ont aussi été appelés à soutenir le personnel en déplacement, confiné avant départ et retour de mission, confiné malade en enceinte militaire, et confiné en dehors des emprises militaire.

³ CPA : centre de production alimentaire.

EXERCICE DEFNET 2021 LE SCA AU CŒUR DE L'EXERCICE INTERARMÉES DE CYBERDÉFENSE

Enjeu et priorité stratégique des armées dans le cadre de la loi de programmation militaire 2019-2025, la cybersécurité est garante de la protection et de la défense des systèmes d'information dans le cyberspace. Un exercice, baptisé « DEFNET 2021 », s'est déroulé du 15 au 26 mars 2021 pour entraîner la chaîne de lutte informatique défensive des armées face à de potentielles menaces cyber. Le Service du commissariat des armées était partie prenante de cet exercice.



Organisé et conduit par le commandement de la cyberdéfense (COMCYBER), « DEFNET » est un exercice annuel interarmées dont l'objectif est d'entraîner la chaîne de lutte informatique défensive (LID) des armées, directions et services (ADS), afin de planifier, coordonner et mettre en œuvre les mesures de défense pour faire face à des menaces et des attaques cyber simulées sur les réseaux du ministère des Armées. DEFNET est un exercice majeur par excellence de la cyberdéfense !

Pour cette huitième édition de DEFNET, du 15 au 26 mars 2021, le COMCYBER a sollicité en amont les différentes équipes LID des ADS pour préparer et organiser cet exercice dans les meilleures conditions. Cette préparation, réalisée fin 2020 via des séminaires ayant pour but de guider les ADS sur la façon d'élaborer leurs simulations d'incidents, a permis au COMCYBER de procéder à des ajustements pour la cohérence d'ensemble des scénarios.

LE SCA DANS L'EXERCICE DEFNET 2021

L'implication du Commissariat des armées dans DEFNET 2021 a été coordonnée et conduite par

le bureau cybersécurité de la direction centrale.

Le Service a élaboré des scénarios d'incidents visant deux de ses organismes : un centre interarmées du soutien (CIS) et un organisme d'appui, associés avec la DCSCA à la préparation et à la conduite de l'exercice.

Ces scénarios, qui s'inscrivent dans la politique de durcissement militaire du Service, ont permis de travailler les différents axes de traitement d'un incident LID. Le premier axe évaluait la réaction des utilisateurs face à un comportement anormal de leur environnement de travail numérique. Le deuxième s'appliquait à tester la réactivité de la chaîne LID du Service face à une attaque cyber. Enfin, le dernier axe s'intéressait au bon fonctionnement du plan de continuité et de reprise d'activité en cas d'incident.



Les scénarios, préalablement initiés par le bureau cybersécurité, ont été complétés par le pôle numérique de Rambouillet et par des experts métiers ne faisant pas partie à proprement parler de la chaîne LID, mais affectés dans les organismes ciblés.

DÉROULEMENT DES SCÉNARIOS DU SCA

Durant l'exercice DEFNET 2021, le premier scénario d'incident du SCA reposait sur la simulation du détournement temporaire de connexion WIFI de la tablette métier d'un utilisateur. Le second consistait en l'envoi d'un courriel aux administrateurs fonctionnels d'un système d'information (SI) métier essentiel, contenant un faux logiciel de type rançongiciel (*ransomware*).

Ce faux rançongiciel était totalement inoffensif : en effet, ce n'était qu'un fichier Word alertant sur le fait que l'ordinateur était infecté et, par conséquent, inutilisable pour le moment.

Pour mémoire, un rançongiciel est un logiciel malveillant qui s'infiltre dans un terminal client (ordinateur, tablette ou smartphone) afin d'y chiffrer les données présentes. Il propose ensuite un hypothétique remède (transmission d'une clé de déchiffrement) moyennant le paiement d'une rançon. Ce type d'attaque est très répandu dans le cyberspace, et il a d'ailleurs fréquemment fait l'actualité ces derniers temps.

Dès l'été 2018, le Service s'est lancé dans une démarche de durcissement militaire, en s'appuyant sur le « concept d'emploi dans les engagements opérationnels du SCA », publié le 12 juin 2017, et sur son contrat opérationnel. Ainsi, les exigences et modalités capacitaires du contrat opérationnel et du concept d'emploi du SCA ont été décrites dans un plan d'actions par grand domaine d'attribution. Ce travail a également porté sur les conditions de résilience visant à conserver la capacité du Service à assurer ses missions en toutes circonstances. Les feuilles de route, contenant des actions à mettre en œuvre, ont été validées en CODIR en décembre 2020 et janvier 2021. À l'été 2021, des projets se concrétiseront déjà !



Extrait du faux rançongiciel utilisé lors de l'exercice DEFNET 2021

Les scénarios de l'exercice ont mobilisé, dans les conditions du réel, les correspondants Sécurité des SI (CSSI) des organismes ciblés, le centre d'analyse en lutte informatique défensive (CALID) du COMCYBER, et la Direction interarmées des réseaux d'infrastructure et des systèmes d'information (DIRISI). Le bureau cybersécurité de la DCSCA, avec la participation active du pôle Numérique, a piloté, supervisé et animé le déroulement des opérations côté SCA tout en faisant office d'interface entre ces différents acteurs.

Le bureau rendait aussi compte régulièrement au centre opérationnel du COMCYBER (CO CYBER), localisé à Rennes et en charge du pilotage de l'exercice à l'échelle ministérielle.

DEFNET 2021 a ainsi démontré que le Service respectait parfaitement les procédures en cas d'incident cyber et assurait une bonne remontée des CSSI vers le bureau cybersécurité et le CALID. Grâce à la réactivité de l'ensemble des acteurs des organismes

ciblés, les procédures pour l'obtention d'éléments techniques et l'identification des bons points de contact ont été améliorées, afin de répondre aux questions parfois très techniques du CALID.

DEFNET : L'OCCASION, POUR LE SCA DE S'ENTRAÎNER AU CYBER COMBAT

DEFNET 2021 a mis en lumière la capacité du Commissariat des armées

à réagir aux incidents cyber tout en vérifiant la cohérence et l'efficacité des actions de la chaîne LID à appliquer les procédures en vigueur.

Comme l'indique le commissaire principal Teddy, chef du bureau cybersécurité de la DCSCA : « Ces incidents sont certes fictifs, mais essentiels pour apprécier le fonctionnement de la chaîne LID du Service et ses interactions avec le COMCYBER et la DIRISI. Il est important de tirer des leçons de cet exercice particulièrement intéressant. DEFNET est l'occasion pour le SCA de s'entraîner au cyber combat et de rayonner dans ce domaine ! ».

Rendez-vous pour la prochaine édition de l'exercice DEFNET en 2022, avec l'élaboration de nouveaux scénarios d'entraînement cyber.

3 DÉFINITIONS POUR MIEUX COMPRENDRE L'ENVIRONNEMENT DE LA CYBERDÉFENSE

- **CYBERDÉFENSE** : la cyberdéfense est l'ensemble des actions conduites, afin d'intervenir militairement ou non, dans le cyberspace pour garantir la réalisation des missions et le bon fonctionnement du ministère. Elle s'appuie sur trois grandes capacités militaires : SE RENSEIGNER, SE DÉFENDRE et ENGAGER. La capacité à SE RENSEIGNER fait appel au RIC (renseignement d'intérêt cyberdéfense) et au ROC (renseignement d'origine cyberspace). La capacité à ENGAGER repose principalement sur la LIO (lutte informatique offensive). Enfin, la capacité à SE DÉFENDRE désigne la LID (lutte informatique défensive).
- **CYBERSÉCURITÉ** : état recherché permettant au ministère de fonctionner, même sous agression informatique. Elle recouvre des mesures d'ordres politique, réglementaire et organisationnel, ainsi que des moyens et méthodes visant cet état final. Elle repose sur trois capacités : la PROTECTION (SSI : sécurité des systèmes d'information), la RÉSILIENCE et la capacité à SE DÉFENDRE (LID : lutte informatique défensive). La cybersécurité s'appuie également en partie sur les capacités à SE RENSEIGNER et à ENGAGER de la cyberdéfense militaire.
- **CYBERPROTECTION (SSI)** : ensemble de mesures normatives, techniques et non techniques, de protection contribuant à atteindre l'état de cybersécurité.



Le commissaire principal Teddy (3^e en partant de la gauche), entouré d'une partie du bureau cybersécurité : le sergent-chef Arnaud, l'aspirant Léo et la commissaire de 3^e classe (R) Marguerite



TROIS QUESTIONS AU COMMISSAIRE PRINCIPAL TEDDY, CHEF DU BUREAU CYBERSÉCURITÉ DE LA DCSCA

QUEL EST VOTRE PARCOURS ?

Commissaire d'ancrage Santé avec pour dominante d'emploi le management des systèmes d'information (MSI), j'ai occupé pendant 14 ans des fonctions de responsable de conduite de projet au Centre de traitement de l'information médicale des armées et à

la Direction des systèmes d'information et du numérique du Service de santé des armées (SSA). Mes principales missions étaient centrées sur la conception et la mise en œuvre de systèmes d'information au profit de la composante « médecine des forces » du SSA. Ces missions très enrichissantes m'ont permis de collaborer avec différentes entités ministérielles et interministérielles et d'avoir une vision transverse dans le domaine des systèmes d'information. J'en garde un excellent souvenir. J'ai rejoint la direction centrale du Service du commissariat des armées en septembre 2020 en qualité de chef du bureau cybersécurité.

QUELLES SONT VOS MISSIONS EN TANT QUE CHEF DU BUREAU CYBERSÉCURITÉ DU SCA ?

Mes missions consistent à piloter la cyberdéfense et la cyberprotection du SCA : application de la SSI au sein de l'ensemble des organismes, organisation de la vigilance en matière de lutte informatique défensive et intégration/maintien de la SSI des systèmes d'information au travers des homologations. Je suis aussi le point de contact cyber du SCA auprès du COMCYBER et à l'échelle ministérielle. Mon objectif est que le Service soit résilient en matière de cyber afin de répondre aux grands enjeux de la loi de programmation militaire 2019-2025.

Pour mener à bien ces missions, je dirige un bureau composé six personnes

(deux officiers experts et deux traitants, renforcés de deux réservistes) en charge de la conduite opérationnelle et de l'animation des correspondants SSI (« CSSI ») des organismes et des différents responsables SSI (« RSSI ») en charge des homologations de sécurité¹ des SI du Commissariat des armées.

J'apporte aussi une expertise et des conseils au profit des équipes projets du SCA sur des sujets techniques liés à la cybersécurité en général.

EN QUOI ÊTRE COMMISSAIRE EST UN ATOUT POUR UN TEL POSTE ?

En premier lieu, un tel poste nécessite de solides compétences dans le domaine des systèmes d'information, en particulier dans la conception et l'expertise technique. Ensuite, il faut être en mesure de savoir piloter, comprendre et suivre les feuilles de route des experts et traitants en cybersécurité. Enfin, il est impératif de connaître les métiers et les enjeux du SCA afin de mettre en œuvre une organisation cyber adaptée au fonctionnement du Service.

On retrouve toutes ces qualités chez un commissaire de dominante MSI qui, à mon sens, doit être autonome, polyvalent, ouvert d'esprit et résilient !

¹ Homologation de sécurité : au vu du dossier d'homologation, déclaration de l'autorité d'homologation attestant que le système d'information considéré est apte à traiter des informations d'un niveau de classification donné conformément aux objectifs de sécurité visés et que les risques résiduels sont acceptés et maîtrisés.

L'homologation de sécurité reste valide tant que le système d'information (SI) opère dans les conditions approuvées par l'autorité d'homologation. (ref : directive DGNUM n°27/DEF/DGNUMEd02 sur l'homologation des SI du 19 novembre 2019).

INTERVIEW DU SERGENT-CHEF ARNAUD

« Affecté au bureau cybersécurité de la DCSCA en qualité d'officier de sécurité des systèmes d'information (OSS) de chaîne adjoint, mon rôle durant DEFNET 2021 a été de conduire et animer les CSSI des organismes ciblés en leur donnant des consignes les plus claires possible. Je devais également rendre compte en temps réel à mon chef de bureau, aux complices présents sur site et au COMCYBER/CALID. Mon objectif était de maintenir la performance de la chaîne LID du SCA durant

tout l'exercice, ce qui a été possible grâce à l'appui et l'opiniâtreté des officiers traitants du bureau cybersécurité : l'aspirant Léo et la commissaire de troisième classe (R) Marguerite.

Maintenir cette performance passe par une bonne coordination avec les différents interlocuteurs du SCA, du COMCYBER et de la DIRISI, le tout via l'utilisation de différents moyens techniques : le réseau téléphonique (PNIA), le réseau DIFFUSION RESTREINTE (Intradef) et le réseau CONFIDENTIEL DÉFENSE (Intraced). DEFNET 2021 a été très instructif professionnellement. »



RENCONTRE AVEC... LE CRG2 WILLER

De Paris à Moscou,
le Commissariat sort ses meilleurs atouts

Le PAM 2020 a été très favorable pour les commissaires généraux et les commissaires en chef, dont certains ont été nommés à des postes très importants et dans des domaines très variés, au sein du ministère et au-delà. Cela constitue une reconnaissance à la fois de l'apport du corps et des compétences détenues par chacun de ces officiers.

Rencontre avec le commissaire général Alexis WILLER, qui achève tout juste son année de formation en tant qu'auditeur à l'académie militaire de l'état-major général des forces armées de la Fédération de Russie. Après ces dix mois intenses, il exercera dès le début du mois d'août prochain les fonctions d'attaché de défense près l'ambassade de France à Moscou.

Votre parcours est extrêmement riche. En le schématisant, on y voit tout d'abord une importante coloration « Marine » à partir de votre intégration à l'EOCM¹ en 1989. D'où vient votre attachement à la Marine ?

Mon attachement à la Marine est lié à ma passion pour la géographie et pour le monde de la mer. Né en pleine France « de l'intérieur », à Strasbourg, la mer a toujours été pour moi un objet de rêveries ! En parallèle de mes études à Sciences Po Paris, j'ai obtenu une maîtrise de géographie à la Sorbonne. Russophone, j'ai été orienté vers le monde slave au travers d'un mémoire sur les expéditions soviétiques menées en Antarctique entre 1958 et 1988.

Ma carrière au service de l'État a débuté comme fonctionnaire civil au ministère de la défense, plus précisément à la direction technique des constructions navales. C'est dans ce cadre que j'ai découvert l'existence du commissariat de la Marine. J'ai intégré le corps en 1989, grâce à l'obtention du concours externe.

Durant cette première partie de carrière, vous semblez avoir beaucoup embarqué. Vous sentiez-vous alors plus marin ou plus commissaire ?

Je suis rentré dans la Marine pour être commissaire embarqué, et j'ai eu la chance de vivre quatre superbes affectations au service direct des forces, toutes différentes : d'abord commissaire de l'avis-escorte Protet basé à Djibouti jusqu'à son désarmement, puis à bord de la frégate La Fayette,



Le CRG2 Alexis Willer et ses camarades «de classe» devant la statue équestre du maréchal Joukov.
Au fond, le musée historique d'État.

un défi car c'était le premier bâtiment de la série, ensuite chef de cabinet sur le porte-hélicoptères *Jeanne d'Arc* et enfin sous-chef d'état-major « relations internationales » d'ALINDIEN², embarqué à bord du bâtiment de commandement et de ravitaillement *Var*. Dans la Marine, le commissaire est un officier navigant comme les autres, on ne se sent donc pas plus marin que commissaire. En revanche, ces années passées à bord avec mes camarades officiers de Marine, les officiers mariniers et matelots m'ont convaincu de la nécessité, que ce soit dans la Marine, l'armée de Terre, l'armée de l'Air et de l'Espace, le SSA ou la DGA, d'acquérir une solide culture de milieu. C'est le gage de notre crédibilité en tant qu'administrateur militaire !

Dès 2003, qui correspond à l'année de votre sortie du CID³ et à la prise de votre poste d'attaché naval à Moscou, une coloration « russe » apparaît.

Est-ce dû à une rencontre particulière ?

Il s'agit d'un concours de circonstances. Alors en poste à l'état-major d'ALINDIEN, je me suis porté candidat pour un poste en mission de défense, en tant qu'officier de la Marine. Mon apprentissage du russe durant mes études et la motivation que représentait pour moi la perspective d'un séjour à l'étranger dans le domaine des relations internationales militaires m'ont conforté dans ce choix. Les circonstances ont fait que cette demande coïncidait justement avec un déficit ponctuel en ressources humaines, plutôt rares dans ce domaine. Mon gestionnaire a alors poussé ma nomination au poste d'attaché naval à Moscou, poste sur lequel j'ai servi trois ans. Mon arrivée sur le territoire a d'ailleurs été assez cocasse : le premier jour de ma prise de fonctions, et désireux d'être présent pour accueillir l'amiral chargé des relations internationales de la Marine précisément en mission à Moscou ce jour-là, je me suis arrangé pour être dans le vol précédant le sien afin de pouvoir le recevoir officiellement dans la zone internationale de l'aéroport Shérémétievo. Tels furent mes premiers pas dans le monde de la diplomatie de défense !

Ce trait spécifique de votre parcours implique-t-il des enjeux personnels parti-



Le CRG2 Alexis WILLER avec ses camarades de "classe" sur la place Rouge © Alexis Willer

culiers, compte tenu de la complexité historique et actuelle des relations entre la France et la Russie ?

La question qu'on se pose tout de suite pour ces postes un peu particuliers est : « sera-t-on à la hauteur ? ». J'ai eu la chance, pour mon premier poste en ambassade, d'avoir comme chef un général attaché de défense qui m'a entièrement fait confiance, le général de brigade Gilles GALLET, auquel je rends hommage. Il m'a laissé une grande liberté de manœuvre. Puis, comme attaché naval à Moscou, j'ai vécu une période très faste, les relations diplomatiques étant à cette époque excellentes entre nos deux pays. Les Russes connaissent très bien notre histoire et sont très sensibles aux commémorations. Pour le 9 mai, en Russie le jour de la Victoire de la Grande Guerre Patriotique⁴, j'ai par exemple proposé de faire venir à Vladivostok un bâtiment de guerre français. ALPACI⁵ ayant validé le projet et ayant été invité par les Russes, j'ai pu organiser une escale extraordinaire dont les marins qui armaient à l'époque la frégate *Praïrial* se souviennent sans doute encore. Quand les Russes accueillent, ils le font avec beaucoup de classe et de chaleur humaine. L'équipage a été mis à l'honneur et a défilé sur le front de mer, en tête du

dispositif russe. Et entendre Joe Dassin, Mireille Mathieu, Patricia Kaas dans les rues de Vladivostok, c'était tout à fait inédit !

Depuis 2020, vous êtes auditeur à l'Académie militaire de l'état-major général des forces armées de la fédération de Russie.

À quoi ressemble votre quotidien en tant qu'auditeur au sein de cette institution ?

L'Académie militaire de l'état-major général des forces armées russes, fondée à l'initiative d'un certain Jomini qui a commencé sa carrière au service de Napoléon Bonaparte, est en partie comparable au CHEM⁶.

¹ EOCM : l'École des officiers du commissariat de la Marine était une école de formation de la Marine nationale qui formait les commissaires et les officiers du corps technique de la Marine. À la suite de la création du corps unique des commissaires des armées, l'École des commissaires des armées (ECA) fut créée. La cérémonie de clôture de l'EOCM a eu lieu le 15 mars 2013.

² ALINDIEN : amiral commandant de la zone maritime de l'océan Indien et les forces maritimes de l'océan Indien. Il est également commandant supérieur des forces françaises aux Émirats arabes unis.

³ CID : Collège Interarmées de Défense.

⁴ Grande guerre patriotique : terme par lequel l'Union soviétique, puis la Russie, désignent le conflit avec l'Allemagne nazie, de juin 1941 à mai 1945.

⁵ ALPACI : l'amiral commandant la zone de responsabilité Asie-Pacifique.

⁶ CHEM : Centre des hautes études militaires.



Le CRG2 Alexis WILLER entouré de ses collègues kazakh et serbe, au parc «Patriot» et au musée du chemin de la mémoire de la Grande Guerre Patriotique. Le chiffre 1418 rappelle que la Grande Guerre Patriotique a duré 1418 jours. Le musée lui-même est une promenade de 1418 pas à travers l'histoire de cette guerre © Alexis Willer

Les Russes en sont très fiers. Traditionnellement, le futur attaché de défense français à Moscou y suit un cycle de formation de dix mois, de façon à mieux appréhender la mentalité des officiers russes et à se familiariser avec leur approche des sujets de défense, de stratégie et de sécurité. Cela s'apparente à une formation d'adaptation à l'emploi d'attaché de défense. Je suis le seul officier occidental au sein d'une centaine d'officiers venant d'Asie centrale, d'Inde, du Pakistan, d'Algérie, d'Angola, du Mali, de Guinée Conakry, du Laos, du Nicaragua, de Chine, de Corée, du Vietnam... 17 nationalités sont représentées ! Les étrangers, non mélangés avec les officiers russes et biélorusses, sont réunis dans la faculté dite « spéciale ». Je suis actuellement affecté dans un « cabinet » (salle de cours) avec deux lieutenants colonels ouzbeks, un lieutenant-colonel kazakh et un lieutenant-colonel serbe. Le processus pédagogique est assez scolaire, les auditeurs étant là pour apprendre, au sens strict du terme : leçons sur diverses disciplines, séminaires de vérification des apprentissages, enseignement de l'art opératif considéré comme une science dure à part entière

(véritable plongée dans l'art de la guerre sur fond de leçons de la Grande Guerre Patriotique !), les journées sont aussi denses qu'intéressantes.

Quels sont vos rapports avec les officiers de l'académie ?

Mes rapports avec les officiers russes (c'est-à-dire les professeurs de l'Académie) sont extrêmement cordiaux et courtois. Très curieux de la présence d'un officier général français comme auditeur, ils n'hésitent pas à la pause thé ou café à venir discuter librement avec moi, spontanément. C'est un des côtés les plus intéressants de cette formation. Comme ils ne sont pas formés, même au niveau de l'Académie militaire de l'état-major général, aux interactions avec le monde politique ou des hauts fonctionnaires (c'est l'objet d'un autre cycle de formation), ils sont très directs dans leurs questions, et c'est plutôt stimulant. La France bénéficie toujours d'une petite place particulière dans leur cœur et dans leur âme, même s'il ne faut naturellement pas verser dans le sentimentalisme. Et nous sommes une puissance nucléaire, cela compte.

Quelles y sont vos missions ? Qu'implique ce nouveau statut ?

Tous les modules académiques, y compris le sport, se concluent par un examen oral noté ou non noté. Tous les auditeurs réussissent *in fine*, on est dans la diplomatie de défense. Nous devons également rédiger un mémoire, soutenu en fin de cycle. Le mien porte sur la façon de relancer la coopération militaire bilatérale entre la France et la Russie. Un petit défi ! L'année s'achèvera par un examen final de niveau gouvernemental, le diplôme étant reconnu nationalement.

Êtes-vous tenu à un niveau de confidentialité particulier vis-à-vis de la France et de la Russie ?

Bien sûr. Tout ce que nous faisons à l'Académie est forcément très secret. La documentation que l'on nous prête ne sort pas de ses murs, notamment les « petits carnets bleus » avec le texte des leçons. Les téléphones portables et les clefs USB sont interdits. Nos notes personnelles doivent être prises sur des cahiers dont les pages sont numérotées et cousues avec un sceau fixant les fils au début et à la fin du cahier. Les portes des salles de cours et du corridor de la faculté spéciale sont scellées à la cire tous les soirs.

L'État-major général des forces armées de la fédération de Russie est l'institution centrale gérant l'administration, les opérations et la logistique des forces armées russes.

Pouvez-vous nous en dire quelques mots ?

L'état-major général des forces armées de la fédération de Russie ressemble en partie à notre EMA. L'homologue de notre CEMA est le général d'armée Guerassimov, qui a rang de Premier vice-ministre de la Défense. Il est donc le numéro deux du ministère. Le ministre, Sergueï Choïgou, ancien et populaire ministre des situations d'urgence (sécurité civile), est également général d'armée. Le soutien embrasse beaucoup plus large que le Commissariat des armées puisqu'il intègre, en plus du soutien de l'homme et de l'administration générale, le soutien munitions, le soutien pétrolier,



Military Academy of the General Staff of the Armed Forces of Russia

le soutien infrastructures communes (les voies d'accès sur les théâtres d'opérations), et encore d'autres secteurs d'activités. En revanche, le soutien n'est pas compétent en matière de solde.

En quoi cela vous prépare t-il à votre futur poste d'attaché de défense à Moscou ?

Cette année d'immersion dans un processus de formation conçu par les Russes pour leurs élites militaires et pour les militaires étrangers accueillis dans le cadre de leurs activités de coopération et d'influence est évidemment très enrichissante. Au-delà du contenu de la formation, il y a aussi le regard que portent mes collègues étrangers sur les pays occidentaux, mais aussi sur la Russie et sur les grands sujets d'actualité internationale, et les discussions très libres que nous avons entre nous. Tous les samedis soirs, nous nous réunissons avec les deux officiers ouzbèques, l'officier serbe et l'officier kazakh pour un dîner amical chez l'un ou chez l'autre afin d'échanger sur les activités de la semaine. C'est passionnant. Sur le plan symbolique, quand on est diplômé de l'Académie militaire de l'état-major général des forces armées de la Fédération de Russie, on a évidemment le droit d'en porter l'insigne (un losange blanc avec un aigle à deux têtes et Saint-Georges

terrassant le dragon), mais on devient surtout, et pour toujours, un « camarade » des officiers russes. Et c'est par cette appellation, quel que soit votre grade et le leur, qu'ils doivent selon l'usage désormais s'adresser à vous. C'est un très grand privilège.

Un message pour les jeunes (ou moins jeunes) commissaires des armées, férus de relations internationales ?

Qui souhaitent avoir un parcours aussi riche et internationalement marqué que le vôtre ?

Le seul message que je peux très modestement donner est : « *Soyez toujours prêts, disponibles, mettez toutes les chances de votre côté, préparez-vous, forcez le destin, ayez conscience que les opportunités existent mais ne faites pas trop de plans sur la comète, n'ayez pas peur de tenter l'aventure, car vous en êtes parfaitement capables, et c'est une très belle expérience à vivre* ».



Vitrine Normandie-Niemen au musée du chemin de la mémoire de la Grande Guerre Patriotique

© Alexis Willer



Insigne du CRG2 Willer

RENCONTRE AVEC LOÏC, APPRENTI À LA DC SCA SUR LE SITE D'ARCUEIL...

...et son tuteur David, chef du bureau Prévention, Maîtrise des Risques, Incendie et Environnement (PMRIE).
Le bureau PMRIE, situé à Arcueil, traite différentes thématiques, avec un expert dans chaque domaine : environnement, incendie, santé/sécurité au travail, transport des marchandises dangereuses, synthèse et formation.



Loïc, comment avez-vous trouvé l'offre d'apprentissage au sein du bureau Prévention, Maîtrise des Risques, Incendie et Environnement ?

Dans mon université, les offres du secteur public ne sont pas forcément mises en avant. C'est lors d'une conversation de groupe entre étudiants du Master que j'ai entendu parler d'offres d'apprentissage au ministère des Armées, une camarade y ayant trouvé un apprentissage. Je n'avais jusque là cherché que dans le privé. C'est sur le site www.stages.defense.gouv.fr que j'ai trouvé deux offres correspondant à mes envies de missions, l'une au SCA et l'autre au SSA. J'ai passé un entretien avec Monsieur David début septembre 2020 et tout s'est très bien déroulé. Sans le groupe de classe du Master, je ne serais pas tombé sur cette offre. On peut donc dire que j'ai eu beaucoup de chance !

Quelles sont vos missions au quotidien ?

Ma mission principale porte sur la transformation numérique et la conduite du changement. Dans le cadre du système d'information (SI) que nous souhaitons développer, ma mission première a consisté, après avoir pris connaissance du projet, à mettre en place ou plutôt à reformer une équipe dédiée. En tant qu'assistant du chef de projet, il m'a d'abord fallu redynamiser un projet qui s'était un peu essoufflé.

La mise en œuvre de ce nouveau SI a pour objectif principal d'optimiser la fonction prévention, maîtrise des risques et environnement (PMRE). Les gains attendus sont l'harmonisation et la simplification des processus et procédures, permettant un allègement des tâches administratives, une fluidification du traitement de l'information et une réaffectation des ressources disponibles (notamment des chargés de prévention) du fait des effectifs contraints. La mise en œuvre de ce

SI permettra également au bureau d'avoir une meilleure vision des activités de la chaîne PMRE par une amélioration des flux de communication et des remontées d'informations, importants pour une maîtrise efficace des risques.

Actuellement, le SI est en phase d'adaptation et sera déployé sous peu pour permettre aux membres de la DCSCA de s'accoutumer à l'outil. En ce moment, je m'occupe de l'homologation du SI, phase indispensable sans laquelle le projet ne peut aboutir. C'est pour moi une grande responsabilité ! J'organise et copilote les réunions de l'équipe projet et les échanges avec la société extérieure¹ qui nous assiste dans la mise en œuvre de cet outil.

J'ai également d'autres missions annexes, tel que l'appui aux membres de l'équipe sur d'autres dossiers du périmètre du bureau.

Comment s'organise votre temps de formation et de présence au bureau ?

Une semaine sur deux, je suis sur le site d'Arcueil pour poursuivre mon apprentissage. L'autre semaine, je suis en cours, assurés principalement en distanciel. En avril, mon temps s'est partagé entre trois jours au bureau et deux jours à l'université, afin de me consacrer à la rédaction du mémoire que nous devons rendre dans le cadre du Master 1.

Vous êtes-vous bien intégré dans l'équipe ?

La période actuelle et le contexte sanitaire de ces derniers mois ne nous ont pas permis de tous nous retrouver régulièrement, hormis le jeudi, jour de présence commune pour les membres du bureau. Pour ma part, je ne peux pratiquer le télétravail, car la gestion de l'outil SI demande d'être sur place. Cependant, je me rends compte que je suis très chanceux par rapport à certains de mes camarades de formation, toujours sans contrat d'apprentissage à ce jour. En outre, certains de mes camarades de classe ne font que du télétravail et n'ont donc à ma connaissance jamais rencontré leur équipe.

Cet apprentissage est aussi très enrichissant pour moi car Monsieur David a tenu à ce que je participe à des actions en lien avec ma formation. À cet effet,



J'ai pu me déplacer au LABOCA d'Angers pour finaliser un recensement des déchets dangereux. J'ai donc pu voir sur place comment était exploité le SI dans le quotidien des personnels de cet organisme. Les missions et activités confiées m'ont permis de m'intégrer naturellement au sein du bureau et de l'équipe projet.

Quels sont les avantages et/ou inconvénients de l'apprentissage ?

L'avantage de l'apprentissage pour moi, c'est tout d'abord d'acquérir une expérience professionnelle en lien avec le futur métier que j'envisage. Plus précisément, cet apprentissage va me permettre de développer, dans le cadre de mon cursus universitaire, mes compétences en management et en gestion de projet. C'est donc un véritable atout pour l'étudiant qui souhaite obtenir une première expérience dans le monde professionnel.

À mon sens, il n'y a pas d'inconvénient à l'apprentissage ! En termes d'expérience professionnelle, mon contrat d'apprentissage est de deux ans, ce qui me permettra de justifier d'une réelle expérience sur mon curriculum vitae en vue des métiers que je souhaite exercer plus tard dans le domaine de la gestion de projet.

Dans le contexte actuel, cet apprentissage m'a également permis de m'évaluer et de moins penser à la crise sanitaire, d'autant que la majorité de mes cours ont été tenus cette année à distance. Le milieu des armées n'a pas été une découverte pour moi, car il y a des militaires dans ma famille. Toutefois, je reconnais qu'il a fallu quand même m'adapter et retenir les nombreux sigles et acronymes du domaine de la défense !

De quelle manière l'apprentissage vous prépare-t-il au milieu professionnel ?

Outre l'acquisition d'une expérience pratique à travers de nouvelles connaissances et compétences, j'ajouterais que l'apprentissage m'a permis de prendre confiance en moi et de développer mon autonomie : ces deux qualités sont des atouts qui permettent d'affronter des situations diverses et variées (contraintes, obstacles) en milieu professionnel. Je ne pensais pas être aussi autonome !

Avez-vous un mémoire à rendre en fin d'année ?

Oui, nous devons rendre un mémoire littéraire. J'ai donc choisi de parler de la communication et de la coordination *via* les nouvelles technologies dans les structures.

¹ G2Dev, prestataire de services dans les SI ayant l'habitude de travailler avec le ministère des Armées (DPMA, SEO, armée de Terre, SSA).

SCAN ME



LE TUTEUR ...

David, chef du bureau Prévention, Maîtrise des Risques, Incendie et Environnement, est arrivé en février 2020 en tant qu'adjoint puis chef de bureau. Ingénieur en génie civil de formation, David est entré au ministère en 2002 et a un parcours très diversifié : conducteur d'opérations à la DGA, chef des services techniques à l'Institution nationale des Invalides (INI), inspecteur des installations classées au sein du contrôle général des armées (CGA), chef du pôle développement durable à la DPMA, et adjoint du chef de bureau du soutien général au SPAC avant d'intégrer le Commissariat des armées.

DEPUIS QUAND PRENEZ-VOUS EN CHARGE DES APPRENTIS ?

Loïc, arrivé le 1^{er} novembre 2020, est mon premier apprenti. Le bureau va en accueillir un second en septembre prochain, dont les missions porteront sur le domaine hygiène, sécurité et environnement (HSE).

QUELS SONT VOTRE RÔLE ET VOS MISSIONS ENVERS LOÏC ?

Mon rôle, en tant que maître d'apprentissage, est de m'assurer de la bonne intégration de Loïc, lui faire connaître les différents services de notre entité ainsi que les membres du bureau et leurs missions. Ensuite, je vérifie qu'il dispose de tous les équipements nécessaires pour être rapidement opérationnel. Pour le volet académique, mon rôle est de veiller à la cohérence entre les missions confiées et sa formation. Ces aspects sont notamment abordés lors de réunions avec son tuteur de formation.

Enfin, je dois m'assurer des connaissances et compétences acquises pour l'obtention de son diplôme. Mon rôle au quotidien est ainsi de m'assurer de la bonne prise en compte des demandes formulées et de veiller à ce que Loïc soit en mesure de répondre aux sollicitations qui lui sont soumises. Un très bon dialogue s'est instauré entre nous, et Loïc n'hésite pas à demander de l'aide et à poser des questions. Cela permet un réel partage et un échange très riche.

COMMENT ORGANISEZ-VOUS VOTRE TEMPS ENTRE VOS RÔLES DE TUTEUR ET DE CHEF DE BUREAU ?

Le vendredi, à chaque fin de séquence, j'accorde du temps à Loïc pour faire un point de situation. A ce titre, je lui ai demandé de noter ce qu'il a appris ou acquis et les difficultés rencontrées. Cette méthode nous permet d'avancer de manière constructive. Je suis heureux de lui avoir offert cette opportunité professionnelle. Je me rends donc disponible le plus possible, ce qui n'est pas toujours évident, compte tenu de mes différentes tâches au sein du bureau.

QUELS SONT LES AVANTAGES/INCONVÉNIENTS SELON VOUS ?

Selon moi, l'avantage principal est d'offrir aux jeunes la possibilité de progresser et de grandir en maturité. La communication est également essentielle dans les relations interpersonnelles dans le cadre du travail. L'autre grande richesse est l'occasion pour le maître d'apprentissage de transmettre sa vision et son savoir. Je ne vois pas d'inconvénient, si ce n'est la contrainte du temps en fonction de ma propre charge de travail. Mais jusqu'à maintenant, cela se passe plutôt bien ! Mais avant tout, mon objectif est de développer chez Loïc le goût d'aller au-devant des choses, d'apprendre en se remettant en question, de se montrer curieux et de gagner en autonomie.

< Retrouvez le MAG TV de mai, qui suit des apprentis et leurs tuteurs le temps d'une journée au sein du GSBdD de Lille.

ARRÊT SUR IMAGE



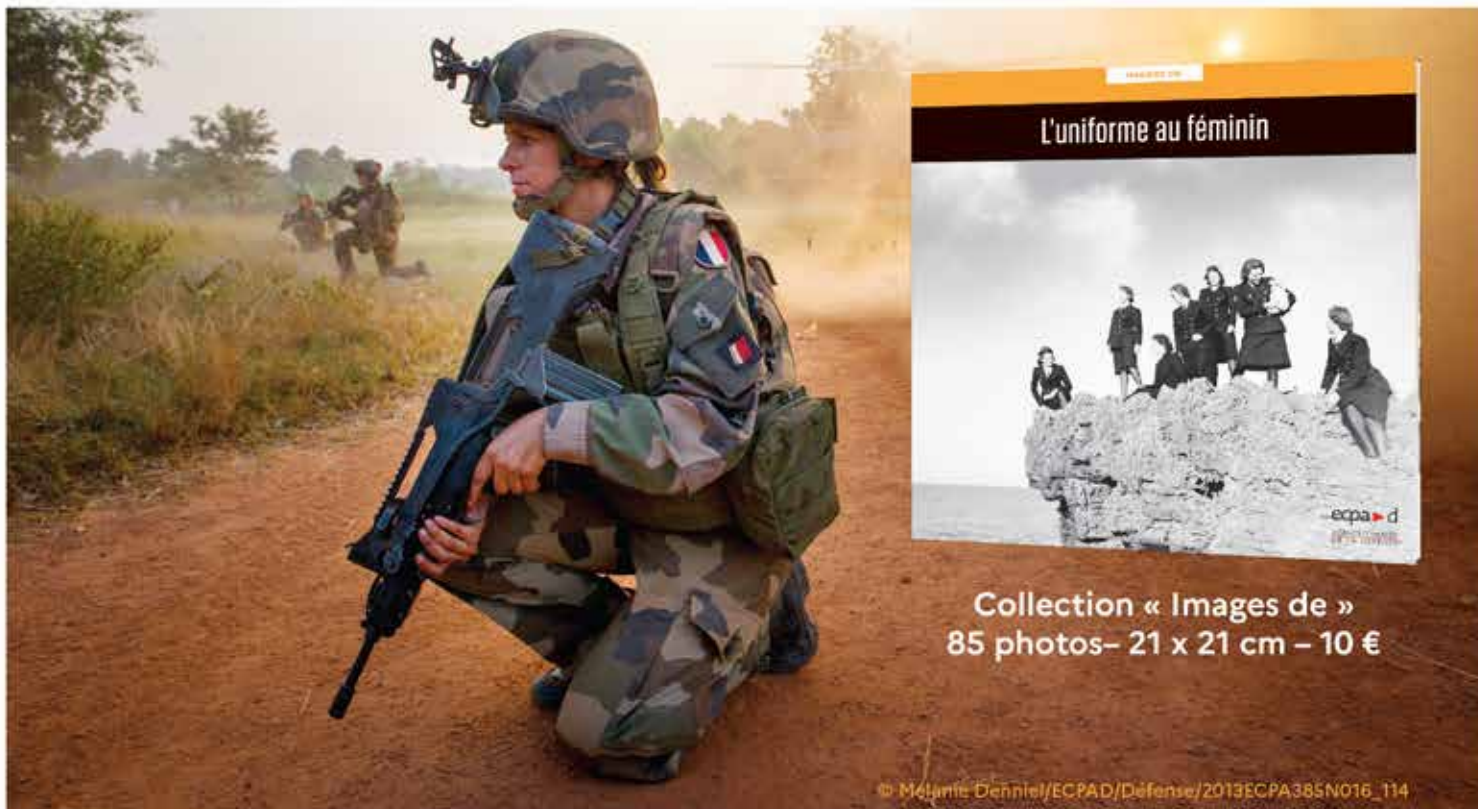
Entre le 30 mars et le 1^{er} avril, une équipe de la DICO (Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense) s'est rendue à l'École des fourriers de Querqueville (EFQ), pour tourner un numéro du « Journal de la Défense » (JDEF) consacré au sujet « Nourrir le combattant ».

Ce dernier est diffusé sur la chaîne LCP tous les dimanches à 19h30 (26').

→ Retrouvez l'ensemble des JDEF, directement sur Intradef, dans la rubrique [JDEF] !


L'EFQ est un des pôles de formation du Service du commissariat des armées. Pour mener à bien sa mission, l'école compte sur près de 190 personnels civils et militaires permanents, le tout dirigé par le CRC1 Philippe PROST. Elle accueille chaque année près de 4 000 élèves et stagiaires, civils et militaires, au travers de quelque 300 sessions liées au parcours professionnel suivi ou aux responsabilités exercées.

© J-F Février/EFQ



L'uniforme au féminin

L'armée française est aujourd'hui l'une des plus féminisées au monde. Les archives photographiques de l'ECPAD témoignent de cette histoire centenaire par des images de « femmes en blanc », en uniforme d'unités de soutien et de combat, au cours d'exercices ou en situation réelle.


 Une partie du contenu est proposé en réalité augmentée, grâce à l'application ArgoPlay.

BON DE COMMANDE

À renvoyer ou à recopier sur papier libre, accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de l'Agent comptable de l'ECPAD).
 ECPAD - A/C - 2 à 8, route du Fort - 94200 Ivry-sur-Seine Cedex Tél. : 01 49 60 59 88 – eboutique@ecpad.fr
 Merci d'indiquer vos coordonnées en **CAPITALES**.

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____ Tél. _____

Désignation de l'article	Prix unitaire TTC	Quantité	Montant TTC
L'uniforme au féminin	10 €		
Frais d'expédition forfaitaires			5,50 €
Total à payer			

Je souhaite être informé(e) des dernières sorties et des promotions de la boutique ECPAD.

Oui Non

E-mail _____

Pour toute livraison hors France métropolitaine, merci de nous contacter au 01 49 60 59 88 ou par mél : eboutique@ecpad.fr

Ces données sont collectées par l'ECPAD afin de traiter votre commande. Les informations recueillies ne sont pas communiquées à des tiers. Vous disposez en vertu du droit français et du droit de l'Union européenne d'un droit d'accès, de portabilité, de rectification voire d'effacement des données vous concernant, ainsi qu'un droit de limitation voire d'opposition au recueil des informations.

STN03 • Validité : 2021



NOS IMAGES SONT VOTRE HISTOIRE

14 MILLIONS DE PHOTOS
94 000 HEURES DE FILMS

www.ecpad.fr